

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

REGION DE L'EST

DEPARTEMENT De la BOUMBA ET NGOKO

COMMUNE DE GARI-GOMBO

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE – WORK – FATHERLAND

EAST REGION

BOUMBA ET NGOKO SUBDIVISION

GARI-GOMBO COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE GARI-GOMBO



Financement PNDP/IDA

Juillet 2012



Little Hope Association : Agriculture – Environnement – Développement
N° déclaration : 00081/RDA/J06/BAPP. N° contribuable : M010500017969BCDIYdé 14
BP. 20711 Yaoundé. Tel/Fax : 22235472/ 99878724. E. mail : lhacm@yahoo.fr

SIGNATURES

**Mr LE MAIRE de la commune
de Gari-Gombo**

**Mr le Délégué départemental du
MINEPAT de la Boumba et Ngoko**

Mr Le Préfet de la Boumba et Ngoko

Sommaire

RESUME	vi
LISTE DES ABREVIATIONS	vii
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES FIGURES	xi
LISTE DES ANNEXES	xii
1. INTRODUCTION	13
1.1. Contexte et justification	13
1.2 Objectifs PCD	14
1.3 Structure du document	14
2. METHODOLOGIE	15
2.1. Préparation de l'ensemble du processus	15
2.1.1. Préparation administrative.....	15
2.1.2. Préparation pédagogique	15
2.1.3. Préparation pour la réalisation du DIC	15
2.1.4. Préparation pour la réalisation du DEUC	15
2.1.5. Préparation pour la réalisation des DPNV	16
2.2. Collecte des informations et traitement	16
2.2.1. Réalisation du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV)	16
2.2.2. Réalisation du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)	17
2.2.2.1. Enquête socioéconomique.....	18
2.2.2.2. Atelier participatif	18
2.2.3. Réalisation du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC).....	18
2.2.3.1. Analyse documentaire	18
2.2.3.2. Diagnostic participatif.....	18
2.2.3.3. Analyse des données.....	19
2.2.3.4. Validation des résultats et identification des axes de renforcement.....	19
2.3. Consolidation des données du diagnostic et Cartographie	19
2.3.1. Consolidation des données du diagnostic par village	19
2.3.3. Mise en commun de tous les produits des diagnostics.....	19
2.4. Atelier de planification de mobilisation des ressources et programmation	19
2.4.1. Préparation de l'atelier de programmation.....	19
2.4.2. Atelier de planification proprement dit	20
2.4.2.1. Validation des cadres logiques.....	20
2.4.2.2. Identification des sources de mobilisation et ressources potentielles de la commune	21
2.4.2.3. Elaboration du cadre de dépense à moyen terme (CDMT)	21
2.4.2.4. Elaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA).....	21
2.4.2.5. Elaboration du Plan Sommaire de Gestion Environnemental (PSGE).....	21
2.4.2.6. Elaboration du plan de passation des marchés du PIA	21
2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation du PCD	21
2.6. Elaboration du plan de communication	21
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE DE GARI-GOMBO	22
3.1. Localisation de la commune	22
3.2. Milieu biophysique	23

3.2.1. Climat.....	23
3.2.2. Relief.....	23
3.2.3. Sol	23
3.2.4. Hydrographie.....	23
3.2.5. Végétation et flore.....	23
3.2.6. Faune.....	24
3.3. Milieu humain.....	24
3.3.1. Quelques repères historiques de la Commune.....	24
3.3.2. Population	25
3.3.3. Ethnie et relation inter-ethnies	25
3.3.4. Organisation sociale.....	25
3.3.5. Religions.....	25
3.3.6. Habitat	26
3.3.8. Principales activités économiques	26
3.3.8.1. Agriculture.....	26
3.3.8.2. Elevage	26
3.3.8.3. Commerce	27
3.3.8.4. Activités de transport	27
3.3.8.5. Exploitation minière	27
3.3.8.6. exploitation forestière.....	27
3.4. Principales infrastructures par secteur	27
3.4.1. Secteur de l'éducation de base	27
3.4.1.1. Écoles maternelles.....	27
3.4.1.2. Écoles primaires	28
3.4.2. Secteur de l'enseignement secondaire	28
3.4.2.1. Collège d'Enseignement Secondaires CES	28
3.4.2.2. Lycées d'enseignement général	29
3.4.2.3. Enseignement technique.....	29
3.4.3. Secteur de la santé.....	29
3.4.4. Secteur de l'eau et de l'énergie	30
3.4.4.1. Infrastructure hydraulique.....	30
3.4.4.2. Infrastructure électrique.....	30
3.4.5. Secteur des télécommunications.....	30
3.4.6. Secteur du commerce	31
3.4.7. Secteur des travaux public.....	31
3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune	31
4. SYNTHESE DES RESULTATS DES DIAGNOSTICS.....	32
4.1. Synthèse des résultats du DIC.....	32
4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	34
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	40
5.1. Vision et objectifs du PCD	40
5.2. Cadres logiques par secteur	41
5.3. Coût estimatif du PCD	76
5.4. Plan D'utilisation Et De Gestion Durable Des Terres De L'espace Communal ...	77
6. PROGRAMMATION	79
6.1. Cadres de Dépenses à Moyen terme (CDMT) de la commune de GARIGOMBO.	79
6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	83
6.2.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs et mesures d'atténuations envisageables).....	83

6.2.2. Plan de gestion environnementale triennal : 2012-2014	86
6.3. Plan d'investissement annuel (PIA)	87
6.3.1. Ressources mobilisables et échéance	87
6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (première année)	90
6.3.2. Plan opérationnel des populations vulnérables.....	93
6.3.2.1. Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) de la Commune de Gari-Gombo	93
6.3.2.2. Plan opérationnelle en faveur des autres populations vulnérables	96
6.4. Plan de Passation des marchés du PIA	97
7. MECANISMES DE SUIVI EVALUATION	99
7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD.....	99
7.1.1. Attributions du comité de suivi évaluation	99
7.1.2. Composition du Comité de suivi évaluation de la mise en œuvre du CDMT	99
7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)	99
7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting	100
7.4. Mécanisme de préparation du PIA 2 et de révision du PCD.....	100
VIII.PLAN DE COMMUNICATION	100
8. PLAN DE COMMUNICATION.....	101
CONCLUSION.....	102
BIBLIOGRAPHIE	104
ANNEXES.....	105

RESUME

Considéré comme le DRSP de deuxième génération, le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) formulé par le gouvernement camerounais tient à poursuivre les OMD. C'est dans cette dynamique de réduction de pauvreté à la base que la Commune de Gari-Gombo a entrepris de réaliser un Plan Communal de Développement (PCD) et de s'arrimer ainsi au DSCE, dont la matrice de suivi décrit clairement les programmes et projets auxquels le Cameroun doit s'atteler pour devenir un pays émergent en 2035. La démarche de l'élaboration du Plan Communal de Gari-Gombo s'inspire des dispositions prévues en matière de décentralisation par la loi fondamentale du Cameroun. Elle est appuyée par le Programme National de Développement Participatif (PNDP).

La Commune de Gari-Gombo est située le long de la route Régional N°4 de l'Est Cameroun, à 60Km au nord de Yokadouma, entre les 4e et 8e degrés de latitude Nord et les 14e et 15e degrés de longitude Est, pratiquement à la frontière du Cameroun avec la République Centrafricaine (RCA).

Le PCD de Gari-Gombo a été élaboré suivant une démarche participative qui a permis d'identifier tous les problèmes de la Commune, à travers la réalisation des diagnostics participatifs de l'institution communal, de l'espace urbain communal, des 40 villages et des 06 hameaux pygmées que compte la Commune. S'en est suivie une étape de programmation des activités à mener.

Il ressort du présent PCD que les populations de Gari-Gombo sont confrontées à des contraintes qui entravent leur bien être et leur épanouissement à plusieurs niveaux. Il s'agit notamment dans les secteurs productifs de la faible production agricole, animale et halieutique, dégradation de l'environnement, les difficultés de développement du secteur de l'artisanat et des AGR, les difficultés de développement du secteur minier, le faible développement des activités touristiques.

Pour ce qui est de son cadre de vie les problèmes concernent les difficultés d'accès aux soins de santé et la vulnérabilité au VIH/SIDA, des difficultés d'accès à une éducation de base et à un enseignement secondaire de qualité ; la forte déperdition scolaire dans le primaire, le secondaire et le supérieur, des difficultés d'accès à l'énergie électrique et à l'eau potable, les difficultés de pratique des activités sportives, et les difficultés d'accès à l'information et à l'actualité.

Sur le plan social les problèmes concernent, les difficultés d'insertion socioprofessionnelle des jeunes, les difficultés d'accès à la citoyenneté des groupes vulnérables (pygmée, les difficultés d'émancipation de la femme et de la famille, les difficultés de valorisation du potentiel culturel local, les difficultés de d'acquisition des biens de première nécessité. De même, les difficultés de commercialisation des produits, les difficultés de déplacement des biens et des personnes, les difficultés d'accès aux techniques de l'information et de la communication, le faible développement institutionnel de la commune, les difficultés d'accès à la formation professionnelle.

Le présent Plan Communal de Développement (PCD) traduit la vision développement de la Commune de Gari-Gombo. Initié par le Programme National de Développement Participatif (PNDP) à travers l'appui technique de l'organisme d'appui local (OAL) Little Hope Association (LHA), donc la mission était, d'accompagner la commune de Gari-Gombo. LHA à travers une équipe multidisciplinaire, a pu générer les données qui ont permis l'élaboration du présent Plan Communal de Développement (PCD).

Le cout de la mise en œuvre de ce PCD est estimé à 8 134 315 000 frs CFA(huit milliards cent trente quatre million trois cent quinze mille franc CFA) avec un cadre de dépense à moyen terme estimé à 593 millions sur les trois années à venir.

LISTE DES ABREVIATIONS

BIP :	Budget d'Investissement Publique
BUCREP :	Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population
CA :	Compte administratif
CAC :	Centimes Additionnels Communaux
CDMT :	Cadre de dépense à moyen termes
CES :	Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC :	Collège d'Enseignement Technique et Commercial
CL :	Cadre Logique
CNC :	Cellule Nationale de Coordination
COGES :	Comité de Gestion et de Suivi
COPIL :	Comité de Pilotage
CRP :	Cellule Régionale du Programme
CSI :	Centre de santé Intégré
CTFC :	Centre Techniques Des Forêts Communales
DAADER :	Délégation d'Arrondissement d'Agriculture et du Développement Rural
DAEPIA :	Délégation d'Arrondissement d'Elevage des pêches et Industries Animales
DEUC :	Diagnostic Espace Urbain Communal
DIC :	Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV :	Diagnostic Participatif Niveau Village
DSCE :	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi
DSRP :	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
GPS:	Global Positioning system
HIMO:	Haute intensité de Main d'Œuvre
ISS:	Interview Semi Structurée
LHA :	Little Hope Association
MINADER :	Ministère de l'agriculture et du développement rural
MINADER:	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS:	Ministère des affaires Sociales
MINATD:	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOM:	Ministère de la Communication
MINCOMMERCE :	Ministère du Commerce
MINCULT:	Ministère de la Culture
MINDAF :	Ministère des Affaires Foncières
MINDUH:	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat
MINEDUB:	Ministère de l'Education de Base
MINEE :	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFI :	Ministère de l'Economie et des Finances
MINEFOP :	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEP:	Ministère de l'Environnement et de Protection de la nature
MINEPAT :	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPAT:	Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA:	Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
MINESEC:	Ministère des enseignements Secondaires
MINESUP:	Ministère de l'Enseignement Supérieure
MINFOF:	Ministère des Forêt et de la Faune
MINIMIDT :	Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique
MINJEUN:	Ministère de la Jeunesse
MINPMEESA :	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL:	Ministère des Postes et Télécommunication

MINPROFF:	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI :	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINSANTE:	Ministère de la Santé
MINSEP :	Ministère des Sports et Education Physique
MINT:	Ministère des Transports
MINTOUR:	Ministère du Tourisme
MINTP:	Ministère des Travaux Publics
MINTSS:	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
OAL :	Organisme d'Appui Local
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PACA :	projet d'amélioration de la coopération agricole
PCD :	Plan Communal de Développement
PDPP :	Plan de Développement des Peuples Pygmées
PFNL :	Produits Forestiers Non Ligneux
PIA :	Plan d'investissement annuel
PNDP :	Programme National de Développement Participatif
PNDRT :	Programme National de Développement des Racines et Tubercules
PUGT :	Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres
PV :	Procès Verbal
RCA :	République Centrafricaine
RDPC :	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
SAR/SM :	Section Artisanale Rurale/Section Ménagère
SDE :	Service Déconcentré de l'Etat
SIG :	Système d'Information Géographique
TIC :	Technologie de l'Information et de la Communication

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Espèces végétales dominantes de la commune	23
Tableau 2: Quelques espèces sauvages courantes	24
Tableau 3: Spéculations agricoles	26
Tableau 4: Espèces élevées	26
Tableau 5: principales potentialités et ressources de la commune par secteur	31
Tableau 6: Forces et faiblesses de l'institution Communale	32
Tableau 7: Axes de renforcement de la Commune	33
Tableau 8: Matrice d'utilisation des unités de paysage	77

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Atelier de planification participative de Gari-Gombo.....	20
Photo 2 : Validation des cadres logiques par groupe thématique	20

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de localisation de la commune de Gari-Gombo.....	22
Figure 2 : Histogramme de la population par tranche d'âge.....	25
Figure 3: Carte des infrastructures d'éducation de base de la commune de Gari-Gombo.....	28
Figure 4: Carte des infrastructures dans le secteur de la santé.....	29
Figure 5: Carte des infrastructures hydrauliques de la Commune de Gari Gombo	30
Figure 6 : Plan d'utilisation et de gestion durable des terres de l'espace communal	78

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : FICHES DE PROJET DU PIA 106
ANNEXE 2 : Répartition de la population de la commune de Gari-Gombo par village
..... 115

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

La crise économique qui a frappé les économies des pays en voie de développement à la fin des années 80 et notamment le Cameroun, a sérieusement inhibé les ambitions affichées par l'Etat pour l'amélioration des conditions de vie des populations. Le ralentissement de l'investissement public a affecté particulièrement les couches sociales en milieu rural.

Ces insuffisances ont réduit l'appui financier de l'Etat aux collectivités territoriales décentralisées, empêchant ainsi ces dernières de faire face aux besoins de plus en plus croissants des populations dont la principale activité reste l'agriculture. La faible capacité d'intervention des Communes liée aux ressources financières limitées et à l'inadéquation des ressources humaines et matérielles a conduit à une paupérisation de ces dernières.

Face à la dégradation des conditions sociales, les populations ont créé à des niveaux variés des regroupements qui visent essentiellement la mobilisation des ressources propres au sein des Communautés pour pallier les insuffisances des appuis de l'Etat. Cet éveil de la société civile a permis de canaliser les ressources vers la résolution des problèmes les plus urgents dans les secteurs de la santé, l'éducation ou les micro-infrastructures.

Cependant, ces efforts restent encore insuffisants, et l'accès à des ressources additionnelles extérieures permettant de financer des microprojets communautaires demeure limité. De plus, ces populations font face aux problèmes techniques de production, de gestion, de commercialisation et de montage des dossiers à soumettre au financement.

Soucieux des nouveaux défis qui l'interpellent, le Gouvernement a pris des engagements pour que les investissements publics répondent aux besoins réels des populations à la base à travers leur participation à tout le processus notamment d'identification, d'exécution, de suivi et d'évaluation des projets.

Dans cette perspective, le Gouvernement du Cameroun avec l'aide de la Communauté des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, a opté pour une responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées dans le cadre d'un processus progressif de décentralisation à travers la loi N°96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972.

Sa mise en œuvre a nécessité l'élaboration des textes subséquents. Notamment les lois N°2004/17 et 2004/18 et 2004/19 fixant respectivement les règles générales applicables à matière de décentralisation et les règles applicables aux communes et aux régions. De manière générale il est question à travers ces textes de promouvoir un développement durable impliquant les populations de base à la gestion de leurs affaires.

La participation des collectivités territoriales décentralisées au processus de développement reste au centre des préoccupations des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. L'approche de développement « top-down » qui a fait de l'Etat l'unique visionnaire de la politique de développement au Cameroun est désormais jugée caduque. L'intérêt est d'impliquer aujourd'hui les populations afin de les rendre acteurs et décideurs de leur propre développement. C'est ce qui est convenu d'appeler aujourd'hui d'approche « bottom-up ». Ceci suppose que ces populations soient capables d'identifier, d'analyser et de proposer les solutions pour l'amélioration de leurs conditions de vie. L'Etat n'étant qu'un facilitateur à la réalisation de cette noble ambition.

Considérée comme personne morale de droit publique, la Commune de Gari-Gombo en tant que collectivité décentralisée de base veut jouir de l'autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts locaux. Il est question pour elle d'être capable de prendre des initiatives au niveau local, sur le plan économique et social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif afin de constituer le socle dont sera tributaire la région de l'Est.

Pour accompagner et rendre opérationnelle la décentralisation, l'Etat a mis en place le Programme National de Développement Participatif (PNDP). S'inscrivant dans ce contexte, le PNDP entend donner aux populations les moyens d'une participation effective au processus de développement. Il se définit donc comme un cadre opérationnel de la stratégie globale de développement à travers l'impulsion et le soutien des actions diversifiées fortes et concertées inscrites dans la durée.

Ce programme s'inscrit dans un contexte caractérisé par la montée des courants participatifs. Il a ainsi pour objectif de définir et de mettre en œuvre des mécanismes visant à responsabiliser les Communautés à la base et les structures décentralisées de l'Etat afin de les rendre initiateurs et acteurs de leur propre développement.

Dans un souci d'impliquer effectivement les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans ce processus de développement des collectivités rurales, la Commune appuyée par le PNDP recrute un Organisme d'Appui Local (OAL). C'est dans ce cadre que Little Hope Association (LHA) a été retenu pour accompagner la Commune de Gari-Gombo dans l'élaboration participative de son Plan Communal de Développement.

1.2 Objectifs PCD

Globalement il est question de permettre à la Commune de Gari-Gombo de définir sa vision du développement lui permettant de s'arrimer aisément aux objectifs tels que décrits dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) du Cameroun. De manière spécifique, il s'agit de :

- Etablir la situation de référence de la Commune à travers les diagnostics de l'institution communale, le Diagnostic de l'espace urbain et les diagnostics participatifs au niveau des villages qui constituent l'espace territoriale de la commune ;
- Identifier les contraintes qui entravent leur épanouissement, proposer des solutions et programmer ces dernières en fonction des ressources disponibles.

1.3 Structure du document

Le présent Plan Communal de Développement est articulé autour de onze chapitres à savoir :

- Introduction ;
- Méthodologie ;
- Présentation sommaire de la Commune ;
- Synthèse des différents diagnostics ;
- Planification stratégique ;
- La programmation ;
- Mécanismes de suivi évaluation ;
- Le plan de communication ;
- La conclusion ;
- Annexes ;
- Bibliographie.

2. METHODOLOGIE

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

2.1.1. Préparation administrative

La préparation administrative s'est déroulée au niveau de la Commune et des 40 villages de tout l'arrondissement de Gari-Gombo. Au niveau de la Commune, la préparation a consisté à une réunion de prise de contact avec le Maire. Il était question de clarifier les missions de l'OAL, de se rassurer de l'adhésion de l'exécutif communal au processus devant aboutir à l'élaboration du PCD, et d'arrêter un calendrier approprié pour le déroulement des activités afférentes. De même la stratégie à adopter pour permettre une participation massive des populations aux ateliers de travail a été arrêtée et une date convenue pour l'atelier de lancement officiel.

L'atelier de lancement officiel s'est déroulé le 04 aout 2011 dans la salle des actes de la Commune et en présence de tous les chefs traditionnels, les autorités locales (sous préfet, Maire) ainsi que la coordination de LHA. Il a été question de susciter l'adhésion massive des populations à tout le processus et de faciliter l'introduction de l'OAL dans les localités respectives.

Par ailleurs, au cours des entretiens de l'OAL avec le Maire, nous avons procédé à l'information de l'exécutif communal sur le rôle du comité de pilotage, la nécessité et les conditions de sa mise en place. Les aspects discutés concernaient sa composition, son mandat et ses responsabilités. Le Maire a ainsi procédé à la création du comité de pilotage et un arrêté Communal a été signé à cet effet.

2.1.2. Préparation pédagogique

Elle a consisté essentiellement à la restitution du contenu de l'atelier de formation des OALs tenue à Bertoua en juillet 2011, initiée et organisée par le PNDP. Il était question d'échanger avec les consultants recrutés par l'OAL LHA dans le cadre de l'accompagnement de la Commune de Gari-Gombo et les membres du COPIL sur la démarche méthodologique d'élaboration d'un PCD. Notamment, les différentes étapes du processus, les outils à dérouler ainsi que leur enchaînement pratique.

Il a été également rappelé la démarche globale d'élaboration d'un Plan Communal de Développement suivant l'approche du PNDP. Celle-ci impose des études préalables qui permettent de collecter des données indispensables pour établir la situation de référence de la Commune. Les informations sont recueillies à travers un diagnostic Institutionnel Communal (DIC), un Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et un Diagnostic Participatif par Secteur au Niveau des Villages. Il en découle des solutions et besoins qui seront programmés au cours d'un atelier de planification.

2.1.3. Préparation pour la réalisation du DIC

Il était question dans un premier temps de nous accorder avec l'exécutif communal sur les termes de références qui vont guider le diagnostic. Nous avons également échangé sur la nécessité de réaliser le DIC qui devrait être perçu comme un outil permettant à la Commune d'améliorer ses performances et non comme un audit qui mettrait à nu les imperfections de fonctionnement de la Commune. Les entretiens ainsi menés nous ont permis d'élaborer un calendrier et d'arrêter un cadre de travail.

2.1.4. Préparation pour la réalisation du DEUC

Elle a permis de mobiliser toutes les forces vives ainsi que toutes les parties prenantes de l'espace urbain pour une participation effective et massive aux ateliers de travail.

Au niveau communal, une rencontre avec le Maire nous a permis d'arrêter la stratégie que nous allons adopter pour permettre une participation massive des populations aux ateliers de travail. Il a été question du choix de la période de sensibilisation et de l'organisation pratique de cette dernière.

Au niveau des parties prenantes de l'espace urbain, il a été question pour l'équipe de l'OAL d'accompagnement de sillonner toutes les artères de la ville et de procéder à des entretiens directs avec les populations.

2.1.5. Préparation pour la réalisation des DPNV

Comme pour les phases précédentes, il était question de nous rapprocher et d'arrêter avec le Maire, le calendrier de passage dans les 40 villages. Les dates convenues ont été diffusées par l'OAL.

2.2. Collecte des informations et traitement

2.2.1. Réalisation du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV)

Pour la réalisation des diagnostics participatifs au niveau des villages, des équipes de planificateurs de 04 personnes chacune dont un chef d'équipe et de 03 animateurs ont été mobilisées. Ces équipes ont été présentées auprès de l'exécutif communal, aux autorités administratives et de maintien de l'ordre de la ville au cours de l'atelier de lancement officiel.

Les équipes se sont ensuite déportées à Ngoundji I pour une phase collective d'harmonisation et de déploiement des outils tels que recommandés par le PNDP. Elles se sont ensuite déployées sur le terrain.

Sur le plan opérationnel, chaque équipe a passé 03 jours dans chaque village. Les deux premiers jours étaient consacrés à l'identification et l'analyse des problèmes par secteurs. Le dernier jour était destiné à la programmation des solutions endogènes et à la mise en place du Comité de Concertation (CC).

L'intervention de l'OAL dans chaque village commençait par une assemblée générale introductive, qui était le cadre des échanges avec les populations. C'était l'occasion de clarifier l'objet de la mission et d'arrêter le calendrier et les modalités pratiques des différentes étapes ainsi que des outils qui seront utilisés.

Pour cette phase de diagnostic participatif par secteur au niveau des villages et de programmation des solutions endogènes, plusieurs outils ont été utilisés à savoir :

- Profil historique

Le profil historique a permis de retracer les événements ayant marqué le village au cours de son histoire, dans les domaines culturel, social et économique. L'outil était déroulé en groupe restreint constitué des personnes âgées de chaque village, suivi d'une restitution en plénière.

- Les cartes :

Les cartes participatives ont permis aux populations de Gari-Gombo de structurer leur milieu, de prendre conscience des atouts, des désavantages et des défauts de développement qui freinent leur épanouissement. Ces cartes ont été élaborées par groupe socioprofessionnel.

- Carte de mobilité

Elaboré en groupe socioprofessionnel, cet outil a permis de déterminer les différents mouvements effectués par les populations villageoises, d'identifier les lieux de déplacements ainsi que l'objet et les distances parcourues.

- Diagramme de Venn :

Elaboré en groupes socioprofessionnels et restitué en séance plénière, cet outil a servi à inventorier l'ensemble des associations, des groupes, des GIC, des ONG, ainsi que toutes les formes d'organisations qui existent et interviennent aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur de chaque village, de ressortir les interactions existantes entre elles et leur importance par rapport au développement de la localité.

- Transect :

Le transect a permis de compléter la connaissance de chaque village obtenue à travers les autres outils. En parcourant le village suivant son axe principal, nous avons vérifié que les ouvrages mentionnés sur la carte existent réellement, apprécié leur état et vérifié leur localisation. De plus, durant ce trajet, nous prenons des informations sur le type de sols, le couvert végétal, les cours d'eau, les zones et les types de cultures, le relief etc.

- Interviews Semi Structurées (ISS):

Les ISS ont été administrées par groupe socioprofessionnel. Il était question de mieux appréhender des situations floues dans tous les secteurs et de clarifier les problèmes posés. C'est un outil transversal qui a été utilisé lors du déroulement des autres outils.

- Matrice des problèmes causes et effets

Après l'identification des problèmes effectuée à l'intérieur de chaque groupe socioprofessionnel, les problèmes ont été présentés et reformulés en séance plénière. Et une matrice a été élaborée présentant leurs causes et les effets induits au niveau des populations.

- Arbres à problème :

A partir de la matrice des causes et effets des problèmes par secteur, les arbres à problèmes ont été élaborés en plénière. Il était question de structurer les relations qui existent entre le problème central, ses causes ou contraintes et ses effets réellement vécus.

- Tableau des solutions:

Toutes les solutions possibles ont été analysées, seules les solutions endogènes ont fait l'objet d'une attention particulière au cours de l'atelier. Les solutions endogènes retenues étaient celles qui étaient facilement réalisables, reproductibles avec des impacts visibles sur les populations. Cet outil a été déroulé en groupe socioprofessionnel.

- Tableau de programmation triennale

Suite à l'analyse des différentes données, nous avons obtenu des solutions endogènes pertinentes. Lesdites solutions ont été programmées sur une durée de 03 ans à travers le tableau de programmation stratégique. Il a permis de programmer les actions à mener, de prévoir les moyens à mobiliser, les indicateurs et de définir les responsabilités.

- Tableau de programmation opérationnel :

La programmation des actions à mener en première année a été possible avec cet outil. Chaque action du tableau des solutions a été détaillée en activités, en tâches et les réponses sur le quand, qui, comment, avec qui, avec quoi, où, qu'est-ce qui permet de vérifier la réalisation des tâches.

- désignation du Comité de Concertation

Suite à la programmation des solutions faites, un organe chargé de la mise en œuvre des activités programmées a été mis sur pied. Cet organe désigné sous le vocable Comité de Concertation (CC) a été désigné à la suite d'une élection démocratique par l'assemblée générale constituée par tous les participants à l'atelier de chaque village.

Les outils ci-dessus énumérés étaient déroulés en assemblée villageoise, ou en groupe socioprofessionnel. A chaque fois pour les outils déroulés en groupe socioprofessionnel, une restitution était faite en assemblées générale.

2.2.2. Réalisation du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)

L'élaboration DEUC s'est déroulée suivant une démarche participative qui à chaque niveau a impliqué les différents acteurs et composantes de l'espace urbain. La collecte des données s'est faite en trois étapes essentielles que sont :

- Une enquête socioéconomique permettant de recueillir toutes les données de base ;
- L'atelier participatif ;
- La restitution et la validation du DEUC.

2.2.2.1. Enquête socioéconomique

Il a été question pendant 05 jours d'identifier tous les corps de métiers dans la ville et de procéder à des entretiens avec ces derniers. L'approche utilisée était le porte à porte, en essayant de regrouper autant que possible plusieurs personnes du même métier.

Les outils utilisés étaient l'ISS et une fiche d'enquête suivant le modèle mis à disposition par le PNDP. À chaque fois, les facilitateurs procédaient à l'identification avant de recueillir des informations sur le nombre de ses membres ainsi que leur niveau d'organisation. Ensuite la liste de leur problèmes sur la base des réponses aux questions était établie et partagée avec les concernés.

De même, on a procédé à l'identification des couches vulnérables de l'espace urbain, et discuter avec eux sur l'accessibilité aux infrastructures (scolaires, sanitaires, hydrauliques, marché, loisir). Au terme de ses entretiens, une liste de leurs problèmes a également été arrêtée.

Les problèmes ainsi identifiés ont été analysés et des solutions programmées au cours d'un atelier participatif.

2.2.2.2. Atelier participatif

Au cours de cet atelier, qui s'est déroulée du 09 au 10 aout 2011 dans la salle des actes de la Commune de Gari-Gombo avec la participation de toutes les parties prenantes de l'espace urbain, les facilitateurs ont procédé à une clarification des objectifs de l'atelier et au déroulement des outils de diagnostic participatif. Les outils utilisés étaient semblables à ceux réalisés lors du DPNV.

2.2.3. Réalisation du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

La méthodologie utilisée pour l'élaboration du présent DIC est articulée autour de quatre étapes à savoir :

- L'analyse documentaire ;
- Le diagnostic participatif ;
- L'analyse des données ;
- La validation des résultats et identification des axes de renforcement.

2.2.3.1. Analyse documentaire

En amont du processus, elle nous a permis de prendre connaissance sur le fonctionnement et l'administration de la Commune. Les documents examinés étaient constitués des comptes rendus des réunions et des sessions du conseil municipal, les comptes administratifs des années 2004, 2005 et 2006 seuls disponibles ainsi que les Budgets Prévisionnels des années 2008, 2009 et 2010. Des documents relatifs au patrimoine communal et au personnel ont également été examinés.

2.2.3.2. Diagnostic participatif

Il était question à travers une démarche permettant d'associer l'exécutif communal ainsi que des personnes ressources (élite locales, leaders religieux et chefs traditionnels) d'effectuer une autoanalyse de l'institution communale. Les techniques utilisées étaient essentiellement les ISS bilatérales ou en groupes restreints.

Les discussions au cours de l'entretien portaient sur des thèmes bien précis concernant la structure des ressources humaines, le conseil municipal, le processus d'élaboration et

d'appropriation du budget et des comptes administratifs (CA), les stratégies de mobilisation des ressources financières et les modalités de gestion du patrimoine communal. A chaque fois, il était question de ressortir les défauts qui entravent le déploiement optimal de la Commune.

2.2.3.3. Analyse des données

C'était l'occasion de déterminer les forces et faiblesses de l'institution communale, d'identifier les opportunités et contraintes au développement de la commune sur tous les plans (secteurs) et enfin de ressortir les axes sur lesquelles la commune devrait agir prioritairement. Concrètement il était question à travers un guide d'entretien, de procéder à une autoanalyse de la situation de la Commune avec l'exécutif communal.

2.2.3.4. Validation des résultats et identification des axes de renforcement

Une analyse des opportunités et contraintes de développement de la Commune évoquées au cours des entretiens nous ont permis d'envisager des pistes d'action prioritaire à mener pour redresser les écarts observés.

Une séance de restitution en plénière en présence de tous les intervenants impliqués dans la phase de diagnostic nous a permis d'apporter les amendements nécessaires permettant ainsi de présenter une vision unanime de la Commune.

2.3. Consolidation des données du diagnostic et Cartographie

2.3.1. Consolidation des données du diagnostic par village

Afin de permettre la prise en compte des problèmes issus des villages, une synthèse des données du diagnostic a permis de les regrouper par secteur dans une matrice indiquant le problème ainsi que son ampleur, ses causes et les effets induits et ressentis auprès des populations.

De même, toutes les données des infrastructures socioéconomiques par village de la Commune, identifiées et repérées par GPS ont été compilées par secteur dans une matrice. Cette dernière indique clairement le positionnement géographique de chaque infrastructure ainsi que des informations relatives à leur état, leur utilisation, leur fréquentation. Sur la base de la répartition spatiale, de la fonctionnalité et de l'accessibilité aux infrastructures des populations et par village, une fiche des besoins a été élaborée en tenant compte des normes sectorielles dans chaque domaine.

2.3.3. Mise en commun de tous les produits des diagnostics

Afin de ressortir tous les problèmes de la Commune ainsi que des solutions afférentes qui devront être prises en compte lors de la programmation, tous les trois diagnostics (DIC, DEUC, Diagnostic participatif par secteur au niveau des villages) précédemment élaborés ont été mis en commun.

2.4. Atelier de planification de mobilisation des ressources et programmation

2.4.1. Préparation de l'atelier de programmation

Elle a consisté à l'élaboration des termes de références de l'atelier, à l'identification et la mobilisation des personnes ressources de la Commune, au calage des dates et lieu de l'atelier. Il était également question de donner la possibilité aux responsables sectoriels de prendre connaissance des cadres logiques initialement conçus par l'OAL.

2.4.2. Atelier de planification proprement dit

La planification proprement dite s'est déroulées du 02 au 04 juillet 2012 dans la salle des actes de la commune de Gari-Gombo. Y ont pris part quelques conseillers municipaux, président des CC, l'exécutif municipal, les responsables sectoriels et les élites locales.



Photo 1 : Atelier de planification participative de Gari-Gombo

2.4.2.1. Validation des cadres logiques

Après les cérémonies protocolaires, les travaux ont été organisés en groupe, par thèmes et par secteurs pour la validation des Cadres Logiques (CL) dans les 28 secteurs, élaborés par l'OAL quelques jours avant la tenue de l'atelier. Ensuite une restitution en plénière des travaux de groupe par secteur a permis de produire les CL consolidés.



Photo 2 : Validation des cadres logiques par groupe thématique

2.4.2.2. Identification des sources de mobilisation et ressources potentielles de la commune

Les sources potentielles de financement dont la Commune peut bénéficier ainsi que leur circuit de mobilisations ont été identifiés. Une priorisation des interventions a permis d'identifier les actions à mener devant faire l'objet d'une programmation.

2.4.2.3. Elaboration du cadre de dépense à moyen terme (CDMT)

En fonction des prévisions budgétaires de la Commune et de l'affectation des crédits d'investissement du BIP ainsi que de la disponibilité des financements des autres partenaires de la Commune, un cadre de dépense à moyen terme (CDMT) a été élaboré sur trois ans (2012 , 2013, 2014) en tenant compte des microprojets prioritaires.

2.4.2.4 Elaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA)

En fonction de la disponibilité des financements des différents partenaires et de l'affectation des crédits d'investissements du BIP, un plan investissement annuel (PIA) a également été élaboré pour la première année (2012).

2.4.2.5 Elaboration du Plan Sommaire de Gestion Environnemental (PSGE)

La mise en place des microprojets, dans l'espace communal, nécessite une prise en compte des mesures environnementales tant à la réalisation que à l'exploitation des ouvrages. À cet effet un plan sommaire de gestion environnementale a été élaboré pour les projets retenus dans le CDMT.

2.4.2.6 Elaboration du plan de passation des marchés du PIA

L'esquisse de plan de passation des marchés du PIA, consistait à programmer tous les projets retenus dans le PIA. Suivant un calendrier précisant la période d'exécution du marché et les différentes étapes conduisant à l'appel d'offre et au suivi de la réalisation. Ainsi une esquisse de plan de passation des marchés donc l'exécution était située entre juillet et décembre 2012 à été réalisé.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation du PCD

Afin d'assurer la mise en œuvre des microprojets retenus dans le PCD, nous sommes approchés du maire afin d'identifier, des personnes pouvant assurer le suivi évaluation du présent PCD. Sur la base de leur intégrité morale, de leur rôle dans la conduite du processus d'élaboration du PCD et de leur apport dans le développement socioéconomique de la Commune, des personnes ont été désignées membre d'un comité restreint et installées.

2.6. Elaboration du plan de communication

Pour de permettre une meilleure appropriation des actions prévues dans le PCD par les populations et les éventuels partenaires au développement, un plan de communication a été arrêté. Ce plan précise les actions à mener, les responsabilités, les supports et canaux de communication à utiliser.

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE DE GARI-GOMBO

3.1. Localisation de la commune

La Commune de Gari-Gombo est située le long de la route Régionale N°4 de l'Est Cameroun, à 60Km au nord de Yokadouma, entre les 4e et 8e degrés de latitude Nord et les 14e et 15e degrés de longitude Est, pratiquement à la frontière du Cameroun avec la République Centrafricaine (RCA). Elle est limitée au Sud par la Commune de Yokadouma, au Nord par Yola, à l'Ouest par la Commune de Ndélélé, et à l'Est par Gamboula et frontière RCA. Créée en 1995, la Commune compte 40 villages et 06 hameaux pygmées localisés le long des axes routiers qui la composent (figure1).

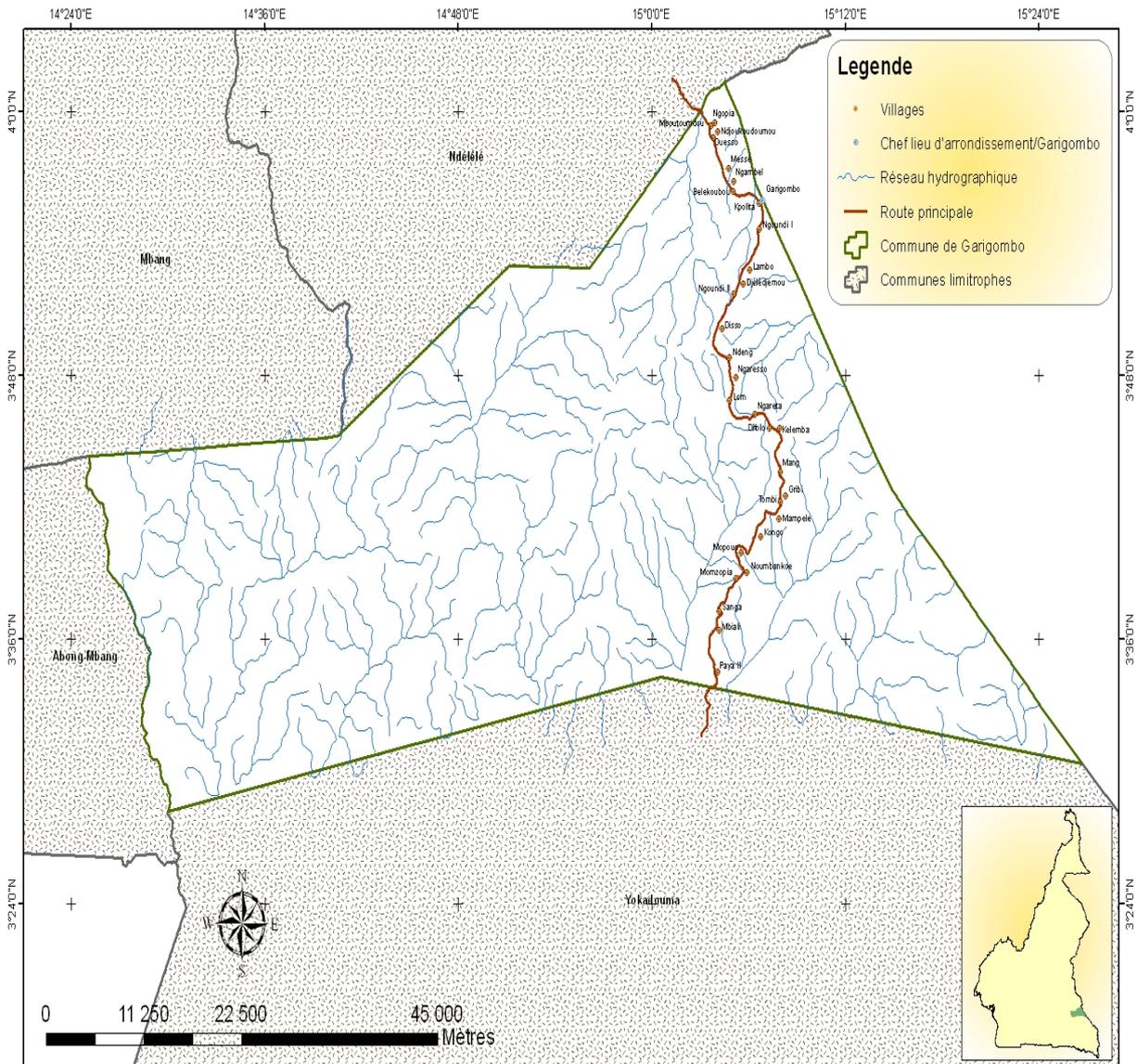


Figure 1 : Carte de localisation de la commune de Gari-Gombo

3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Climat

La région se caractérise par un climat subéquatorial à tendance équatoriale, avec des précipitations à distribution bimodale à 4 saisons :

- une grande saison des pluies de septembre à fin novembre ;
- une grande saison sèche de fin novembre à mars ;
- une petite saison des pluies de fin mars à fin juin ;
- une petite saison sèche de juillet à août.

La température moyenne est de 24°C. Les précipitations moyennes annuelles sont de 1405mm de pluies.

3.2.2. Relief

Le relief généralement celui de plateau, marqué par la présence de quelques collines à faible pente. Les bas de pente sont généralement marécageux. Dans l'ensemble, l'altitude moyenne est de 624m.

3.2.3. Sol

Les sols sont de type ferrallitique fortement dénaturé de couleur rouge. Fortement anthropisés, il laisse apparaître par endroit quelques cuirasses. Dans les bas fond et aux abords des ruisseaux on trouve des sols hydromorphes.

3.2.4. Hydrographie

La commune est traversée par quelques cours d'eau au régime permanent appartenant au bassin du Congo et dont les principaux sont le Ngoko et le Mbol. Dans les bas fonds on retrouve généralement des marécages dans les dépressions de faible pente. Au coté nord de l'espace urbain se trouve le cours d'eau Mbol qui traverse dans le sens Ouest Est.

3.2.5. Végétation et flore

La végétation de la commune est celle de forêt dense humide guinéo congolaise dans les villages toujours verte composée de plusieurs types de végétation et plusieurs types d'associations végétales. On y trouve également des herbacées dans les petites agglomérations les forêts secondaires et/ou marécageuse à raphiales. Le tableau ci-dessous présente les espèces dominantes du massif forestier de la commune.

Tableau 1: Espèces végétales dominantes de la commune

Nom usuel	Nom scientifique	Importance
Acajou	<i>Khaya Sp</i>	+++
Andok	<i>Irvingia robur</i>	++
Andok gwoé	<i>Irvingia grandifolia</i>	+
Angueuk	<i>Ongokea goré</i>	+
Anningré	<i>Aningeria robusta</i>	+
Atui	<i>Piptadeniastrum africanum</i>	+++
Ayous/Obeche, Samba	<i>Triplochiton scleroxylon</i>	+++
Bete/Nkoul	<i>Mansonia altissima</i>	+++
Bibolo	<i>Lovoa trichilioides Harms</i>	+
Bilinga/Akondok	<i>Nauclea diderrichii</i>	+
Bossé clair	<i>Guarea cedrata</i>	+
Bossé foncé	<i>Guarea thompsonii</i>	+
Doussié blanc	<i>Afzelia pachyloba Harms</i>	++
Doussié rouge	<i>Afzelia bipindensis Harms</i>	+
Ekouk	<i>Alstonia congensis</i>	+
Eveuss	<i>Klaidedoxa gabonensis</i>	+++

Eyong	<i>Eribloma oblongum</i>	+
Fraké	<i>Terminalia superba</i>	+++
Fromager	<i>Ceiba pentandra</i>	++
Ilomba /Eteng	<i>Pycnanthus angolensis</i>	++
Iroko/Obang	<i>Chlorophora exelsa</i>	+++
Kapokier	<i>Bombax buanopozense</i>	+++
Kosssipo	<i>Entandrophragma candolei</i>	+
Ndamba	<i>Funtumia clastica</i>	+
Okan/Adoum	<i>Cylicodiscus gabonensis</i>	+
Padouck	<i>Ptedorocarpus sp</i>	+++
Raphia	<i>Raphia sp</i>	
Sapelli	<i>Entandrophrogma cylindricum</i>	++
Sipo	<i>Entandrophragma utile</i>	+
Tali	<i>Erythrophleum ivorense</i>	+
Tiama	<i>Entandrophragma angolense</i>	++

3.2.6. Faune

La faune sauvage est très diversifiée dans les campagnes et de plus en plus rare, avec l'extension des habitations dans le centre urbain. Le tableau ci-dessous présente quelques espèces sauvages courantes.

Tableau 2: Quelques espèces sauvages courantes

Nom usuel	Nom scientifique
Buffles	<i>Syncerus caffe</i>
Céphalophes	<i>Cephalophus spp</i>
Crocodile	<i>Osteolaelus tetraspis</i>
Eléphants	<i>Loxodonta africana cyclotis</i>
Pangolin	<i>Uromanis tetradactyla</i>
Perdrix	<i>Pedrix pedrix</i>
Perroquet	<i>Psittacus erithacus</i>
Porc-épic	<i>Hystrix sp</i>
Potamochères	<i>Potamochoerus sp</i>
Sitatunga	<i>Tragelaphus spekei</i>
Tortues	<i>Terrapene sp</i>
Toucan	<i>Ramphastos sp</i>
Touraco	<i>Corythaeola cristata</i>
Vipère	<i>Vipera aspis</i>
Rats	<i>Rhynchocyon cirnei</i>

La faune domestique est composée des espèces porcines, caprines, ovines, de la volaille et rarement des ovins. La faune ichthyologique est très diversifiée et composée des tilapias.

3.3. Milieu humain

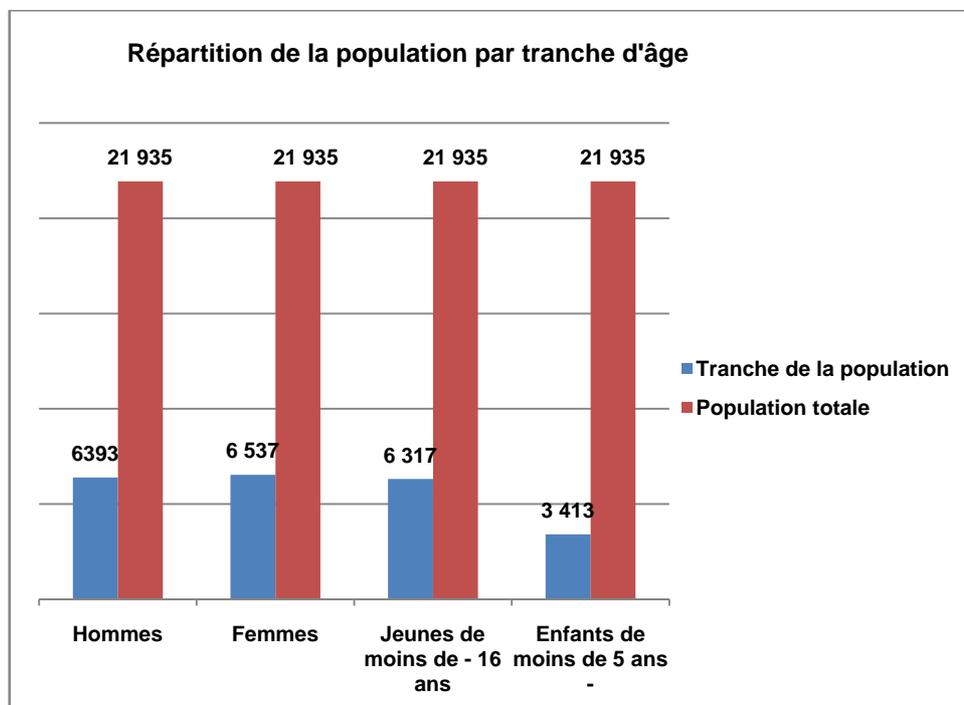
3.3.1. Quelques repères historiques de la Commune

Gari-Gombo a pris naissance vers les années 1925 par les Yangheres en provenance de la République Centrafricaine voisine. De par sa position stratégique, cette localité fut érigée en district en 1984, puis en arrondissement en 1996. Dès lors, Gari-Gombo a connu plusieurs mutations socioculturelles l'amenant progressivement vers la mise en place des infrastructures administratives modernes en adéquation avec ses nouvelles missions.

3.3.2. Population

La population de la commune est composite. Elle est d'environ 21 935 âmes, avec une densité de 6 ,73 hbts /km² la figure ci-dessous illustre sa répartition par tranche d'âge.

Figure 2 : Histogramme de la population par tranche d'âge



3.3.3. Ethnie et relation inter-ethnies

Les principales ethnies par ordre d'importance sont : Yanghere, Mbimo, kako , Maka'a, Beti Foulbé, Bororos, Arabes Choi, Bamoun, Bamiléké et Baka. On note également une présence remarquable des immigrés centrafricains.

Les différents groupement qui composent la population de Gari-Gombo cohabitent de façon pacifique malgré les différences de langue et d'appartenance politique. Les mariages interethniques sont courants. Les différents groupes partagent les mêmes lieux publics tels que les marchés, les administrations, et les lieux de culte que sont les mosquées et les églises.

3.3.4. Organisation sociale

La Commune est constituée de 40 villages et 06 campements pygmées Baka'a. A la tête de chaque village se trouve un chef de 3^e degré. Dans l'ensemble, les chefferies sont regroupées dans deux cantons (Yanghérés et Mbimo). Auxiliaires de l'administration, les chefs sont des démembrés de l'autorité administrative dont ils assurent le relais dans la gestion quotidienne des affaires administratives. Au niveau des communautés qu'ils représentent, ils assurent un rôle d'arbitre dans la gestion des litiges et d'apaisement des conflits.

3.3.5. Religions

Les religions pratiquées sont : l'Islam, l'animisme, le catholicisme, et le protestantisme fortement marqué par la présence des églises dites charismatiques.

3.3.6. Habitat

L'habitat est généralement groupé le long des rues suivant une distribution circulaire et/ ou linéaire. Les maisons sont généralement construites en terre ou en planche de forme carrée ou rectangulaire très basse, couverte pour la plupart d'un toit de chaume dans les villages. Les maisons construites en matériaux définitifs (sable ciment, tôle ondulées en aluminium) sont rares dans les campagnes et ne sont majoritairement présentes que dans l'espace urbain de Gari-Gombo. L'habitat est essentiellement précaire, dans l'espace urbain, en l'absence d'un plan d'urbanisation, la précarité est visible. Très inégalement réparti dans l'espace, dispersé de façon anarchique, généralement sans servitude de passage formellement matérialisée.

3.3.8. Principales activités économiques

3.3.8.1. Agriculture

Le développement économique des populations de la Commune est essentiellement tributaire de l'agriculture et de l'élevage. Très peu diversifiée, l'agriculture est dominée par la culture du manioc, du bananier plantain et le macabo pour le vivrier et par le cacao et le café pour la culture pérenne. ci dessous le tableau 5 présente quelques spéculations pratiquées.

Tableau 3: Spéculations agricoles

Spéculacion	Superficie	Rendements tonne/ha
Manioc	Non déterminée	< 4
Macabo	Non déterminée	< 2
Bananier plantain	Non déterminée	< 3
Café	Non déterminée	< 0,1
Cacao	Non déterminée	< 0,2

Source : enquête de terrain LHA

3.3.8.2. Elevage

L'élevage est dominé par le petit bétail (caprin et ovin). Les autres élevages sont marginaux. Les bovins quand à eux ne se retrouvent que sporadiquement dans l'espace urbain où l'on trouve une importante communauté musulmane. La volaille est de type traditionnel et se limite à quelques poules et canards. ci-dessous le tableau des différentes spéculations

Tableau 4: Espèces élevées

Cheptel	Effectifs	Atouts et potentialités	Problèmes/Observations
Bovins	10	<ul style="list-style-type: none">- Présence d'un parc à bétail et d'un abattoir- Marché disponible- Espace disponible pour la création des pâturages	Elevage extensif et limité pour la consommation de viande locale, rareté de pâturage
Ovins	Non déterminé	<ul style="list-style-type: none">- Marché disponible- Espace disponible pour la création des pâturages	Rareté de pâturage, Élevage extensif en divagation
Caprins	Non déterminé	<ul style="list-style-type: none">- Marché disponible- Espace disponible pour la création des pâturages	Rareté de pâturage Élevage extensif en divagation

Porcins	Non déterminé	- Marché disponible	Élevage extensif en claustration partielle
Volaille	Non déterminé	- Marché disponible	Élevage extensif en divagation
Poissons	Non déterminé	- Marché disponible - Environnement favorable à la création des étangs piscicoles	Élevage extensif, technique d'élevages inappropriés

Source : enquête de terrain LHA

3.3.8.3. Commerce

Activités très peu diversifiée, le commerce concerne généralement le petit bétail et les produits issus de l'agriculture vivrière et maraichers. Le petit commerce des denrées de première nécessité occupe également une place non négligeable. Les principaux lieux d'approvisionnement des populations sont les deux marchés de l'arrondissement (Gari-Gombo et Gribi).

3.3.8.4. Activités de transport

Le transport est émergent, et de plus en plus dominé par les mototaxis qui sillonnent les villages. Les petites voitures font généralement le transport des marchandises et des vivres, des villages vers les marchés périphériques.

3.3.8.5. Exploitation minière

L'activité minière est dominée par l'orpaillage artisanal. Très pénible et très peu rentable à cause du niveau d'équipement des actifs du secteur. Les petits exploitants sont de plus en plus obligés d'être itinérant et les nouveaux gisements de plus en plus éloignés et difficiles à exploiter. De même cette activité occupe la plupart des jeunes et procure néanmoins des revenus non négligeables à ces derniers.

3.3.8.6 .exploitation forestière

L'activité forestière est dominée par l'exploitation des unités forestière d'aménagement par la société forestière SFIL. De même, la commune dispose d'une forêt communale et bénéficie d'énormes retombées issues de l'exploitation du bois de cette dernière. C'est une activité réglementée malgré la persistance des poches de sciage sauvages qui alimente les chantiers de construction au niveau local.

3.4. Principales infrastructures par secteur

La commune dispose de plusieurs infrastructures socioéducatives notamment dans le secteur de la santé et de l'éducation.

3.4.1. Secteur de l'éducation de base

3.4.1.1. Écoles maternelles.

Les écoles maternelles sont légions dans la Commune. Il en existe 05 opérationnelles contenant au total 145 élèves et réparties ainsi qui suit : 01 dans l'espace urbain de Gari-Gombo.et quatre autres villages de l'espace communal à savoir Gribi, Sfil Ndeng, Mang et Ngoundi 1. Par ailleurs l'école maternelle de Mang n'est pas fonctionnelle. Toutes ces écoles maternelles utilisent les bâtiments d'emprunt des écoles primaires desdites localités et n'en disposent pas qui leurs soient propres.

3.4.1.2. Écoles primaires

Il existe 20 écoles primaires publiques opérationnelles à cycle complet dans l'arrondissement, avec un effectif total de 4933 élèves, 116 salles de classe, donc 94 salles en matériaux définitives et 22 en matériaux provisoires et 1917 tables-bancs. En dehors des écoles conventionnelles il existe également 01 école des parents à Gbandia et 01 centre d'éducation de base dans le campement Baka de Mentsoka.

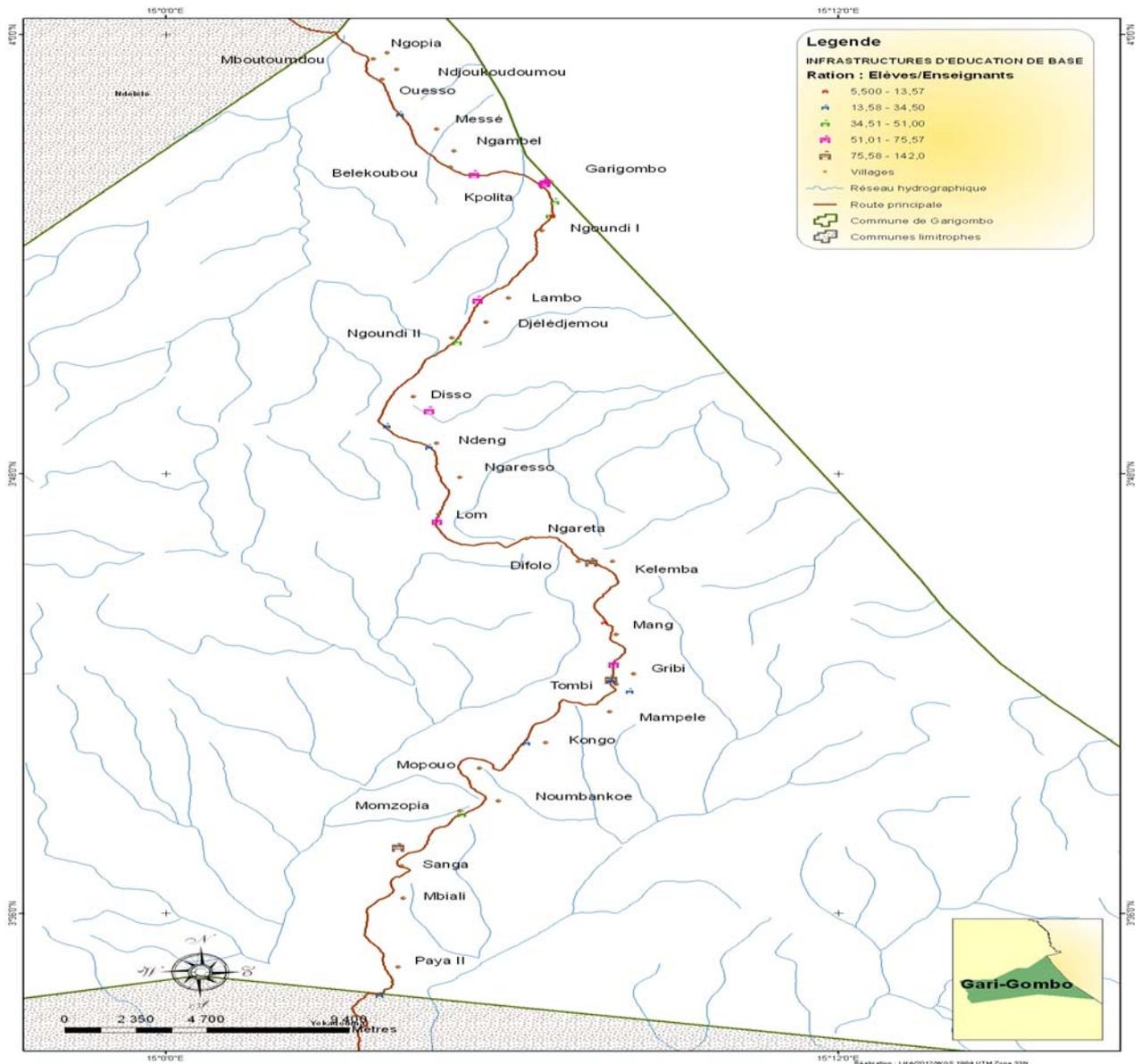


Figure 3: Carte des infrastructures d'éducation de la commune de Gari-Gombo

3.4.2. Secteur de l'enseignement secondaire

3.4.2.1. Collège d'Enseignement Secondaires CES

Pour l'encadrement des élèves du secondaire, la Commune dispose de 01 CES dans la localité de Gribi. Il dispose de 03 salles de classe, 105 élèves pour près de 100 tables-banc.

3.4.2.2. Lycées d'enseignement général

Un seul lycée d'enseignement général est présent dans la Commune, et est situé au chef lieu de l'arrondissement de Gari-Gombo disposant de 9 salles de classe, 143 tables-banc pour 250 élèves.

3.4.2.3. Enseignement technique

L'enseignement technique est limité au premier cycle, 01 Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial (CETIC) est fonctionnel à Gari-Gombo avec un effectif total de 47 élèves ,06 salles de classe et 180 tables-banc.

3.4.3. Secteur de la santé

Dans l'ensemble, la Commune dispose de 03 formations sanitaires situées dans les localités de Gari-gombo, Ngoundji 1 et Gribi. Toutes ces formation sanitaires sont dans un bon état malheureusement n'arrivent pas à procurer régulièrement des soins aux populations Et souffrent d'un déficit en personnel qualifié, en équipement sanitaires et autres infrastructures.

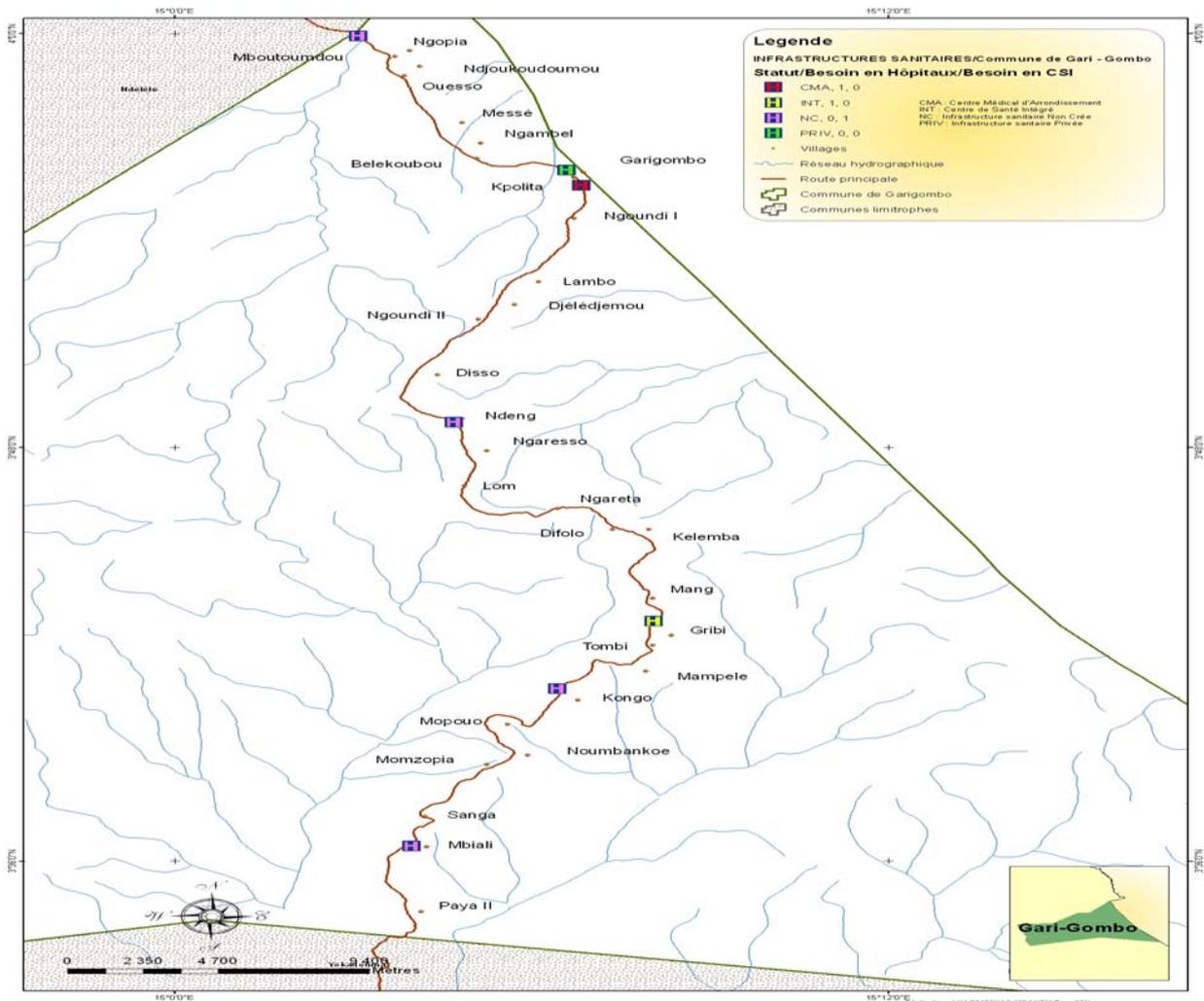


Figure 4: Carte des infrastructures dans le secteur de la santé

3.4.4. Secteur de l'eau et de l'énergie

3.4.4.1. Infrastructure hydraulique

Malgré la pertinence des problèmes liées à l'approvisionnement en eau, la Commune ne dispose que de 15 forages dans l'espace communal dont 02 sont fonctionnels. une adduction d'eau non fonctionnel dans l'espace urbain et de quelques sources aménagées

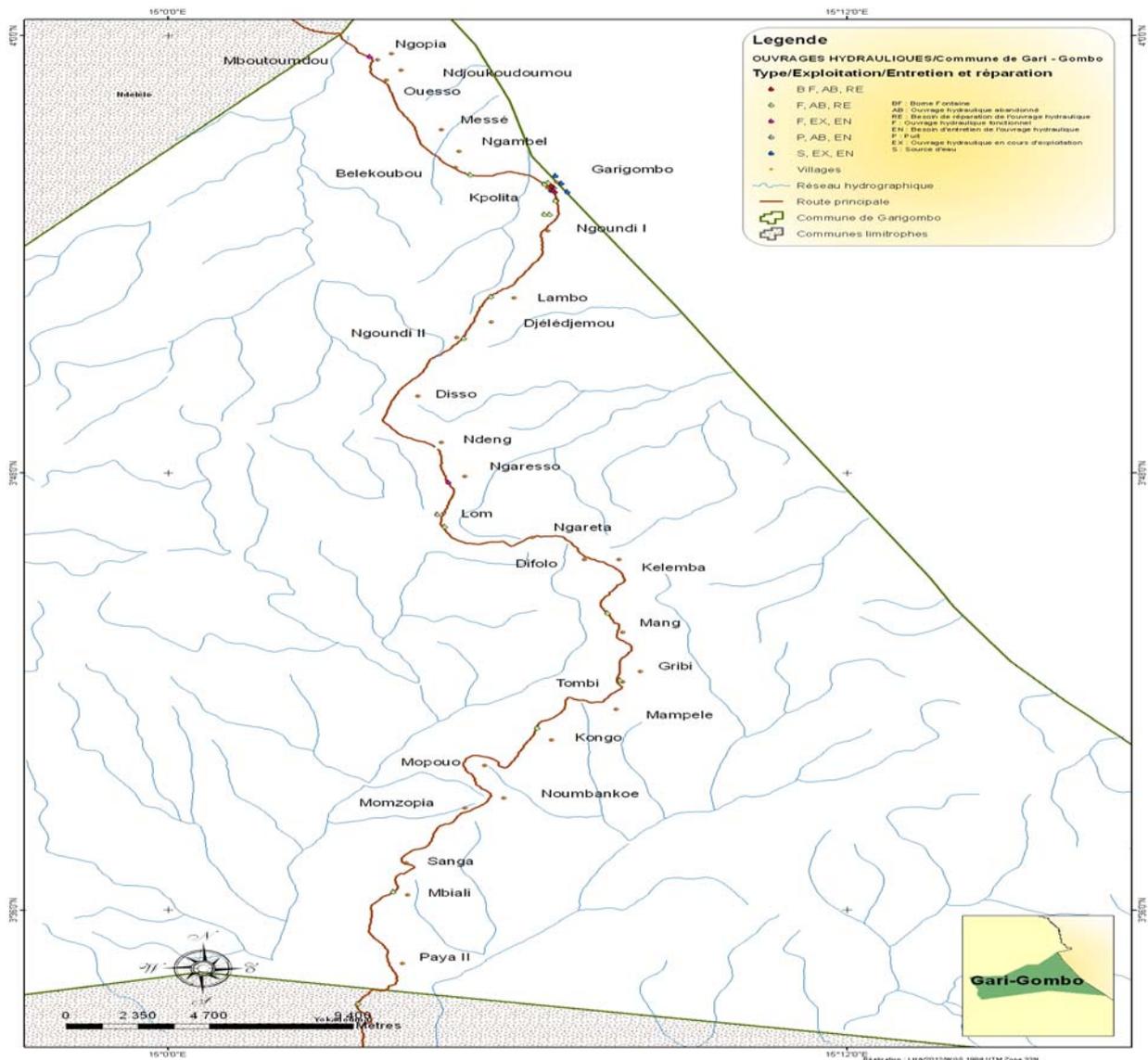


Figure 5: Carte des infrastructures hydrauliques de la Commune de Gari Gombo

3.4.4.2. Infrastructure électrique

L'électrification n'est pas légion dans la Commune. Aucun village n'est partiellement ou entièrement électrifié malgré la présence de quelques installations électriques dans le centre urbain.

3.4.5. Secteur des télécommunications

La Commune dispose d'un service postal, on note également la présence de quelques poches des réseaux des opérateurs de téléphonie mobile MTN et Orange.

3.4.6. Secteur du commerce

02 marchés sont fonctionnels dans à savoir Gari-Gombo.et Gribi. Ils constituent par ailleurs le principal centre d'approvisionnement des autres villages de la Commune. Les produits vendus sont issus de l'agriculture (vivres frais, légumes, viande, bétail etc.) et certains produits de première nécessité (Savon, vêtements, etc.).

3.4.7. Secteur des travaux public

La commune n'est pas fournie en infrastructures routières de qualité. Elle dispose de moins de 72 km de routes en terre bien que traversée par la route régionale N°4. Le réseau routier communal est faiblement entretenu.

3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune

Malgré les contraintes de développement auxquelles elle est soumise, la commune de Gari-Gombo dispose des ressources non négligeables qui lui confèrent des potentialités de développement énorme. Le tableau ci-dessous présente ses principales potentialités et ressources.

Tableau 5: principales potentialités et ressources de la commune par secteur

Secteur	Potentialités et ressources
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des vastes étendues de terres cultivables - L'existence des structures d'encadrements (PNDRT, DAMINADER)
Elevage et pêche	<ul style="list-style-type: none"> - Un environnement favorable à l'élevage des porcs caprin, ovin, volaille et pisciculture - La proximité des points d'abreuvements et petit bétail - L'existence d'une aire d'abattage (sous exploité) - L'existence des structures d'encadrement (DAEPIA) - La disponibilité des ressources halieutiques permanentes
Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un centre médical d'arrondissement, 01 centre de santé intégré et 01 CSI privée catholique
Hydraulique	<ul style="list-style-type: none"> - L'existence de 15 forages donc deux fonctionnels et de plusieurs sources non aménagées ainsi que des puits à ciel couvert
Energie	<ul style="list-style-type: none"> - L'existence d'un réseau électrique réhabilitable dans le centre urbain
Education de base	<ul style="list-style-type: none"> - L'existence de 20 écoles primaires publiques, 04 écoles maternelles, 01 école des parents et un centre d'éducation de base
Enseignements secondaires	<ul style="list-style-type: none"> - L'existence d'un lycée d'enseignement générale, 01 collège d'enseignements secondaires et 01 collège d'enseignement technique industriel et commercial
Administration territoriale et décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> - L'existence de 40 chefferies ,06 campements pygmées, et plusieurs services déconcentrés de l'état
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> - Une population hospitalière et dynamique, l'existence des sites touristiques (colline de Paya 1, des orpailleurs artisanaux et de 06 campements pygmées)
Commerce	<ul style="list-style-type: none"> - La proximité de la RCA est un potentiel énorme dans les échanges - La proximité de Yokadouma et Batouri favorise l'approvisionnement en produits manufacturés
Forêt et faune	<ul style="list-style-type: none"> - L'existence des massif forestiers, existence d'une forêt communale a Paya et d'une forêt communautaire, riche en essences et plantes médicinale, existence d'une faune diversifiées
Mine	<ul style="list-style-type: none"> - L'existence de nombreux gisement de sable, d'or et diamant sous exploité
Poste et télécommunication	<ul style="list-style-type: none"> - L'existence de quelque poche de réseau MTN et Orange

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DES DIAGNOSTICS

4.1. Synthèse des résultats du DIC

Tableau 6: Forces et faiblesses de l'institution Communale

Domaine	Forces/opportunités	Faiblesses/ Menaces
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - La volonté et désir de renforcement des capacités du personnel communal ; - Le conseil communal est représentatif de la diversité ethnique et socioculturelle de la localité ; - La tenue d'un état du personnel et celui des arriérés de salaires ; - Recrutement des cadres d'appui. 	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel très peu formé et sans qualification ; - La gestion de la Commune n'est pas participative ; - Ignorance de la maîtrise du rôle des conseillers dans le conseil municipal ; - formation de base relativement basse pour la plupart des conseillers ; - Mauvaise tenue des archives de la Commune ; - Personnel peu motivé ; - Faible fonctionnement des commissions spécialisées existantes.
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une diversité des sources de revenus ; - Existence des partenaires potentiels. 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés de mobilisation de recettes propres ; - Faible contribution des recettes fiscales dans le financement du budget ; - Dépendance financière aux CAC et redevance forestière; - Faible capacité financière ; - Absence d'un fichier de contribuable ; - Lenteur dans la mise à jour et l'approbation des comptes administratifs.
Patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> - Abondance des terres libres et exploitables - Volonté d'élargir le parc des infrastructures de la commune - Existence d'une forêt communale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Patrimoine immobilier très limité et en mauvais état ; - Absence d'une comptabilité matière -
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté d'ouvrir la Commune aux programmes de développement et à l'intercommunalité ; - Appui institutionnel de plusieurs partenaires au développement (PNDP, CTFC). 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité de négociation et de gestion de partenariat ; - Absence d'une plate forme de concertation entre la commune et les Services Déconcentrés de l'Etat.

Tableau 7: Axes de renforcement de la Commune

Domaines	Actions à mener
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Formation spécifique de l'exécutif communal et du personnel spécialisé de la Commune ; - Elaboration et mise en œuvre d'un plan de formation du conseil municipal et du personnel communal ; - Adoption et vulgarisation au sein de l'équipe communale d'un organigramme adapté à l'organigramme type des communes ; - Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de marketing communal ; - Mise en place d'un système de suivi évaluation des activités ; - L'intégration des adjoints au Maire dans la gestion de la commune.
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> - Actualisation du fichier des contribuables ; - Mettre à jour les différents comptes administratifs ; - Redynamisation du système de collecte des impôts et taxes ; - Mettre en place un dispositif transparent de recouvrement et de sécurisation des recettes ; - Augmentation et valorisation des équipements marchands.
Gestion du patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Responsabilisation du personnel existant ; - Elargissement du parc des infrastructures (hôtel de ville, stade municipal, matériels roulants) ; - Actualisation du sommier du patrimoine communal ; - Redynamisation du système d'archivage du patrimoine.
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> - Chercher des conventions avec des communes internationales et les partenaires au développement ; - Amélioration de la collaboration avec les services déconcentrés de la place et les communes riveraines ; - Rechercher activement des partenaires au développement, sensibiliser pour une forte implication des élites aux affaires de la Commune.

4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Secteurs	Villages	Problèmes	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Sante publique	Tous les villages et campements pygmées	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures sanitaires insuffisants et peu équipées; - Insuffisance des personnels soignants qualifiés, en équipement et consommables dans les formations sanitaires ; - l'insuffisance de la sensibilisation des populations sur les pandémies (cholera, paludisme VIH/SIDA). 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux élevé de morbidité et de mortalité - Faible fréquentation des formations sanitaires - Prévalence des maladies endémiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer, construire 02 nouveaux centres de santé les équiper ainsi que ceux existants ; - Affecter le personnel qualifié dans les centres de santé public existants - Organiser des campagnes de sensibilisations sur la prévention de grandes pandémies.
Eau et énergie	Tous les villages et campements pygmées	Difficulté d'accès à l'énergie électrique et à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - Non connexion de la commune au réseau national d'électricité (AES-SONEL) ; - Insuffisance de points d'eau potables fonctionnels. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible développement des activités économiques - Prolifération des maladies hydriques. 	<ul style="list-style-type: none"> - réhabiliter le réseau électrique du centre urbain de GARI-GOMBO et électrifier le village GRIBI ainsi que (07) autres villages ; - Construire 38: forages, 12 puits, réhabiliter 02 puits, 15 forages ainsi que le réseau d'adduction d'eau de Gari-Gombo et aménager les sources dans les villages.
Mines, industrie et développement technologique	Tous les villages et campements pygmées	Faible développement du secteur minier.	<ul style="list-style-type: none"> - Absence et obsolescence du matériel d'exploitation des carrières de sable et des pierres. 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque à gagner pour la commune et les populations. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rechercher une autorisation d'exploitation, et acquérir des équipements modernes d'exploitation par la commune.
Education de base	Tous les villages	Difficulté d'accès aux enseignements de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du personnel enseignant qualifié ; - Insuffisance d'infrastructures et d'équipements scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous-scolarisation - Analphabétisme - Taux élevé d'échec et de déperdition scolaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Affecter le personnel enseignant en nombre suffisant ; - Construire, réhabiliter et équiper des salles de classe dans les écoles de l'espace urbain ; - Revaloriser le paquet minimum ; - Construire des logements d'astreintes pour directeur.
Enseignements secondaires	Tous les villages	Difficulté d'accès aux enseignements de qualité.	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du personnel enseignant qualifié ; - Insuffisance d'infrastructures et d'équipements scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous-scolarisation - Faible taux de réussite aux examens - Abandon précoce des études secondaires ; - Déperdition scolaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Affecter le personnel enseignant qualifié en nombre suffisant dans les établissements secondaires ; - Construire et équiper les salles de classe dans les établissements secondaires de l'espace communal ; - Construire et équiper une bibliothèque et un centre multimédia dans les établissements secondaires de l'espace communal ; - Construire un bloc atelier au CETIC de gari-gombo ; - Transformer le CETIC de gari-gombo en lycée technique ; - Organiser des campagnes de sensibilisations aux parents sur l'importance de l'école.
Jeunesse	Tous les	Difficulté	<ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité des jeunes à 	<ul style="list-style-type: none"> - Désœuvrement et 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des ateliers de formation des jeunes sur

Secteurs	Villages	Problèmes	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
	villages	d'insertion socioprofessionnelle des jeunes	l'auto-emploi.	oisiveté - Délinquance juvénile - Dépravation des mœurs - Propagation du VIH/SIDA.	la création et la gestion d'entreprise; - Financer et accompagner au moins 100 jeunes par an à l'auto-emploi ; - Créer, construire et équiper un CPMJ à Gari-gombo ; - Organiser des campagnes de causerie éducative.
Travaux Public	Tous les villages	Mauvais état des routes	- Insuffisance d'entretien des routes et voies d'accès	- Diminution du trafic routier - Mauvaises conditions des véhicules de transport - Risques permanents d'accidents.	- Réhabiliter l'axe Batouri-Yokadouma (72KM) ; - Construire un pont à Ngoko ; - Construire une pénétrante à gari-gombo - Equiper la commune en petit outillage pour les travaux HIMO ; - Réhabiliter 10 passages busés ; - Réhabiliter les 22 km de l'espace urbain.
Agriculture	Tous les villages	Faible production agricole	- Encadrement technique insuffisant des producteurs - Accès limité des producteurs aux outillages agricoles, intrants agricoles et semences améliorées - Faible capacité de stockage de transformation et de commercialisation des produits agricoles ; - Difficulté d'accès aux intrants agricoles	- Insécurité alimentaire - Faible revenu des producteurs - Attaque des ennemis sur culture - Coût élevé des produits agricoles sur le marché - Baisse de la production agricole	- Construire et équiper un CEAC à GARI-GOMBO ; - Affecter le personnel dans les 02 postes agricoles de GARI-GOMBO et KELEMBA ; - Organiser des formations et suivi technique des groupes de producteurs sur les techniques améliorées de production dans les filières maïs, manioc, plantain, cacao, etc. - Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des groupes de producteurs (dont 30% membres femmes) ; - Construire 40 aires de séchages du manioc ; - Construire la DAADER de gari-gombo ; - Appuyer en capital les groupes de producteurs ; - Mettre en place des pépinières agricoles pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, bananier plantain) ; - Construire et équiper une Maison de planteur à gari-gombo.
Élevage, pêche et industries animales	Tous les villages	Faible production animale et halieutique	- Encadrement technique insuffisant des éleveurs ; - Insuffisance d'infrastructures modernes de production animale.	- Insécurité alimentaire ; - Coût élevé des produits d'élevage sur le marché ; - Divagation des bêtes.	- Formation et suivi technique des groupes d'éleveurs sur les techniques améliorées de production animale et halieutique ; - Organiser des journées d'élevage (01 fois par an) - Appuyer en petits matériels et produits vétérinaires au bénéfice d'au moins 30 groupes d'éleveurs et pisciculteurs (50% femmes) ; - Construire et équiper de la délégation d'arrondissement du MINEPIA ; - Affecter le personnel d'encadrement à la délégation d'arrondissement du MINEPIA ;

Secteurs	Villages	Problèmes	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
					- Construire des infrastructures de productions (abattoir, parc vaccino-gène).
Recherche scientifique et innovation	Tous les villages	Difficulté d'accès aux produits de la recherche scientifique et innovation technologiques	- Faible vulgarisation des produits de la recherche scientifique.	- Utilisation du matériel végétal à faible potentiel - Faible production - Baisse des revenus -	- Intensifier des activités de vulgarisation et de recherche-développement ; - Organiser des journées portes ouvertes sur la recherche et les innovations technologiques au niveau communal.
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Institution communale	Faible développement institutionnel de la Commune.	- Un déficit qualitatif en personnel de la commune; - Faible mobilisation des recettes propres de la commune ; - Patrimoine mobilier et immobilier très limité et en mauvais état ; - Faible capacité de négociation et de gestion des partenariats.	- Faible contribution de la commune au développement local ; - Faible collaboration de la commune et les services déconcentrés.	- Recruter le personnel communal qualifié conformément à l'organigramme ; - Améliorer le système de collecte des taxes ; - Valoriser et augmenter les infrastructures marchandes ; - Créer un cadre de concertation avec les contribuables ; - Améliorer le parc des infrastructures de la commune ; - Renforcer le partenariat avec les acteurs au développement et autre commune riveraines.
	Administration publiques	faible capacité de gestion des administrations publiques	- Absence de ressources humaines qualifiées dans les SDE de l'arrondissement de Gari-Gombo - Absence des moyens techniques et logistiques.	- Lenteurs et prolongement des délais des services publics	- Renforcer les moyens des autorités administratives - Construction de la résidence du sous préfet.
Affaires sociales	Tous les villages	Faible accès des populations aux services d'assistance sociale.	- Faible couverture des populations par les services d'assistance sociale.	- Populations socialement vulnérables non assistés - Marginalisation sociale - Mauvaise prise en charge des couches socialement vulnérables.	- Mettre en place un fichier des personnes vulnérables et couches défavorisées ; - Informer et sensibiliser les personnes vulnérables et personnes défavorisées sur les procédures d'accès à l'assistance sociale ; - Acquérir des appareillages pour soutien aux handicapés et malvoyants ; - Etablir des actes de naissance et des cartes nationales d'invalidité.
	Tous les campements pygmées	Faible épanouissement des peuples pygmées	- Faible exercice de la citoyenneté et des droits par les pygmées Baka ; - Faible accès aux moyens de production ; - Faible capacité de prise en charge des enfants sur le plan scolaire (fournitures scolaire,	- Accentuation de la marginalisation des Baka - faible accès à l'éducation scolaire et à l'emploi - Exclusion à la vie politique	- Faciliter l'établissement des actes d'état civil aux Baka ; - Informer, sensibiliser et éducation des Baka sur la notion de citoyenneté et de droits ; - Appuyer pour la prise en charge de la scolarisation des Baka (fournitures scolaires, manuels, frais de parents d'élèves).

Secteurs	Villages	Problèmes	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
			<ul style="list-style-type: none"> nutritions, manuels, frais des parents) ; - Faible information et sensibilisation des pygmées Baka sur l'hygiène et l'éducation sanitaire ; - Précarité de l'habitat. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous scolarisation. 	
Femme famille et	Tous les villages	Difficulté d'épanouissement de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> - Faible représentativité et participation de la femme dans les instances politiques et du développement ; - Ignorance des droits de la famille ; - Sous scolarisation de la jeune fille. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accentuation de la dépendance de la femme vis-à-vis des hommes ; - Relâchement de l'encadrement de la famille ; - Prolifération du phénomène des filles-mères et enfants abandonnés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Informer et sensibiliser les parents sur l'éducation de la jeune fille ; - Appuyer à la scolarisation des filles (300 bourses scolaires et universitaires) ; - Former les femmes leaders pour la participation à la vie politique et au développement de la commune ; - Organiser des campagnes de sensibilisation sur les droits et devoirs de la femme et de la famille.
Culture	Tous les villages	Difficulté de valorisation du potentiel culturel	<ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité de promotion et de développement des initiatives culturelles ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Aliénation culturelle ; - Non contribution de la culture à l'économie des familles et de la Commune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Former les acteurs culturels sur les opportunités de développement des activités culturelles ; - Sponsor et octroi des prix aux meilleurs promoteurs culturels ; - Etablir des relations culturelles dans le cadre de la coopération décentralisée (jumelage, projets culturels) ; - Organiser au moins une foire culturelle par an.
Petites moyennes entreprises, économie sociale artisanat et	Tous les villages	Faible développement du secteur de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Faible esprit et capacité entrepreneuriale ; - Ignorance par les populations des procédures et formalités de création d'entreprises. 	<ul style="list-style-type: none"> - Prolifération des emplois précaires ; - Faible pouvoir économique des populations et de la Commune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des ateliers de formation des jeunes promoteurs sur le processus de création et de gestion d'entreprises ; - Organiser des carrefours métiers dans la commune de gari-gombo ; - Appuyer 20 jeunes formés en montage de projets et à la recherche de financements.
Tourisme	Tous les villages	Faible développement des activités touristiques	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de valorisation du potentiel touristique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible attraction des touristes ; - Faible pouvoir économique des populations et de la Commune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'écotourisme ; - Réaliser et diffuser une carte de visite de la commune (documentaire audio-visuel) ; - Construire une auberge municipale ; - Aménager les sites touristiques de Paya 1 ainsi que les sites d'orpaillage artisanal.
Domaines et	Tous les	Occupation et	<ul style="list-style-type: none"> - Ignorance des textes relatifs au 	<ul style="list-style-type: none"> - Litiges fonciers 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur les procédures

Secteurs	Villages	Problèmes	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
affaires foncières	villages Les espaces urbains Institution communale	exploitation des espaces non immatriculés par la commune et les populations	régime foncier et domanial ; -	- Risque de déguerpissement sans dédommagement.	d'obtention du titre foncier ; - Créer des lotissements communaux ; - Identifier, recenser et sécuriser le patrimoine mobilier et immobilier de la commune.
Commerce	Tous les villages	Difficulté de commercialisation des produits agricoles	- Insuffisance d'infrastructures et d'équipements marchands ;	- Faible revenu ; - Mévente ; - Forte spéculation sur les produits.	- Construire le marché de GARI-GOMBO et GRIBI ; - Construire 04 magasins de stockage ; - Réorganiser les marchés périodiques.
Travail et sécurité sociale	Tous les villages	Faible couverture sociale des travailleurs	- Non respect de la réglementation et du code de travail en vigueur	- Misère accentuée - Poids pour la société - Non couverture en cas d'accident de travail - Licenciement abusif	- Sensibiliser les promoteurs d'auto-emploi et des employeurs sur la réglementation en matière de travail et de sécurité sociale ; - Accompagner les promoteurs d'auto-emploi et les employeurs dans le processus d'immatriculation et de couverture sociale des travailleurs ; - Elaborer un planning d'éducation ouvrière en milieu professionnel ; - Former des travailleurs en réglementation du travail et de la sécurité sociale.
Sport et éducation physique	Tous les villages	Difficulté pour la pratique des activités sportives.	- Insuffisance d'infrastructures sportives ; - Insuffisance d'encadrement de sport et d'éducation physiques.	- Faible épanouissement physique - Faible développement des disciplines sportives et des loisirs	- Aménager le stade municipal de Gari-Gombo - Aménager des aires de jeux ; - Appuyer l'organisation des championnats de vacances ; - Susciter l'affectation des encadreurs de sport et d'éducation physique par l'Etat; - Construire 02 aires de sport à Gribi et Gari-Gombo
Enseignement supérieur	Tous les villages	Difficultés à accéder à l'enseignement supérieur	- Faible motivation jeunes liés au cout élevé des études supérieures -	- Forte déperdition dans l'enseignement supérieur	- Octroi des bourses universitaires par la commune aux bacheliers et étudiants de l'arrondissement de Gari-gombo.
Communication	Tous les villages	Accès difficile à l'information	- Absence d'une radio communautaire ; - Absence d'un centre de rediffusion	- Sous information de la population locale ; - Mauvais signal radio et télévision.	- Créer, construire et équiper une radio communautaire; - Recruter le personnel qualifié à la radio communautaire.
Emploi et formation professionnelle	Tous les villages	Difficulté d'accès à la formation professionnelle	- Manque d'intérêt des jeunes et des parents pour la formation professionnelle ; - Insuffisance d'infrastructures et d'équipements à la SAR/SM.	- Délinquance juvénile et sénile ; - Dépravation des mœurs ; - Oisiveté.	- Informer et sensibiliser les populations sur les filières et les débouchés des formations professionnelles ; - Appuyer l'installation des jeunes formés ; - Construire et équiper t une SAR/SM a GARI-GOMBO.

Secteurs	Villages	Problèmes	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Forêt et faune	Tous les villages	Dégradation du potentiel faunique et floristique	- Exploitation anarchique des produits forestiers et fauniques	- Pertes de la biodiversité - Changement climatiques	- Renforcer les capacités des Comités Paysans – Forêt, et des OSC en matière de surveillance des forêts ; - Actualiser le plan d'aménagement de la forêt communal; - Renforcer le poste forestier de GARI-GOMBO en ressources humaines, en équipements et matériels roulants ; - Doter les Comités Paysans – Forêt, et des OSC en équipement appropriés pour la surveillance de proximité (carte, GPS, appareil photo, Motos...) ; - Susciter à la création des forêts communautaires.
Transport	Tous les villages	Conditions précaires et de transport difficiles	- Non respect de la réglementation en matière de transport ; - Mauvais état des routes.	- Accidents de circulation très fréquents ; - Coût élevé de transport ; - Insécurité routière.	- Organiser 02 campagnes de sensibilisation par an sur la réglementation en matière de transport ; - Former les motos taximan à l'obtention du permis A ; - Organiser le transport par moto taxi ; - Construire une gare-routière a Gari-gombo.
Poste et télécommunication	Tous les villages	Difficulté d'accès aux moyens de communication moderne	- Moyens d'accès au TIC limités (absence de réseaux, Internet)	- Sous information ; - Faible ouverture sur l'extérieur	- Créer, construire et équiper un télécentre communautaire ; - Etendre les réseaux téléphoniques dans l'espace communal.
Environnement et protection de la nature	Tous les villages	Dégradation du cadre de vie des populations	- Insuffisance d'assainissement	- Prolifération des maladies ; - Perte de la biodiversité	- Informer, sensibiliser la population sur l'hygiène, la salubrité et l'assainissement ; - Former les populations sur les techniques d'assainissement amélioré (construction des latrine à double fosse, latrine connecté aux biodigesteurs) ; - Confectionner 60 bacs à ordures dans l'espace urbain ; - Organiser des campagnes d'investissement humain.

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PCD

La Commune de Gari-Gombo souhaite améliorer durablement les conditions de vie de ses populations, en leur fournissant un cadre propice à leur épanouissement. Elle vise à atteindre ces objectifs en s'arrimant à la politique nationale inscrite dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), et dont la matrice de suivi traduit clairement les objectifs à atteindre à court moyen et long terme.

Concrètement, la Commune veut une population saine scolarisée, jouissant d'une autosuffisance alimentaire, capable de se mouvoir paisiblement et disposant d'un cadre de vie acceptable avec toutes les commodités usuelles et capable de subvenir décentement à ses besoins.

5.2. Cadres logiques par secteur

SECTEUR 1 : Santé publique

PROBLEME: Difficulté d'accès aux soins de sante de qualité

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<p>Objectif supérieur (DSCE) : Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de mortalité (maternelle, néonatale, infanto-juvénile par sexe, infantile) - Taux par sexe de prévalence au VIH/SIDA (réduite de 50%) - Taux d'incidence (diminution du nombre de nouveau cas de 50%) - Proportion par sexe des populations adoptant des comportements sains spécifiques - 100% des districts de santé sont viabilisés de façon pérenne. 	<p>Exploitation des rapports (MINSANTE, OMS, PNUD) Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)</p>	<p>Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique stable</p>	<p>Niveau d'inflation, Taux de croissance</p>
<p>Objectifs sectoriel stratégique : Améliorer l'accès des populations aux soins de santé de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion des hommes et des femmes desservies par une formation sanitaire fonctionnelle située à une de marche (une formation sanitaire à une heure de marche pour au moins 70% de la population) 	<p>Exploitation des rapports des formations sanitaires</p>	<p>Les populations réduisent leurs attachements aux croyances métaphysiques qui limitent la fréquentation des formations sanitaires</p>	<p>Taux de fréquentation des formations sanitaires</p>
<p>Objectifs spécifiques de la stratégie :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Créer, Construire et équiper 02 Centres de santé intégrés; 2. Renforcer les capacités des formations sanitaires existants en personnel soignants qualifiés, équipements et consommables ; 3. Améliorer l'accès des populations aux moyens de prévention et de prise en charge des grandes endémies (paludisme, choléra...) et pandémie (VIH/SIDA); 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de Centres de santé construits et équipés ; - Nombre de formations sanitaires ayant reçu une dotation en personnel soignants qualifiés, équipements et consommables ; - Nombre de campagnes de prévention organisées et de prise en charge aux grandes endémies (paludisme, tuberculose, choléra...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation du rapport annuel du délégué départemental du MINSANTE de la Bouma et Ngoko - Liste des affectations et du déploiement du personnel médical du MINSANTE - Exploitation des Rapports des formations 	<p>Le MINSANTE et la Mairie dispose de ressources pour la construction et l'équipement des bâtiments</p> <p>Le MINSANTE dispose de suffisamment de personnel à</p>	<p>Budget affecté pour la santé dans l'arrondissement Fichier du personnel</p>

		sanitaires	déployer	
Résultats attendus de la stratégie : 1. (02) nouveaux centres de santé construits et équipés 2. Les capacités du centre médical d'arrondissement et du centre de santé intégré sont renforcées en personnel soignants qualifiés, équipements et consommables médicaux 3. L'accès des populations aux moyens de protections contre les grandes pandémies (VIH/SIDA) et endémies (paludisme, choléra...) est accru	- Nombre de Centres de santé construits et équipés ; - Nombre de formations sanitaires ayant reçu une dotation en personnel soignants qualifiés, équipements et consommables ; - Nombre de personnes ayant accès aux moyens de prévention et de prise en charge aux grandes endémies (paludisme, choléra...).	- Exploitation du rapport annuel du délégué départemental du MINSANTE de la Bouma et Ngoko - Liste des affectations et du déploiement du personnel médical du MINSANTE - Exploitation des Rapports des formations sanitaires	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Création, Construction et équipement des CSI de MOMZOPIA et NDENG VILLAGE ; 2.1 Affectation de 17 personnels médico-sanitaires dans les formations sanitaires : CMA gari-gombo (01 médecin, 03 IDE 08 AS et 01 labo, et du CSI de GRIBI (01 IDE, 03 AS) ; 2.2 Dotation du CSI de GRIBI en consommables et équipements sanitaires standards (01 moto ,03 lits, 01réfrigérateur, 01 boîte de petits matériels de chirurgie, 01 boîte de petits matériels de pansement, 01boîte de petits matériels d'accouchement 01 Microscope, et des réactifs) ; 2.3 Dotation du CMA de GARI-GOMBO en consommables et équipements sanitaires standards (01 véhicule tout terrain ,10 lits, 01réfrigérateur, 01 bloc opératoire, une maternité ; 2.4 Acquisition de deux groupes électrogènes au CMA de GARI-gombo et au CSI de GRIBI ; 2.5 Extension et réhabilitation du CMA de GARIGOMBO ; 2.6 Construction de deux forages au CMA de GARI-gombo et au CSI de GRIBI ; 2.7 Construction d'Une clôture au CMA de GARI-GOMBO ; 2.8 Construction des logements d'astreintes au CMA de GARI-GOMBO et au CSI de GRIBI ; 3.1 Organisation de 04 campagnes annuelles sur la sensibilisation des populations et la prévention des grandes endémies (paludisme, tuberculose, choléra...) et pandémies (VIH/SIDA) ; 3.2 Création (CMA) et redynamisation(CSI) des comités de gestion (COGE).			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	385 000 000
			Total Fonctionnement	115 000 000
			Imprévus	50 000 000
			Total estimatif	550 000 000

SECTEUR 2: Energie et eau

PROBLEME : Difficulté d'accès à l'énergie électrique et à l'eau potable

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques	% des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électrification (80%)	Enquête INS (EDS, ECAM)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique stable	Niveau d'inflation, Taux de croissance
Objectifs sectoriel stratégique : Améliorer l'accès des populations de la commune à l'énergie électrique et à l'eau potable	Proportion des populations ayant accès à l'eau potable et à l'énergie électrique	Exploitation des rapports des sectoriels	Les populations sont organisées pour la maintenance des ouvrages	Nombre de comité de gestion communautaire fonctionnel
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1 Electrifier le centre urbain de GARI-GOMBO et les villages environnants 2 Accroître et réhabiliter les infrastructures hydrauliques 3 Renforcer la capacité de mobilisation des populations et des COGES	- Nombre de localités ayant accès l'énergie électrique ; - Nombre d'infrastructures hydrauliques réalisés et fonctionnels - Ressources quantitatives et qualitatives mobilisées.	Exploitation des rapports des sectoriels	Les populations sont organisées pour la maintenance des ouvrages	Nombre de comité de gestion communautaire fonctionnel
Résultats attendus de la stratégie : 1. Centre urbain de GARI-GOMBO et (07) villages environnants sont électrifiés ; 2. Des nouvelles infrastructures hydrauliques sont construites ou réhabilitées. 3. La population est mobilisée, et les COGES sensibilisées	- Nombre de localités ayant accès l'énergie électrique ; - Nombre d'infrastructures hydrauliques réalisées et fonctionnelles. - Nombres de ressources mobilisées, consultation des rapports de réunions	Exploitation des rapports des sectoriels	Les populations sont organisées pour la maintenance des ouvrages	Nombre de comité de gestion communautaire fonctionnel
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Electrification du centre urbain de GARI-GOMBO et de (07) villages (20 KM) ; (NGOUNDI I, LAMBO, NGOUNDI II, DISSO KPOKILITA, BELOKOUBOU, MESSE) 1.2. Electrification décentralisée du village GRIBI (3,5 km) 2.1 Construction de 38 forages :(KPOKILITA 01, Mboutoundou 01 ,Ngoundi I 04, Lambo 03 ,Ngoundil 01 ,Mang 01 ,Paya II 01, Tombi 03, Komgo 01, Mbiali 03, Lom 02 GARI-gombo 04 patere 02 Gribi 06 ,Monzopia 03, Messadisso 01, Ndeng 02 ,Disso01, Messe 01, Sangha01, Noumbakoe01 ,mopouo 01 2.2 Construction de 12 puits à PMH à Ngopia 01, Sembe 01, Ngaritta 01 ,Diffolo 01, Djoukoudoum 01 ,Sembe 01, Ouesso01 ,Belokoubou01, Ngarissingo01, Gbandia 01, Mentsoka 01, kpokilita01 2.3 Aménagement de 08 sources ; Gari-gombo 02, mang 01, gribi 01, metogo 01, sangha01, ngopia01, Noumbakoe01 2.4 Réhabilitation de 07 puits ; Boutoundou 01, Ngoundi II 01, Mampele01, paya01, gari-gombo03 2.5 Réhabilitation de 15 forages ; PkoKilita 01, Ngoundi 01, Lambo01,, Mang01, Paya01, Kongo 01, Tombi01, Gari-Gombo			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	730 256 000
			Total Fonctionnement	218 385 000
			Imprévus	20 000 000

06,Lom 01,Paya II 01,Mbiali01 2.6 Réhabilitation de l'adduction d'eau de GARIGOMBO 3.1. Création et redynamisation de x COGE de points d'eau et d'électricité	Total estimatif	968 115 000
---	------------------------	-------------

SECTEUR 3: Mines, industrie et développement technologique

PROBLEME : Faible développement du secteur minier

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique stable	Niveau d'inflation, Taux de croissance
Objectifs sectoriel : Développer le secteur minier	Nombre de gisements découverts et exploitables	Exploitation des rapports techniques	L'Etat et la Commune intensifie l'exploration minière	Nombre de nouveaux gisements trouvés par an
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Exploiter les chantiers d'or, les carrières de sables et de pierres de la commune	Nombre de carrières de sables et de pierres exploitées	Exploitation des rapports techniques	Les populations et la Commune s'organisent	Nombre de comité de gestion communautaire fonctionnel
Résultats attendus de la stratégie : 1. Au moins 03 chantiers d'or, 05 carrières de sables et 02 carrières de pierre sont exploités dans la Commune	Nombre de carrières de sables, d'or, et de pierres exploitées	Exploitation des rapports techniques	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Accompagnement de la Commune pour l'acquisition des autorisations d'exploitation par les GICAMINE ; 1.2. Elaboration d'une carte géologique et minière ; 1.3. Exploitation de 06 chantiers d'or (Mang, Ngoko, Mbouotndou, Kelemba, Gari-Gombo, Ndeng-Sf) ; 1.4. Identification des chantiers miniers existants ; 1.5. Organisation et Structuration des activités des artisans miniers existants ; 1.6. Création d'un centre d'achat à GGBO ; 1.7. Appui en matériels d'exploitation aux GICAMINE ; 1.8. Exploitation de 05 carrières de sable et de 02 carrières de pierre par les GICAMINE ; 1.9. Organisation de 04 campagnes annuelles de sensibilisation sur le code minier.			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	483 25 000
			Total Fonctionnement	143 750 000
			Imprévus	10 000 000
			Total estimatif	635 000 000

SECTEUR 4 : Education de base

PROBLEME : Difficulté d'accès aux enseignements de qualité

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique stable	Niveau d'inflation, Taux de croissance
Objectifs sectoriel : Faciliter l'accès aux enseignements de base de qualité	Taux de succès et de scolarisation	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation Statistiques scolaires - Exploitation des Rapports sectoriels 	La Communauté éducative organisée pour l'encadrement des apprenants et la maintenance des ouvrages	Nombre d'Associations des parents fonctionnelles
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Accroître l'effectif en personnel enseignants qualifié ; 2. Accroître les capacités en infrastructures scolaires et équipements 3. Distribuer le paquet minimum en temps opportun et revaloriser son contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et qualité du personnel enseignant affecté - Nombre de salles de classe, de points d'eau potables et de blocs latrines, construits dans les écoles - Date de distribution du paquet minimum et consultation des rapports des commissions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation Statistiques scolaires - Exploitation des Rapports sectoriels 	Le MINEDUB, La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources humaines, financières et matérielles	Niveau de satisfaction de la Communauté éducative
Résultats attendus de la stratégie : 1. L'effectif en personnel enseignant qualifié est accru 2. Le niveau d'infrastructures et d'équipements scolaires est amélioré 3. Le paquet minimum est distribué en temps opportun et revaloriser	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et qualité du personnel enseignant affecté - Nombre de salles de classe, de points d'eau potables et de blocs latrines, construits dans les écoles - Date de distribution du paquet minimum et consultation des rapports des commissions.. 	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation Statistiques scolaires - Exploitation des Rapports sectoriels 	Le MINEDUB, La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources humaines, financières et matérielles -	Niveau de satisfaction de la Communauté éducative
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Affectation de 40 enseignants qualifiés : Ep lambo (03), Ep lom (02) , Ep kelemba (03) , Ep gribi chefferie (04) , Ep metogo (05), Ep mbiali (03), Ep, kpokilita (02), Ep ngoko (01), Ep ngoundi I (02), Ep			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	787 710 000

<p>disso(04), Ep mang(05), Ep Momzopia(02), Ep kongo(01), Ep GARI-GOMBO BILINGUE (03) ;</p> <p>2.1 Constructions et équipement de 44 salles de classe : Ep Lambo (05), Ep Mang (02), Ep Gribi Chefferie (06), Ep Metogo (06), Ep Kpokilita (01), Ep Disso (01), Ep Ngoundi II (04), Ep Mang (06), Ep Sfil Ndeng (02), Ep, Gari Gombo Groupe II 06), Ep Gari Gombo (01), Ep Gari-Gombo Bilingue (04) ;</p> <p>2.2 Réhabilitation de 31 salles de classe Ep; Gribi (04), Ep Mbiali (04) Ep Ngoundi I (03), Ep Lambo (02) Ep, Disso (02) Ep, Ngoundi I (02), Ep Mang (02), Ep Tombi (02), Ep Kongo (04), Ep Monzopia (02), Ep Metogo (01), Ep Paya (02), Ep Ngoko (01) Ep, G- Gombo Bilingue (02),</p> <p>2.3 Equipement de 11 écoles en tables bancs (1709) ; Ep Ngoundi I (171), Ep Lambo (107), Ep Disso (71), Ep Ngoundi I (46), Ep Lom (07), Ep Kelemba (06), Ep Mang (47), Ep Gribi (142), Ep Momzopia (128), Ep Mbiali (105), Ep Paya (103),</p> <p>2.4 Equipements de 05 écoles en bureau de maîtres : Ep Lambo (03), Ep Mang (02) , Ep Gari Gombo Bilingue (01) , Ep Gari Gombo (01) ;</p> <p>2.5 Construction de 12 blocs latrines; Ep Lambo (01), Ep Mang (01), Ep Gribi Chef (01), Ep Metogo (01), Sfil Ndeng (01), Gari Gombo Groupe li (01), Ep Lambo, Ep Momzopia, Ep Paya, Ep Mbiali, Ep Ngoko, Ep Metego(01),</p> <p>2.6 Construction de 24 points d'eau ; Ep Lambo (01), Ep Mang (01), Ep Gribi Chef (01), Ep Metogo (01), Ep Sfil Ndeng (01), Ep Gari Gombo Bilingue (01), Ep Gari Gombo Groupe li (01), Ep Gari Gombo (01) Ep,Kpokilita(01) Ep,Ngoko(01), Ep Ngoundi(01), Ep Ngoundili(01) Ep,Patere (01), Ep Lom(01), Ep Kelemba(01), Ep Kongo(01) Ep Monzopia(01), Ep Mbiali(01), Ep Paya(01),</p> <p>2.7 Construction de 24 logements d'astreints pour les directeurs ; Ep Lambo (01), Ep Mang (01), Ep Gribi Chef (01), Ep Metogo (01), Ep Sfil Ndeng (01), Ep Gari Gombo Bilingue (01), Ep Gari Gombo Groupe II (01), Ep Gari Gombo (01) Ep,Kpokilita(01) Ep,Ngoko(01), Ep Ngoundi(01), Ep Ngoundili(01) Ep,Patere (01), Ep Lom(01), Ep Kelemba(01), Ep Kongo(01) Ep Monzopia(01), Ep Mbiali(01), Ep Paya(01),</p> <p>2.8 Création, construction et équipement de 03 écoles primaires : (Mopouo Gbandia Et Garisso)</p> <p>2.9 Création, construction et équipement de 04 écoles maternelles : Kpokilita, Patere, Momzopia, Mbiali</p> <p>2.10 Dotation de l'IAEB de GARI-GOMBO en matériel roulant (moto sport)</p> <p>3.1 Revalorisation du paquet minimum</p>	Total Fonctionnement	235 290 000
	Imprévus	10 000 000
	Total estimatif	1 033 200 000

SECTEUR 5 : Enseignements secondaires

PROBLEME: Difficulté d'accès aux enseignements de qualité

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur stratégique (DSCE) : Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	- Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique stable	Niveau d'inflation, Taux de croissance
Objectifs sectoriel stratégique : Faciliter l'accès aux enseignements secondaires de qualité	- Taux d'achèvement du premier cycle secondaire	Exploitation du Rapport annuel du délégué départemental MINESEC	La Communauté éducative organisée pour l'encadrement des apprenants et la maintenance des ouvrages	Nombre d'Associations des parents fonctionnelles Niveau de régularité des inspections pédagogiques
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Accroître l'effectif d'enseignants qualifiés ; 2. Accroître les infrastructures et équipements scolaires 3. Créer, construire et équiper de nouveaux établissements secondaires	- Nombre d'enseignants qualifiés affectés - Nombre de salles de classe, de points d'eau potables et de blocs latrines, construits dans les collèges ; - Nombre d'établissement d'enseignement secondaires créés et équipés	- Liste des affectations du MINESEC - Exploitation du Rapport annuel du délégué départemental MINESEC	Le MINESEC, La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources humaines, financières et matérielles	Niveau de satisfaction de la Communauté éducative
Résultats attendus de la stratégie : 1. L'effectif en personnel qualifié a accru ; 2. Le niveau d'infrastructures et d'équipements scolaires est amélioré 3. Des nouveaux établissements secondaires sont créés, construits et équipés	- Nombre d'enseignants qualifiés affectés - Nombre de salles de classe, de points d'eau potables et de blocs latrines, construits dans les collèges ; - Nombre d'établissement d'enseignement secondaires créés et équipés	- Liste des affectations du MINESEC - Exploitation du Rapport annuel du délégué départemental MINESEC		
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Affectation de 24 enseignants qualifiés ; CES de GRIBI (09), CETIC de GARI GOMBO (06), Lycée de GARI-GOMBO (09) 2.1. Construction de trois logement d'astreint pour les responsable administratif au Lycée de GARI-GOMBO, CES de GRIBI, CETIC de GARI-GOMBO 2.2. Construction et équipement de 20 salles de classe : Lycée de GARI-gombo(10) au CETIC(04) et (06) au CES de GRIBI ; 2.3. Construction de 03 clôtures : Lycée de GARI-GOMBO (01), CES de GRIBI (01) et au CETIC de GARI-GOMBO (01) 2.4. Construction et équipement de (03) 'aires de jeux : Lycée de de GARI-GOMBO (01), CES de GRIBI (01) et au				Montants (FCFA)
			Total investissement	367 29 000
			Total Fonctionnement	109 71 000
			Imprévus	15 000 000

<p>CETIC de GARI-GOMBO (01);</p> <p>2.5. Construction et équipement de 03 centres multimédia : Lycée de GARI-GOMBO(01), CES de GRIBI (01), et au CETIC de GARI-GOMBO(01)</p> <p>2.6. Acquisition du matériel pour travaux pratique au CETIC de GARI-GOMBO</p> <p>2.7. Construction de 02 forages : CETIC (01), et CES de GRIBI (01),</p> <p>2.8. Acquisition de 02 panneaux solaire : CETIC (01), et au CES de GRIBI(01),</p> <p>2.9. Construction 4 ateliers au CETIC DE GARI-GOMBO</p> <p>2.10. Construction et équipement de 02 bibliothèques : CES de Gribi et au Lycée de GARI-GOMBO</p> <p>2.11. Construction d'un laboratoire au Lycée de GARI-GOMBO</p> <p>2.12. Création et construction du CETIC de GRIBI</p> <p>2.13. Construction d'un bloc de 06 latrine au CES de GRIBI</p> <p>2.14. Equipement en X tables bancs : Lycée 67</p> <p>3.1. Transformation du CETIC DE GARI-GOMBO en lycée technique;</p> <p>3.2. Transformation du CES de Gribi en lycée</p>	<p>Total estimatif</p>	<p>492 000 000</p>
--	-------------------------------	--------------------

SECTEUR 6: Jeunesse

PROBLEME : Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DCSE) : Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Nombre de jeunes formé et encadré	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique stable	Niveau d'inflation, Taux de croissance
Objectifs sectoriel : Faciliter l'insertion socio professionnelle des jeunes	Nombre/Taux d'insertion socioprofessionnelle des jeunes	Exploitation des Rapports des sectoriels	Un cadre réglementaire et institutionnel existe	Nombre et type de structures d'encadrement
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Renforcer les capacités des jeunes à l'auto-emploi 2. Améliorer l'encadrement des jeunes;	- Nombre de jeunes informés et formés sur les possibilités d'auto-emploi - Nombres des structures d'encadrement créées;	Exploitation des Rapports des sectoriels	Le MINJEUN, La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources humaines, financières et matérielles	Budget alloué aux activités du secteur Niveau de satisfaction des jeunes
Résultats attendus de la stratégie : 1 Au moins 100 jeunes /an informés et formés sur les filières professionnelles et les opportunités de financement de l'auto-emploi. 2 Au moins une structure d'encadrement des jeunes est créée, équipée et fonctionnelle	- Nombre de jeunes informés et formés sur les possibilités d'auto-emploi - Nombres des structures d'encadrement créées.	Exploitation des Rapports des sectoriels		
Activités principales/ idées de projets			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Création et équipement d'une équipe mobile d'animation urbaine (EMAU) 1.2 Organisation de 02 ateliers/an de formation des jeunes sur la création et la gestion d'entreprise; 1.3 Financement et accompagnement de 100 jeunes par an à l'auto-emploi 2.1 Création des espaces récréologiques à GGBO, GRIBI, MBIALI et Mboutoundou 2.2 Organisation des œuvres de vacances 2.3 Création, construction et équipement du centre multifonctionnel de promotion des jeunes à Gari-GombO 2.4 Construction et équipement d'une délégation d'Arrondissement. de la Jeunesse 2.5 Organisation, structuration et suivi des associations des jeunes 2.6 Organisation de 04 campagnes de sensibilisation par an à l'éducation civique et sur la lutte contre les fléaux sociaux- Organisation, structuration et suivi des associations des jeunes 2.7 Organisation de 04 campagnes d'information par an sur les programmes concernant les jeunes			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	207 900 000
			Total Fonctionnement	62 100 000
			Imprévus	8 000 000
			Total estimatif	278 000 000

SECTEUR 7: Sports et éducation physique

PROBLEME : Difficulté de pratique des activités sportives

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Permettre aux populations de satisfaire leur besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	% de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique stable	Niveau d'inflation, Taux de croissance
Objectifs sectoriel : Faciliter la pratique du sport	Au moins 80% des différents groupes sociaux spécifiques	Exploitation des Rapports techniques	L'unité nationale et l'esprit communautaire sont renforcés	Nombre d'organisation/associations sportives
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Accroître le nombre d'infrastructures et équipements sportifs ; 2. Accroître le nombre d'encadreurs de sport et d'éducation physique dans la commune	- Nombre d'infrastructures et d'équipements mis en place - Nombre d'encadreurs de sport et d'éducation physique affectés	Exploitation des Rapports techniques	Le MINSEP La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources humaines, financières et matérielles	Budget alloué aux activités du secteur Niveau de satisfaction de la population
Résultats attendus de la stratégie : 1. Le nombre d'infrastructures et équipements sportifs accru ; 2. L'effectif d'encadreurs de sport et d'éducation physique est amélioré d'au moins 50%	- Nombre d'infrastructures et d'équipements mis en place - Nombre d'encadreurs de sport et d'éducation physique affectés	Exploitation des Rapports techniques		
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Aménagement du stade municipal de GARI-GOMBO ; 1.2 Aménagement de 07 aires de jeux GRIBI, NDENG V., NGROUNDI I, MBIALI, KONGO, MOMZOPIA, PAYA II, KPOKILITA, . 1.3 Aménagement de deux plates formes sportives à GARI-GOMBO et GRIBI (Terrains de handball, de basketball, volleyball) 1.4 Appui à l'organisation des championnats de vacance ; 2.1. Affectation de 2 moniteurs de sport et d'éducation physique par le MINSEP dans les deux plates formes 2.2. Dotation en équipement et matériel sportifs			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	83 93 000
			Total Fonctionnement	25 07 000
			Imprévus	10 000 000
			Total estimatif	109 000 000

SECTEUR 8: Enseignement supérieur

PROBLEME : Insuffisance du nombre de diplômés du supérieur dans la commune

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national	Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur	Rapport annuel MINESUP	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique stable	Niveau d'inflation, Taux de croissance
Objectifs sectoriels stratégiques : Accroître le nombre de diplômés du supérieur dans la Commune	Nombre de nouveaux diplômés du supérieur dans la Commune	Exploitation des Rapport techniques	L'élite et la Communauté éducative sont organisées pour l'encadrement des étudiants	Nombre d'Associations fonctionnelles
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Renforcer le mécanisme d'incitation des jeunes à l'enseignement supérieur	Nombre de jeunes ayant accès à l'enseignement supérieur	Exploitation des Rapport techniques	L'élite et la Communauté éducative sont organisées pour l'encadrement des étudiants	Nombre d'Associations fonctionnelles
Résultats attendus de la stratégie : 1. Le mécanisme d'incitation des jeunes à l'enseignement supérieur est renforcé	Nombre de jeunes ayant accès à l'enseignement supérieur	Exploitation des Rapport techniques		
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Octroi de 30 bourses universitaires par an aux bacheliers de l'arrondissement GARI-GOMBO ; 1.2 Création d'un fond d'appui aux étudiants de l'arrondissement GARI-GOMBO ; 1.3 Organisation d'une campagne d'orientation sur les filières universitaires;			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	33 110 000
			Total Fonctionnement	9 890 000
			Imprévus	2 000 000
			Total estimatif	45 500 000

SECTEUR 9: Travaux publics

PROBLEME : Enclavement de la commune

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique stable	Niveau d'inflation, Taux de croissance
Objectifs Sectoriel : Désenclaver la commune	Nombre de Km de routes et voies d'accès entretenues	Exploitation du Rapport annuel du délégué départemental du MINTP	Le MINTP, la Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget alloué aux activités du secteur Niveau de satisfaction de la population
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Améliorer la qualité des infrastructures routières	Nombre de km de routes entretenues	Exploitation du Rapport annuel du délégué départemental du MINTP	Le MINTP, la Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget alloué aux activités du secteur Niveau de satisfaction de la population
Résultats attendus de la stratégie : 1. Environ 94km de routes entretenues et praticables en toutes saisons	Nombre de km de routes entretenues	Exploitation du Rapport annuel du délégué départemental du MINTP	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Entretien de 94 km de routes Axes : NGOKO-YOKADOUMA (72Km) routes communales (22KM) 1.2 Cartonnage et entretien des pistes et routes communales par la méthode HIMO ; 1.3 Construction des ponts/Ponceaux de NGOKO, MENTSOKA, MBOL, MOPOUO. 1.4 Création équipement des comités de routes			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	154 000 000
			Total Fonctionnement	46 000 000
			Imprévus	9 000 000
			Total estimatif	209 000 000

SECTEUR 10: Domaines et affaires foncières

PROBLEME : Occupation et exploitation des espaces non immatriculés par la commune et les populations.

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer la gestion domaniale et foncière	- % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière - Nombre de demande de titre foncier initié	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriels stratégiques : Réduire l'insécurité foncière	Taux de réduction de l'insécurité foncière dans l'espace communal	Exploitation des Rapports sectoriels	La population maîtrise le cadre réglementaire	% de la population sensibilisée sur la sécurité foncière Nombre de demande de titre foncier initié Nombre de terrain immatriculés par an
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Faciliter l'immatriculation foncière	Nombre de personne ayant obtenu un titre foncier	Exploitation des Rapports techniques	la Commune dispose d'un plan d'aménagement	Nombre de lots disponibles
Résultats attendus de la stratégie : 1. Au moins 80% des populations de la commune sensibilisées sur la sécurité foncière 2. Le patrimoine foncier de la commune est sécurisé	- Nombre de personnes titulaires d'un titre foncier - Périmètre du Patrimoine foncier communal	Exploitation des Rapports techniques	la Commune dispose d'un plan d'aménagement	Nombre de lots disponibles
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1- Organisation de 02 campagnes d'information et de sensibilisation des populations sur la procédure d'obtention de titre foncier ; 2.1- Intensification des points géodésique 2.2- Sécurisation du patrimoine foncier communal : 2.3- sécurisation du patrimoine foncier des services publics			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	80 850 000
			Total Fonctionnement	24 150 000
			Imprévus	5 000 000
			Total estimatif	105 000 000

SECTEUR 11: Transport

PROBLEME : difficulté de déplacement des personnes et des biens

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- Niveau de service par type d'infrastructure, incluant ouvrages et services de gestion - Taux d'extension du parc infrastructurel par type d'infrastructure	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriel : Améliorer les conditions de transport des personnes et des biens	- Conditions de transport	Exploitation des Rapports des sectoriels	Il existe un cadre de concertation avec toutes les parties prenantes	Nombre de réunion
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Renforcer la vulgarisation et l'application des textes en matière de transport 2. Construire les infrastructures de transport	- Nombre de campagnes de sensibilisation organisées - Nombre d'infrastructures de transport construites	Exploitation des Rapports des sectoriels	Le MINT, la Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget alloué aux activités du secteur
Résultats attendus de la stratégie : 1. Les usagers sont informés et formés sur la réglementation en matière de transport 2. Les infrastructures de transport sont construites	- Nombre de campagnes de sensibilisation organisées - Nombre d'infrastructures de transport construites	Exploitation des Rapports des sectoriels	Le MINT, la Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières -	Budget alloué aux activités du secteur
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation par an sur la réglementation en matière de transport ; 1.2 Organisation d'une Formation par an de motos taximan à l'obtention du permis A 1.3 Organisation du transport par moto taxi 2.1. Construction d'une GARE-routière à GARI-GOMBO 2.2. Construction d'un parc pour gros porteur 2.3. Construction d'une pénétrante			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	119 350 000
			Total Fonctionnement	35 350 000
			Imprévus	5 000 000
			Total Estimatif	160 000 000

SECTEUR 12: Développement urbain et de l'habitat

PROBLEME: Faible urbanisation de la commune

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Qualité de l'habitat ; Degré de salubrité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriel : Urbaniser la commune	Taux d'urbanisation	Exploitation du rapport annuel de la délégation du MINDUH	La Commune dispose d'un plan d'aménagement	Liste des aménagements prévus
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Engager la commune dans le processus d'urbanisation	Nombre de travaux d'urbanisation effectués ou en cours	Exploitation du rapport annuel de la délégation du MINDUH	Le MINDUH, la Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget alloué aux activités du secteur
Résultats attendus de la stratégie : 1. La commune est engagée dans le processus d'urbanisation	Nombre de travaux d'urbanisation effectués ou en cours	Exploitation du rapport annuel de la délégation du MINDUH	Le MINDUH, la Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget alloué aux activités du secteur
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Elaboration et mise en œuvre du plan d'urbanisation ; 1.2 construction d'une pénétrante Ouest de 5 Km à GARI-GOMBO 1.3 Mise en place d'un système d'éclairage public dans l'espace urbain ; 1.4 Dotation en 10 presses brique à la Commune 1.5 Création et entretien de 01 espace vert dans le périmètre urbain ; 1.6 Construction de deux latrines publiques dans la ville de GARI-GOMBO			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	130 900 000
			Total Fonctionnement	39 100 000
			Imprévus	8 000 000
			Total estimatif	178 000 000

SECTEUR 13 : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

PROBLEME 1: Faible développement institutionnel de la Commune

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Réduire les écarts entre riches et pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	- Incidence et profondeur de la pauvreté (%); - Qualité de la gouvernance;	- Enquêtes auprès de la population - Exploitation des rapports (PNUD, ONU, Banques mondiale)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriel : Renforcer les capacités institutionnelles de la Commune	- Taux de recouvrement - Taux de réalisation des microprojets communaux - Taux de réalisation du budget	- Exploitation des délibérés du conseil municipal - Examen des comptes administratifs - Enquête auprès des bénéficiaires	La volonté de la population et de l'exécutif municipal à mettre en œuvre le PDC	Niveau de réalisation des activités programmées
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1- Renforcer les capacités de la commune en ressources humaines qualifiées ; 2- Améliorer les moyens techniques et logistiques de la commune ; 3- Améliorer et sécuriser les recettes communales 4- Créer un cadre de concertation avec les organismes de développement	- Effectif et qualités des ressources humaines - Moyens techniques et logistiques de la commune ; - Nombre de sessions de formation organisées - Nombre de conventions signées	- Exploitation des délibérés du conseil municipal - Examen des comptes administratifs - Enquête auprès des bénéficiaires	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune -
Résultats attendus de la stratégie 1. Les capacités du personnel et des conseillers municipaux sont renforcées sur la gestion communale (financière, ressource humaine, patrimoine etc.); 2. Les recettes communales sont améliorées et sécurisées. 3. Le parc des infrastructures de la commune est amélioré 4. Un cadre de concertation est crée avec les organismes de développement et les communes riveraines	- Effectif et qualités des ressources humaines - Moyens techniques et logistiques de la commune ; - Nombre de sessions de formation organisées - Nombre de conventions signées	- Exploitation des Rapports d'activité - Exploitation des Comptes administratifs - Exploitation des Contrats et Conventions existants	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune -
Activités principales/ idées de projets :			Cadre estimatif des couts	
Recrutement du personnel communal qualifié conformément à l'organigramme ; 1.1 Organisation de 04 sessions de formation en direction du personnel et des conseillers municipaux sur la gestion communale			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	423 500 000

2.1 Création d'un cadre de concertation avec les contribuables 2.2 Amélioration de 50% des recettes communales 3.1 Sécurisation et extension du patrimoine communal (hôtel de ville, auberge municipale, infrastructures marchands, matériel roulant, engins pour travaux) 4.1 Signature de X conventions avec les partenaires au développement et les communes riveraines	Total Fonctionnement	126 500 000
	Imprévus	15 000 000
	Total estimatif	550 000 000

PROBLEME 2: Faible capacité de gestion des administrations publiques

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Réduire les écarts entre riches et pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	- Incidence et profondeur de la pauvreté (%); - Qualité de la gouvernance;	- Enquêtes auprès de la population (ECAM) - Exploitation des rapports (PNUD, ONU, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriel : Renforcer les capacités de gestion de l'administration publique	- Au moins 80% des usagers satisfaits des prestations des services publics	Enquêtes auprès de la population	Les autorités administratives et l'exécutif municipal collaborent effectivement	Nombre de réunion de concertation
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1- Renforcer les capacités en ressources humaines qualifiées ; 2- Améliorer les moyens techniques et logistiques des services déconcentrés 3- Redynamiser les comités de vigilances	- Effectif et qualités des ressources humaines - Moyens techniques et logistiques de la commune ; - Nombre de comité de vigilance mis en place	Exploitation du fichier du personnel administratif Enquêtes auprès des responsables Enquête auprès de la population	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune -
Résultats attendus de la stratégie : 1- Les effectifs en personnel qualifié sont accrus ; 2- Les capacités du personnel sont renforcées 3- Les comités de vigilances sont redynamisés	- Effectif et qualités des ressources humaines - Moyens techniques et logistiques de la commune ; - Nombre de comité de vigilance mis en place	Exploitation du fichier du personnel administratif Enquêtes auprès des responsables Enquête auprès de la population	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune -
Activités principales/ idées de projets :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Affectation du personnel qualifié conformément à l'organigramme ; dans les services déconcentrés de la place Dotation du nouvel matériel logistique dans les services déconcentrés Construction d'une résidence pour la sous-préfecture Construction des hangars du village belokoubou, mopouo, kongo Création d'un cadre de concertation avec l'exécutif communal et les services déconcentrés; Réorganisation des comités de vigilances dans les villages			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	61 600 000
			Total Fonctionnement	18 400 000
			Imprévus	11 000 000
			Total estimatif	80 000 000

SECTEUR 14: Affaires sociales

PROBLEME : Faible accès des populations aux services d'assistance sociale

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	% personne bénéficiant d'une prévention, protection, et d'une justice sociale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriel : Améliorer l'accès des couches vulnérables et personnes défavorisées aux services d'assistance sociale	Nombre de personnes ayant accès aux services d'assistance sociale	Exploitation des Rapports du MINAS	Les responsables du MINAS et l'exécutif municipal collaborent effectivement	Nombre de réunion de concertation
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Améliorer l'assistance des couches vulnérables et personnes défavorisées par les services d'assistance sociale 2. Améliorer l'assistance des populations pygmées Baka	Nombre de personnes socialement vulnérable ayant accès à l'assistance sociale Nombre de population pygmées Baka ayant accès à l'assistance social	Exploitation Rapports sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement Exploitation Souches des actes de naissance et registre disponibles	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Résultats attendus de la stratégie 1. La couverture des couches vulnérables et personnes défavorisées par les services d'assistance sociale est améliorées 2. La prise en charge des populations Baka est améliorée	Nombre de personnes socialement vulnérable ayant accès à l'assistance sociale Nombre de population pygmées Baka ayant accès à l'assistance social	Exploitation Rapports sectoriels	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1- Elaboration d'un fichier des personnes socialement vulnérable ; 1.2- Organisation d'au moins 04 campagnes de sensibilisations des personnes socialement vulnérable sur les procédures d'accès à l'assistance sociale ; 1.3- Acquisition des appareillages pour soutien aux handicapés (45 paires de lunettes, 15 prothèses auditives, 25 chaussures orthopédiques ,70 cannes anglaises, 10 cannes blanches, 12 fauteuils roulants,) ; 1.4- Etablissement de 500 actes de naissance et de 100 cartes nationales d'invalidités 1.5- Construction et équipement d'un centre social à GARI-GOMBO ; 1.6- Acquisition d'une moto tout terrain au centre social 1.7- Organisation de 02 campagnes d'information des parents sur l'utilisation et l'importance des cartes d'invalidités 2.1 Organisation d'une campagne de sensibilisation des Baka sur la notion de citoyenneté 2.2 Accompagnement de la population Baka a la scolarisation			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	130 900 000
			Total Fonctionnement	39 100 000
			Imprévus	5 000 000
			Total estimatif	175 000 000

SECTEUR 15: Promotion de la Femme et de famille

PROBLEME : Difficulté d'épanouissement de la femme et de la famille

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	% famille bénéficiant d'une prévention, protection, et d'une justice sociale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriel : Améliorer l'épanouissement de la femme et de la famille	- Niveau de participation de la femme dans la prise de décision au niveau local	Exploitation des rapports du MINPROFF	Les responsables du MINPROFF et l'exécutif municipal collaborent	Nombre de réunion de concertation
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1- Améliorer la scolarisation de la jeune fille ; 2- Accroître d'au moins 30% le taux de représentativité de la femme dans les instances politiques et du développement ; 3- Renforcer les capacités de la femme sur ses droits et ceux de la famille	- Taux de scolarisation de la jeune fille - Taux de représentativité des femmes dans les instances politiques et du développement - Nombre de femmes formés sur leurs droits	Rapports sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement Exploitation des listes de présence du conseil municipal	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Résultats attendus de la stratégie 1- Le taux de scolarisation de la jeune fille est amélioré d'au moins 30% ; 2- Le taux de représentativité de la femme dans les instances politiques et du développement est accru d'au moins 35% ; 3- Au moins 3000 femmes sont informées et sensibilisées sur leurs droits et ceux de la famille	- Taux de scolarisation de la jeune fille - Taux de représentativité des femmes dans les instances politiques et du développement - Nombre de femmes formées sur leurs droits	Rapports sectoriels Evaluation des programmes/projets de développement Exploitation des listes de présence du conseil municipal	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Organisation d'une campagne par an d'information et sensibilisation des parents, sur l'importance de l'éducation de la jeune fille ; 1.2 Appui à la scolarisation des filles (300 bourses scolaires et universitaires) ; 2.1 Organisation de 02 séances de Formation et de coaching de 75 femmes leaders pour la participation à la vie politique et au développement de la commune 2.2 Organisation de 06 campagnes de sensibilisation sur les droits et devoirs de la femme et de la famille 3.1- Organisation de 02 campagnes par an de lutte contre les violences basées sur le genre 3.2- Construction et équipement d'un CPF à Gari-Gombo 3.3- Création, Construction, équipement d'une délégation. D'Arrondissement. du MINPROFF à Gari-Gombo 3.4- Appui à la célébration d'au moins 50 mariages collectifs par an 3.5- Appui à la légalisation de 20 Associations. Féminines par an 3.6- Appui à 20 microprojets en faveur des femmes par an			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	184 000 000
			Total Fonctionnement	55 200 000
			Imprévus	10 000 000
			Total estimatif	250 000 000

SECTEUR 16: Commerce

PROBLEME : Difficulté de commercialisation des produits agricoles et non agricoles

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part des exportations dans le PIB	Statistiques agricole du Cameroun (AGRISTAT) Exploitation des rapports du MINCOMERCE	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriel : Faciliter la commercialisation des produits agricoles et non agricoles	- Nombre d'infrastructures et d'équipements marchands construits,	Rapports techniques	Les agriculteurs organisés en groupement ou en filière	Nombre d'Associations fonctionnelles
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Améliorer le niveau des équipements et des infrastructures marchandes 2. Organiser le fonctionnement des commerçants	- Nombre d'infrastructures et d'équipements marchands construits, - Nombre de campagnes organisées	Exploitation des comptes administratifs de la Commune Exploitation des Rapports techniques	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Résultats attendus de la stratégie : 1. Le niveau des équipements et des infrastructures marchandes sont améliorés 2. Le fonctionnement des marchés est organisé	- Nombre et type d'infrastructures marchandes construites - Nombre de campagnes organisées	Exploitation des comptes administratifs de la Commune Exploitation des Rapports techniques	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.3.Construction des marchés de GARI-GOMBO, et GRIBI ; 1.4.Construction de 04 magasins de stockage (NGOUNDI I, SANGHA, GARI-GOMBO ET GRIBI) 1.5 Construction des infrastructures communautaire de production ; GGBO (boucherie, abattoir, chambre froide) GRIBI (aire d'abattage) 2.1 Réorganisation des marchés périodiques GARI-GOMBO et GRIBI 2.2 Organisation de 02 campagnes de vulgarisation des textes régissant l'activité commerciale.			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	223 000 000
			Total Fonctionnement	66 700 000
			Imprévus	10 000 000
			Total estimatif	300 000 000

SECTEUR 17: Postes et télécommunication

PROBLEME : Difficulté d'accès aux moyens de télécommunication moderne

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures de communication énergétique et de télécommunication	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriel : 1. Améliorer l'accès des populations aux moyens de télécommunication moderne	- Nombres de personnes ayant accès aux TIC et formées	Exploitation des Rapports des sectoriels	La commune met en œuvre la PCD	Niveau de réalisation du PCD
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Acquérir les moyens pour un accès facilité au TIC	Nombres de personnes ayant accès aux TIC et formées	Exploitation Rapports sectoriels	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Résultats attendus de la stratégie : 1. Les moyens facilitant l'accès au TIC sont acquis et opérationnels	Nombres de personnes ayant accès aux TIC et formées	Exploitation des Rapports des sectoriels	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Construction et équipement d'un Télé centre communautaire à GARI-GOMBO; 1.2. Extension des réseaux téléphoniques dans l'espace communal de gari-gombo			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	269 500 000
			Total Fonctionnement	80 500 000
			Imprévus	10 000 000
			Total estimatif	360 000 000

SECTEUR 18: Communication

PROBLEME : Difficulté d'accès aux moyens de communication modernes

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Développer les infrastructures de communication énergétique et de télécommunication	% de la population ayant accès à l'information	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriels stratégiques : Faciliter l'accès des populations à l'information	Nombre de populations ayant accès à l'information	Rapports sectoriels Evaluation	La commune met en œuvre la PCD	Niveau de réalisation du PCD
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Améliorer la couverture d'au moins 50% des villages par la radio communale et la CRTV	Nombre de villages couverts par la radio	Exploitation des rapports d'évaluation-	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Résultats attendus de la stratégie : 1. Couverture d'au moins 50% des villages par la radio communale et la CRTV	Nombre de villages couverts par la radio	Exploitation des rapports sectoriels	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Création d'une radio communautaire à gari-gombo; 1.2. Création et équipement d'un centre de rediffusion CRTV à Gari-Gombo 1.3. Recrutement du personnel qualifié a la radio communautaire de GARI-GOMBO			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	130 900 000
			Total Fonctionnement	39 100 000
			Imprévus	2 000 000
			Total estimatif	172 000 000

SECTEUR 19: Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

PROBLEME : Faible développement du secteur de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	- Part des exportations dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriels stratégiques : Développer le secteur des petites et moyennes entreprises	- Nombre d'initiatives mises sur pieds et financées - Nombre de promoteurs informés et formés sur les procédures et formalités de création et de gestion d'entreprises	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	La commune met en œuvre la PCD	Niveau de réalisation du PCD
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Renforcer les capacités entrepreneuriales d'au moins 20 promoteurs (dont 50% de femmes) 2. Faciliter l'accès de 30 promoteurs formés au financement	- Nombre d'initiatives mises sur pieds et financées - Nombre de promoteurs informés et formés sur les procédures et formalités de création et de gestion d'entreprises	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Résultats attendus de la stratégie : 1. Au moins 20 promoteurs formés 2. Au moins 20 initiatives de promotion des PME par les jeunes appuyés	- Nombre d'initiatives mises sur pieds et financées - Nombre de promoteurs informés et formés sur les procédures et formalités de création et de gestion d'entreprises	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Organisation de 02 ateliers de formation des jeunes promoteurs sur le processus de création et de gestion d'entreprises 1.2. Organisation de 02 carrefours métiers dans la commune de gari-gombo; 1.3. Organisation d'au moins 02 campagnes de promotion de l'artisanat en milieu jeune 1.4. Elaboration de la cartographie des structures de l'Economie. Social des PME et artisans 1.5. Organisation d'au moins deux campagnes de vulgarisation des programmes du MINPMEESA 1.6. Créer une vitrine artisanale dans l'arrondissement de Gari-Gombo 2.1. Appui des Associations., GIC, Union GIC, Fédération au montage des projets et recherches des financements			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	92 400 000
			Total Fonctionnement	27 600 000
			Imprévus	5 000 000
			Total estimatif	127 000 000

SECTEUR 20: Tourisme

PROBLEME : faible développement des activités touristiques

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part des exportations dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriels stratégiques : Rendre attractif la commune sur le plan touristique	Nombre de touristes qui visitent la commune	Exploitation des Rapports sectoriels	Les populations et la Commune sont hospitalières et accueillantes	Nombre de réunions de concertation
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Aménager les sites touristiques 2. Réhabiliter les voies d'accès aux sites 3. Construire des structures d'accueils 4. Vulgariser le potentiel touristique communal	- Nombre et type de produits touristique développés - Linéaires des voies réhabilitées - Nombre de structures construites - Fichier du répertoire touristique communal	Exploitation des Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Résultats attendus de la stratégie : 1. Les sites touristiques sont aménagés 2. Les voies d'accès aux sites sont réhabilitées 3. Les structures d'accueils sont construites 4. le potentiel touristique communal est vulgarisé	- Nombre et type de produits touristique développés - Linéaires des voies réhabilitées - Nombre de structures construites - Nombre de campagne de promotions organisées	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Aménagement des sites touristiques (grottes de Kongo, de Kpokilita, les campements pygmées de Mentsoka, et Ndeng SFIL, Gari-Gombo Collines de Paya II 2.1 Réhabilitation des voies d'accès aux différents sites touristiques 3.1 Construction d'une auberge municipale et Restaurant-Bar à GGBO 4.1 Réalisation et diffusion d'une carte de visite de la commune (documentaire audio-visuel, cartes postales et dépliants)			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	115 500 000
			Total Fonctionnement	34 500 000
			Imprévus	5 000 000
			Total estimatif	155 000 000

SECTEUR 21: Emploi et formation professionnelle

PROBLEME : Difficulté d'accès à la formation professionnelle

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Augmenter l'offre et la qualité de la formation professionnelle dans le système éducatif	- Taux d'affluence par sexe des jeunes issus de l'enseignement primaire secondaire, du supérieur et des autres actifs dans la formation professionnelle (50% au moins) - Taux d'insertion de tous les formés (90%)	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriels stratégiques : Faciliter la formation professionnelle des jeunes	- Nombre de jeunes ayant accès à la formation professionnelle	Rapport sectoriels Exploitation des rapports du Fond National de l'Emploi	Refus des jeunes et de la population de s'approprier des actions promues	Nombre de jeunes intéressés
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Susciter l'intérêt des jeunes et des parents pour la formation professionnelle 2. Construire les infrastructures de formation professionnelles	- Nombre des jeunes inscrits dans les structures de formation professionnelles (SAR/SM, Ecoles Familiale Agricoles) - Nombre d'infrastructures et d'équipements mis en place	Rapport sectoriels Exploitation des rapports du Fond National de l'Emploi	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Résultats attendus de la stratégie : 1. l'intérêt des jeunes et des parents pour la formation professionnelle est accru ; 2. Les infrastructures de formation professionnelles sont construites	- Nombre des jeunes inscrits dans les structures de formation professionnelles (SAR/SM, CFAR, EFA) ; - Nombre d'infrastructures et d'équipements mis en place	Rapport sectoriels Exploitation des rapports du Fond National de l'Emploi	La Commune et ses partenaires disposent suffisamment des ressources financières	Budget prévisionnel de la Commune
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Organisation de 04 campagnes d'Information et sensibilisation des populations sur les filières et les débouchés des formations professionnelles 1.2. Appui à l'installation d'au moins 10 jeunes formés par an 1.3. Organisation de 02 campagnes de vulgarisation des programmes du MINEFOP 2.1. Construction et équipement d'une SAR/SM à GARI-GOMBO			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	85 470 000
			Total Fonctionnement	25 530 000
			Imprévus	4 000 000
			Total estimatif	105 000 000

SECTEUR 22: Travail et sécurité sociale

PROBLEME : Faible accès des travailleurs à la sécurité sociale

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs stratégiques : Favoriser accès des travailleurs à la sécurité sociale	- Nombre de travailleurs assurés	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	Refus des employeurs et de la population de s'approprier le processus	Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS-
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Accroître d'au moins 60% le nombre de travailleurs couvert par la sécurité sociale	- taux d'accroissement des travailleurs couvert par la sécurité sociale	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	L'esprit communautaire est renforcé	Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS
Résultats attendus de la stratégie : 1. Au moins 60 % de travailleurs sont couverts par la sécurité sociale	- Nombre d'employés assurés ou taux d'accroissement des travailleurs couvert par la sécurité sociale	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1- Organisation de 04 campagnes de sensibilisation des employés sur la réglementation en matière de travail et de sécurité sociale ; 1.2- Organisation de deux sessions de Formation des promoteurs d'emploi et des syndicats en réglementation du travail et de la sécurité sociale 1.3- Organisation d'une session de formation sur l'importance des syndicats			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	11 550 000
			Total Fonctionnement	3 450 000
			Imprévus	2 000 000
			Total estimatif	17 000 000

SECTEUR 23: Culture

PROBLEME : Difficulté de valorisation du potentiel culturel

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	- Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriels stratégiques : Valoriser le potentiel culturel	- Nombre d'initiatives culturelles mises sur pieds et/ou appuyées	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	L'esprit communautaire est renforcé -	Nombre de foires culturelles organisées
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Promouvoir les initiatives culturelles 2. Construire les infrastructures socioculturelles 3. Organiser les groupes culturels	- Nombre d'initiatives renforcées - Nombre et type d'infrastructures mises en place	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	L'esprit communautaire est renforcé -	Nombre de foires culturelles organisées
Résultats attendus de la stratégie : 1. Les activités culturelles sont développées 2. Les infrastructures socioculturelles sont construites 3. Les groupes culturels sont organisés	- Nombre d'initiatives renforcées - Nombre et type d'infrastructures mises en place	Rapports techniques Evaluation des programmes/projets de développement	-	-
Activités principales/ idées de projets :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Organisation d'une session de formation d'au moins 5 acteurs culturels sur les opportunités de développement des activités culturelles ; 1.2. Sponsoring et octroi des prix aux meilleurs promoteurs culturels ; 1.3. Etablissement des relations culturelles dans le cadre de la coopération décentralisée (jumelage, projets culturels) ; 1.4. Organisation de 01 foire culturelle par an ; 2.1 Création d'une bibliothèque municipale à GGBO ; 2.2 Création de deux foyers culturels à GGBO et à Gribi ; 2.3 Construction d'une vitrine culturelle à Gari-Gombo 3.1 Recensement du patrimoine culturel de la Commune (Danses, instrument de musique, organisations culturelles etc.) ; 3.2 Organisation et structuration d'au moins 5 organisations culturelles ; 3.3 Appui d'au moins 5 organisations culturelles.			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	82 775 000
			Total Fonctionnement	24 725 000
			Imprévus	5 000 000
			Total estimatif	112 500 000

SECTEUR 24: Agriculture

PROBLEME : Faible production agricole

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricole	Part de la production agricole dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriels stratégiques : Accroître d'au moins de 50% le niveau de production agricole dans les filières (manioc, maïs, plantain, cacao)	- Taux d'accroissement de la production et rendement agricole par filière,	- Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Taux d'organisation des producteurs
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1- Améliorer l'encadrement technique d'au moins 50 groupes de producteurs, 2- Faciliter l'accès des producteurs aux outillages agricoles, semences améliorées et intrants agricoles (financement) 3- Améliorer la transformation, le stockage et la commercialisation des produits agricoles	- Nombre de producteurs bénéficiant d'un encadrement approprié - Nombre de producteurs ayant eu accès aux intrants et équipement agricoles améliorés - Nombre et types d'infrastructures transformation, le stockage et la commercialisation disponibles ou mis à la disposition des producteurs	- Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement	L'esprit communautaire est renforcé	Taux d'organisation des producteurs-
Résultats attendus de la stratégie : 1. Les capacités techniques et organisationnelles d'au moins 50 groupes de producteurs (dont 50% membres femmes) par filières sont renforcées dans la production améliorée, la transformation et la commercialisation ; 2. Au moins 50 groupes de producteurs ont bénéficié d'un appui financier et intrants agricoles pour le développement de leurs activités 3. les capacités en infrastructures de transformation, de stockage et la commercialisation des produits agricoles sont améliorées ;	- Nombre de producteurs bénéficiant d'un encadrement approprié - Nombre de producteurs ayant eu accès aux intrants et équipement agricoles améliorés - Nombre et types d'infrastructures transformation, le stockage et la commercialisation disponibles ou mis à la disposition des producteurs	- Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement	L'esprit communautaire est renforcé	-

Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)	Cadre estimatif des coûts	
<p>1.1. Construction et équipement d'un CEAC à GARI-GOMBO</p> <p>1.2. Affectation de X encadreurs dans les structures agricoles : Poste agricole de GARI-GOMBO (03) et Poste agricole de KELEMBA (02), Délégation D'Arrondissement. (02)</p> <p>1.3. Organisation de deux sessions de formation en techniques culturales dans les filières Mais, Manioc, palmier à huile, cacao café et bananier plantain en faveur de 50 OP</p> <p>2.1. Construction de 40 aires de séchages (tous les villages)</p> <p>2.2. Construction de la DAADER de gari-gombo</p> <p>3.1. Appui en capital à au moins 17 groupes de producteurs ;</p> <p>3.2. Mise en place de 04 pépinières agricoles pour la production du matériel végétal amélioré : (cacao : Mbiali, café : Mboutoundou, palmier à huile : Gribi, bananier : gari-gombo)</p> <p>3.3. Mise en place de 04 champs semenciers de maïs (02), manioc(02) par poste agricole</p> <p>3.4. Mise en place de 03 Champs école dans les filières ; bananier plantain, manioc et arachide dans les campements pygmée de Mentsoka, Ndeng SFIL et Lom</p> <p>3.5. Construction et équipement d'une Maison de planteur à gari-gombo</p> <p>3.6. Construction de 04 magasins de produits vivriers au niveau de chaque aire de séchage (Mboutoundou, GGBO, Gribi et Payal)</p> <p>3.7. Dotation de la commune de tracteurs</p> <p>3.8. Organisation, Structuration et redynamisation des OP</p>	Libellés	Montants (FCFA)
	Total investissement	346 500 000
	Total Fonctionnement	103 500 000
	Imprévus	10 000 000
	Total estimatif	460 000 000

SECTEUR 25 : Elevage, pêche et industries animales

PROBLEME : Faible production animale et halieutique

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales et halieutiques	- Part de la production animale dans le PIB - Part de la production halieutique dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriels stratégiques : Accroître la production animale et halieutique	- Quantité et qualité des productions animales et halieutiques	- Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Taux d'organisation des producteurs
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Améliorer l'encadrement de plus 30 groupes d'éleveurs en techniques améliorées de production animale et piscicole 2. Construire les infrastructures modernes de production animale 3. Améliorer la production des ressources halieutiques	- Nombre de groupes d'éleveurs encadrés de façon adéquat - Nombres d'infrastructures de production construites - Quantité de ressources halieutiques produites	- Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement	L'esprit communautaire est renforcé	Taux d'organisation des producteurs -
Résultats attendus de la stratégie : 1. Les capacités organisationnelles et techniques d'au moins 30 groupes des éleveurs (50% femmes) par filières sont renforcées 2. Les infrastructures modernes de production sont construites 3. La production des ressources halieutiques a accrue	- Nombre de groupes d'éleveurs encadrés de façon adéquat - Nombres d'infrastructures de production construites - Quantité de ressources halieutiques produites	- Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement	L'esprit communautaire est renforcé	Taux d'organisation des producteurs
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1- Organisation de 03 sessions de formation en techniques améliorées de production animale et halieutique de 30 groupes d'éleveurs : 10 groupes en élevage : Ngoko, Kpolita (03 groupes), Gari-Gombo-Diffolo 04 groupes, Kelemba-Garissingo 03groupes-20groupes en pisciculture, Ngoko-Kpolita 06-Gari-Diffolo, Kelemba –Garissingo 08 1.2- Instauration d'une journée d'élevage (FIN novembre) 1.3- Appui en petits matériels et produits vétérinaires au bénéfice d'au moins 50 groupes d'éleveurs et pisciculteurs (50% femmes) 2.1 Construction et équipement de la délégation d'arrondissement du MINEPIA de Gari-gombo			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	130 900 000
			Total Fonctionnement	41 400 000
			Imprévus	10 000 000
			Total estimatif	180 000 000

<p>2.2 Construction d'un parc vaccinogène, un abattoir à gari-gombo et deux aires d'abattage à Ndeng-Sfil et Gribi</p> <p>2.3 Acquisition des vaccins et produits vétérinaires</p> <p>2.4 Organisation d'une campagne annuelle de vaccination</p> <p>3.1 Construction d'un centre d'alevinage et de pêche a paya I</p>		
--	--	--

SECTEUR 26: Forêt et faune

PROBLEME : Dégradation du potentiel faunique et floristique

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Assurer une gestion durable des ressources naturelles	- Part de la production forestière dans le PIB - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Enquête INS, ECAM	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriels stratégiques : Améliorer la gestion du potentiel faunique et floristique	- Initiatives de gestion durables mis en place	Rapport des services techniques -	Nombre d'inventaire faunique et floristique-	Taux de gestion des ressources naturelles
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Réduire l'exploitation illégale des produits issus de la forêt (bois, produits forestiers non ligneux etc....) ;	- Diminution de la pression sur les espèces fauniques et forestières - Baisse taux d'exploitation illégale des produits issus de la forêt	Rapport des services techniques	Prise en compte des mesures environnementales dans la réalisation des projets-	Taux de gestion des ressources naturelles-
Résultats attendus de la stratégie : 1. Le taux d'exploitation illégale des produits issus de la forêt a baissé de manière significative ;	- Diminution de la pression sur les espèces fauniques et forestières - Baisse taux d'exploitation illégale des produits issus de la forêt	Rapport des services techniques	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1- Organisation d'une session de formation des Comités Paysans Forêt, et des OSC(organisation de la société civile) en matière de réglementation forestières ; 1.2- Organisation d'une session de formation à la gestion d'une forêt communautaire 1.3- Actualisation du plan d'aménagement de la forêt communale; 1.4- Renforcement du poste forestier de GARI-GOMBO en personnel (08), en équipements (02 GPS); 1.5- Création d'une forêt communautaire dans le secteur Kako-Yanguéré 1.6- Redynamisation de la pépinière communale 1.7- Reboisement d'au moins 1hectare par an dans les différents villages 1.8- Organisation de deux campagnes de Sensibilisation par an des populations sur la réglementation faunique 1.9- Création d'unités d'élevage des aulacodes, escargots et de culture des champignons comestibles à GGBO			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	107 340 000
			Total Fonctionnement	33 810 000
			Imprévus	5 000 000
			Total estimatif	147 000 000

SECTEUR 27: Environnement et protection de la nature

PROBLEME : Dégradation du cadre de vie des populations

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Améliorer la qualité de l'environnement	Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	Rapport techniques	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriels stratégiques : Améliorer le cadre de vie des populations	- Qualité du cadre de vie	Rapport techniques Evaluation des programmes/projets de développement	Nombre de campagne d'hygiène et salubrité	Taux de réduction des impacts socio environnementaux négative
Objectifs spécifiques de la stratégie : 1. Améliorer l'assainissement dans la commune et les communautés	- Qualité de cadre de vie	Exploitation des Rapport techniques	Prise en compte des mesures environnementales dans la réalisation des projets-	Taux de réduction des impacts socio environnementaux négative
Résultats attendus de la stratégie : 1. Au moins le 1/2 de la population de GARI-gombo vit dans un environnement salubre et assaini	Taux de la population vivant dans un environnement salubre et assaini	Rapport techniques	-	-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu)			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Organisation d'au moins deux campagnes d'Information et de sensibilisation de la population sur l'hygiène, la salubrité et l'assainissement ; 1.2. Organisation de deux sessions de formation des populations sur les techniques d'assainissement liquide amélioré (construction des latrine à double fosse, latrine connecté aux bio-digesteurs...) ; 1.3. Confection et pose de 100 bacs à ordures dans les lieux publics (établissements scolaires, services publics) ; 1.4. Organisation des campagnes d'investissement humain 1.5. Organisation d'une campagne de vulgarisation des foyers améliorés 1.6. Distribution d'une vingtaine de foyers améliorés 1.7. Création de deux décharges publiques agréées à gari-gombo et Ndeng-sfil 1.8. Organisation d'une session d'IEC sur les études d'impact et les audits			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	102 410 000
			Total Fonctionnement	30 500 000
			Imprévus	3 000 000
			Total estimatif	136 000 000

SECTEUR 28 : Recherche scientifique et innovation

PROBLEME : Difficulté d'accès aux produits de la recherche scientifique et innovation technologiques

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de Vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) : Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services	- Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Nombre d'entreprises innovantes créé - % des femmes développées en femmes et technologies innovantes - Taux d'amélioration de la productivité.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le Cameroun dispose d'un cadre macroéconomique et sociopolitique stable	Niveau d'inflation Taux de croissance
Objectifs sectoriels spécifiques de la stratégie : 1. Faciliter l'accès aux produits de la recherche scientifique et innovation technologiques	- Nombre des produits de la recherche vulgarisés	Exploitation des Rapport techniques	Mettre en place des facilités d'accès aux résultats	Nombre de campagnes de vulgarisation
Résultats attendus de la stratégie : 1. L'accès aux produits de la recherche scientifique et innovation technologiques est amélioré	- Nombre des produits de la recherche vulgarisés	Exploitation des Rapport techniques		Nombre de campagnes de vulgarisation-
Activités principales/ idées de projets (pour chaque résultat attendu) :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Intensification des activités de vulgarisation et de recherche-développement ; 1.2. Organisation des journées portes ouvertes sur la recherche et les innovations technologiques au niveau communal			Libellés	Montants (FCFA)
			Total investissement	34 650 000
			Total Fonctionnement	10 350 000
			Total estimatif	45 000 000

5.3. Coût estimatif du PCD

N°	Secteurs	Coût estimatif
01	Education de base	1 033 200 000
02	Santé publique	550 000 000
03	Enseignements secondaires	492 000 000
04	Eau et énergie	968 115 000
05	Agriculture	460 000 000
06	Élevage et pêche	180 000 000
07	Commerce	300 000 000
08	Transport	160 000 000
08	Travaux publics	209 000 000
10	Poste et télécommunication	360 000 000
11	Environnement et protection de la nature	136 000 000
12	Emploi et formation professionnel	105 000 000
13	Sport et éducation physique	109 000 000
14	Affaires sociales	175 000 000
15	Promotion de la femme et famille	250 000 000
16	Administration territoriale décentralisation et maintien de l'ordre	630 000 000
17	Tourisme	155 000 000
18	PMEESA	127 000 000
19	Culture	112 500 000
20	Communication	172 000 000
21	Travail et sécurité social	17 000 000
22	Enseignements supérieurs	45 500 000
23	jeunesse	278 000 000
24	Forêt et faune	147 000 000
25	Développement urbain et habitat	178 000 000
26	Domaines et affaires foncières	105 000 000
27	Recherche scientifique et innovation	45 000 000
28	Mine et développement technologiques	635 000 000
TOTAL		8.134.315.000

5.4. Plan D'utilisation Et De Gestion Durable Des Terres De L'espace Communal

Tableau 8: Matrice d'utilisation des unités de paysage

Unités de paysage	localisation	Utilisation / utilisateurs	Contrôleurs	Mode d'accès	Problèmes/contraintes	Action à entreprendre
Zone minières	Rivière et les marécages	Les jeunes	Libres	Non réglementée	Faible production d'or	Réglementation et organisation des orpailleurs
		Population autochtone	Mairie, autorité administrative	Réglementée	Exploitation anarchique des carrières d'une manière occasionnelle	Organisation de l'exploitation des carrières de sable
Zone des Marécages	Tout autour des zones d'habitations	Pisciculture extensive, lessive, eau a usage domestique	Famille	Réglementée	Envasement et pollution	Réglementer l'utilisation
Terres cultivables	Tout autour des villages	Familles	Famille	Non réglementée	Mauvaise technique d'exploitation	Sensibilisation et formation des actifs agricoles
Forêt	Tout autour des villages après les terres cultivables	Nutrition	Libre	Non réglementé	Rareté des espèces prisée (champignon et Gnetum)	Réglementer le prélèvement, former à la domestication
		Bois de chauffe et bois d'œuvre	Autorité administrative	Faiblement réglementé	Rareté des espèces	Réglementer les prélèvements
		Toitures, lits, et autres meubles	Libre	Famille	Rareté et éloignement	Réglementer les prélèvements

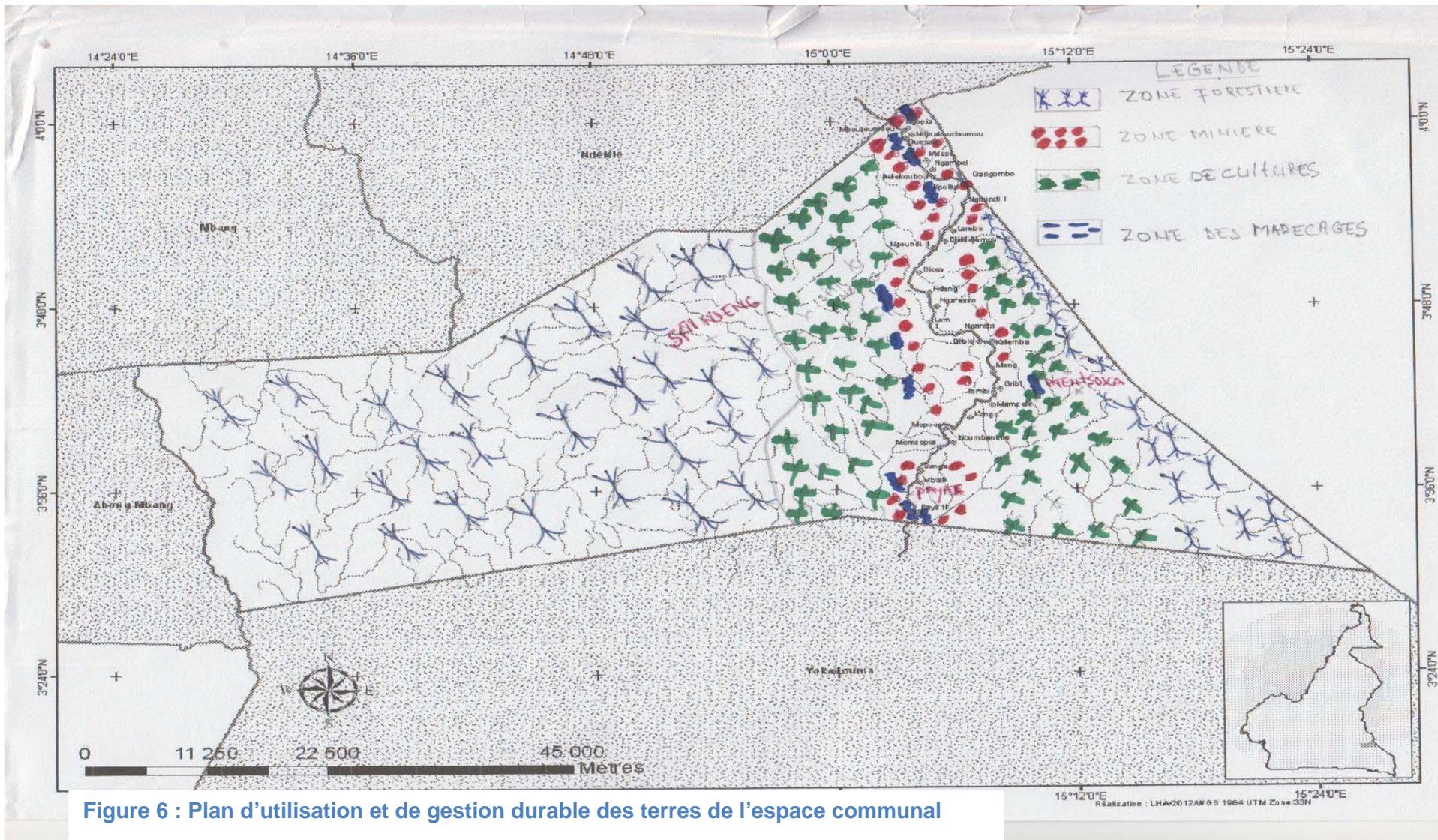


Figure 6 : Plan d'utilisation et de gestion durable des terres de l'espace communal

6. PROGRAMMATION

6.1. Cadres de Dépenses à Moyen terme (CDMT) de la commune de GARIGOMBO

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations
				2012	2013	2014	
Santé	Construction d'un bloc opératoire au CMA de Gari-gombo	Un bloc opératoire construit	25 000 000		X		CMA GARI-GOMBO
	Acquisition d'un groupe électrogène 6KVA au CMA de Gari-gombo	Nombre de groupe électrogène 6KVA acheté	3 500 000		X		CMA GARI-GOMBO
	Acquisition d'un groupe électrogène 4KVA au CSI de Gribi	Nombre de groupe électrogène 4KVA acheté	2 500 000		X		CSI de GRIBI
Energie et eau	Construction d'un forage à motricité humaine à MANG	Nombre de forage construit	8 000 000	X			MANG
	Construction d'un forage à motricité humaine à Gribi	Nombre de forage construit	8 000 000	X			GRIBI
	Réhabilitation du réseau électrique	métré du réseau réhabilité	39 000 000	X			GARI-GOMBO
	Achat d'un transformateur à GARIGOMBO	PV de réception	10 000 000	X			GARIGOMBO
	Aménagement de 02 sources à GARIGOMBO	Nombre de sources aménagées	4 500 000	X			GARIGOMBO
	Extension du réseau électrique de 06 KM	Métré du réseau électrique étendu	17 000 000			X	KPOLITA (2km) Ngoundi 1(04 km)
	Achat transformateur	PV réception du transformateur	10 000 000		X		Espace urbain gari-gombo
	Réhabilitation de 15 forages (pkolita 01,mang 01,paya 01,kongo01,gribi 01,gari-gombo 06 ,lom 01 ,paya 01 ,mbiali 01	15 forages réhabilités	7 500 000		X		pkolita 01,mang 01,paya 01,kongo01,gribi 01,gari-gombo 06 ,lom 01 ,paya 01 ,mbiali 01
	Construction d'un forage	Un forage construit	8 000 000		X		Monzopia
	Construction d'un forage	Un forage construit	8 000 000		X		Gbandia
	Construction d'un forage	Nombre de forage construit	8 000 000			X	Noumbakoe
	Construction d'un puits a P M H	Nombre de puits fonctionnels	5 000 000	X			sangha

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations
				2012	2013	2014	
	Construction d'un puits a P M H	Nombre de puits fonctionnels	5 000 000	X			mopouo
	Construction d'un puits a P M H	Nombre de puits fonctionnels	5 000 000	X			tombi
	Construction d'un puits a P M H	Nombre de puits fonctionnels	5 000 000	X			mampele
	Construction d'un puits a P M H	Nombre de puits fonctionnels	5 000 000	X			ngoko
	Construction d'un puits a P M H	Nombre de puits fonctionnels	5 000 000	X			Gari-gombo
	Construction d'un puits a P M H	Nombre de puits fonctionnels	5 000 000	X			Ndeng-village
	Construction d'un puits a P M H	Nombre de puits fonctionnels	5 000 000	X			disso
Education de base	Réfection de la toiture de l'école maternelle de GARIGOMBO	Toiture réfectionnée	4 150 000	X			GARIGOMBO
	Construction de 01 bloc de 2 salles de de classe à l'EPP de GARIGOMBO groupe II	Nombre de salles construites	16 000 000	X			GARIGOMBO
	Equipement de l'école des parents de GBANDIA en table bancs	Nombre de table bancs	2 050 000	X			GBANDIA
	Equipement de l'école de METOGO en table bancs	Nombre de table bancs	2 050 000	X			METOGO
	Construction de 01 bloc de 02 salles de classe	Nombre de salles construites	16 000 000			X	EP groupe 2 gari-gombo
	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	Nombre de salles construites	16 000 000			X	EP mang
	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	Nombre de salles construites	16 000 000		X		EP gribi chefferie
	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	Nombre de salles construites	16 000 000			X	EP metogo
	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	Nombre de salles construites	16 000 000		X		Ecole maternelle de gari-gombo
	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	Nombre de salles construites	16 000 000			X	Ecole maternelle de sfil-ndeng
Construction d'un bloc de 02 salles de classe	Nombre de salles construites	16 000 000		X		Ecole maternelle de gribi	

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations
				2012	2013	2014	
	Fabrication de 600 tables banc	PV de réception des tables-banc	18 000 000		X		120 ecole publique grpe II ,60 ecole publique de metogo ,60 EPP gribi chef ,60 EPP monzopia
Enseignements secondaires	Construction du hangar au CETIC de GARIGOMBO	Hangar construit	3 000 000	X			CETIC de GARIGOMBO
	Acquisition d'un groupe électrogène au lycée de GARIGOMBO	groupe électrogène	2 500 000	X			lycée de GARIGOMBO
	Achat machine à bois fait tout au CETIC de GARIGOMBO	machine à bois	9 000 000	X			CETIC de GARIGOMBO
	Construction d'un bâtiment pour atelier	Un atelier construit	25 000 000		X		CETIC gari-gombo
	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	Nombre de salles construites	16 000 000			X	CETIC gari-gombo
	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	Nombre de salles construites	16 000 000		X		C ES de gribi
Travaux publics	Construction parc pour gros porteur	Un parc construit	5 000 000			X	Gari-gombo
	Achat matériels HIMO	Nombre de matériels acheté	2 000 000		X		Gari-gombo
Développement urbain et de l'habitat	Construction de 03 blocs latrine	03 blocs de latrines construits	9 000 000		X		GARIGOMBO
	Dotation de 10 presses pour brique	Nombre de presse	1 500 000			X	GARIGOMBO
	Construction auberge municipale	Auberge construite	22 671 019	X			Gari-gombo
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Construction du logement du veilleur à la sous-préfecture de GARIGOMBO	Logement construit	2 000 000	X			GARIGOMBO
	Construction d'une tribune pour cérémonie officielle à GARIGOMBO	Tribune construite	8 000 000	X			GARIGOMBO
	Construction recette municipale première partie	Recette municipale construite	10 000 000	X			GARIGOMBO

Secteur	Activités Principales/Projets	Indicateurs	Ressources financières (FCFA)	Périodes			Localisations
				2012	2013	2014	
	Construction d'une case de passage	Case construite	9 579 000	X			GARIGOMBO
Commerce	Construction d'un marché	Marché construit	20 000 000				GARI-GOMBO
	Construction d'un magasin de stockage	PV de réception	10 000 000		X		Gari-gombo
	Construction d'un abattoir	PV de réception	5 000 000			X	Gari-gombo
	Construction d'un magasin de stockage	PV de réception	10 000 000		X		gribi
	Construction d'un magasin de stockage	PV de réception	10 000 000			X	boutoundou
	Construction d'un magasin de stockage	PV de réception	10 000 000			X	sangha
Communication	Achat émetteur ELENOS 500 W	PV de réception	4 995 000	X			GARIGOMBO
	Achat pièces accessoires	PV de réception	4 900 000	X			GARIGOMBO
	Achat ordinateur complet, enregistreur, antenne parabolique	PV de réception	4 105 000	X			GARIGOMBO
Agriculture	Création d'une palmeraie de 15 ha à GARIGOMBO	palmeraie	10 000 000	X			GARIGOMBO
	Equipement du poste agricole de GARIGOMBO	Poste agricole équipé	1 000 000	X			GARIGOMBO
	Equipement du poste agricole de KELEMBA	Poste agricole équipé	1 000 000	X			Kelemba
	Réhabilitation de la maison du planteur de GARIGOMBO	Maison du planteur fonctionnelle	4 000 000	X			GARIGOMBO
	Equipement de la maison communautaire de KPOKILITA	Maison communautaire équipé	2 500 000	X			KPOKILITA
Environnement et protection de la nature	Confection de 30 bacs a ordures	30 bacs confectionnés	1 500 000		X		Lieux publics espace urbain
TOTAL	TOTAL		593 500 019				

6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

6.2.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs et mesures d'atténuations envisageables)

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts socio-environnementaux positifs possibles	Impacts socio-environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures socio-environnementales d'optimisation	Mesures socio-environnementales d'atténuation envisageables
<p>Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des points d'eaux, construction des forages et puits à motricité humaine - Construction des centres de santé et salles de classes 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre) - Facilitation de l'accès aux soins ; - Amélioration des conditions de scolarisation ; - Amélioration des conditions de vie des enseignants ; - Facilitation et amélioration des activités sportives ; - Amélioration des conditions de vie des populations - Facilitation de l'accès à la formation professionnelle - Développement des activités culturelles et des mouvements associatifs ; - Amélioration de l'accès aux services de base 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques de déforestation ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Pollution auditive par le bruit lié au fonctionnement des appareils - Risques de conflits sur le choix du site - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables - Augmentation de la prévalence des IST/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental - Participation et sensibilisation des populations sur les projets ; - Mettre en place les Comités de gestion ; - Former les différents comités de gestion aux questions d'accueil, de maintenance et de gestion des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Utiliser les engins adaptés et assurer une maintenance adéquate ; - Mettre en place de sous-comité de vigilance - Construire des clôtures autour des ouvrages ; - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives - Respecter les règles de sécurité dans les chantiers (port de masque, de bottes, assurance, etc.) - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que les marécages, les zones sacrées, les cours d'eau, les parcs et aires protégés, flancs de montagnes, etc.
<p>Microprojets hydrauliques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation de l'adduction d'eau de 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ;

gari-gombo	<p>participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diminution de la pression sur les points d'eau - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Diminution des maladies hydriques ; - Facilitation de l'accès à l'eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'intoxication due au mauvais dosage du chlore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages - Augmentation de la prévalence des IST/SIDA - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet 	<p>d'examen ; environnemental;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de comités de gestion ; - sensibiliser les populations sur le micro projet - encourager les projets HIMO - Former les différents comités de gestion aux questions d'accueil, de maintenance et de gestion des ouvrages - Sensibilisation des populations sur le microprojet 	<ul style="list-style-type: none"> - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Respecter les règles de sécurité dans les chantiers (port de masque, de bottes, assurance, etc.) - Contre l'insécurité : nettoyer et cantonner les alentours des ouvrages ; - - Mettre en place de sous-comité de vigilance - Respecter les emprises routières - Mettre en place les panneaux de signalisation des chantiers - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
<p>Microprojets structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Electrification décentralisée de l'espace urbain de GARI-GOMBO et construction du parc gros porteur 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Amélioration de l'accès à l'énergie ; - Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques - Augmentation des revenus dans la zone des 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques de déforestation ; - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et à la circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au délogement du site - Pollution liés aux déchets générés par les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour des ouvrages - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Conflits liés au choix du site/déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et au non pérennisation de l'ouvrage - Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion - Sensibilisation des populations sur les microprojets ; - Former les différents comités de gestion aux questions d'accueil, de maintenance et de gestion des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles ; - Installation des barrières de pluies ; - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées) ; - Inclure la lutte contre le VIH SIDA dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Respecter les emprises routières ; - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidanges, puis les retourner aux entreprises spécialisées ; - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation ; - Respecter les règles de sécurité dans les chantiers (port de masque, de bottes, assurance, etc.) - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que les marécages, les zones sacrées, les cours d'eau, les parcs et aires protégés, zones de frayère, flancs de montagnes, etc.

	microprojets	<ul style="list-style-type: none"> et autres maladies ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendie 		<ul style="list-style-type: none"> - Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses. - Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion
<p>Microprojets de développement économique:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de l'auberge municipale de gari-gombo 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/carrières de graviers ou de sable, et/ou l'excavation du site du projet - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; - Augmentation de la prévalence des IST/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> - Education environnementale des populations - Education environnementale ; - Sensibilisation des populations sur le microprojet - Former et mettre en place les Comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles ; - Installation des barrières de pluies ; - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées) ; - Inclure la lutte contre le VIH SIDA dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Respecter les emprises routières ; - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidanges, puis les retourner aux entreprises spécialisées ; - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation ; - Respecter les règles de sécurité dans les chantiers (port de masque, de bottes, assurance, etc.) - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que les marécages, les zones sacrées, les cours d'eau, les parcs et aires protégés, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. - Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion

6.2.2. Plan de gestion environnementale triennal : 2012-2014

Activités	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	Agent de développement	2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	à déterminé	-
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	à déterminé	-
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	Continu	DD MINEP, DD MINAS, Conseil municipal et PNDP	- à déterminé	Coût intégré dans la conception des microprojets
Mise en œuvre des mesures environnementales des microprojets	Entrepreneur, COGES	Continu	DD MINEP, DD MINAS, Conseil municipal et PNDP	- à déterminé	Respecter les clauses environnementales des DAO
Provisions pour les études d'impacts environnementales sommaires (EIES) et leur réalisation	Mairie et consultants	Continu	DD MINEP, DD MINAS, Conseil municipal et PNDP	- à déterminé	Coût pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs	Agent de développement	2012 - 2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	- à déterminé	- Respecter les clauses environnementales des DAO

6.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1. Ressources mobilisables et échéance

Secteur	Micro projet /activités	Budget total	Sources de financement					CD ²
			COMMUNE	PNDP	PDRE	BIP2012	FEICOM	
Education de Base	Réfection de la toiture de l'école maternelle de GARIGOMBO	4 150 000	X					
	Construction de 01 bloc de 2 salles de CLASSE de classe à l'EPP de GARIGOMBO groupe II	16 000 000				X		
	Construction de 01 bloc de 2 salles de CLASSE de classe à l'EPP de MANG	16 000 000	X					
	Equipement de l'école des parents de GBANDIA en table bancs	2 050 000	X					
	Equipement de l'école de METOGO en table bancs	2 050 000	X					
Enseignements secondaires	Construction du hangar du CETIC de GARIGOMBO	3 000 000	X					
	Achat machine à bois fait tout CETIC de GARIGOMBO	9 000 000	X					
	Acquisition d'un groupe électrogène au lycée de GARIGOMBO	2 500 000	X					
Agriculture	Création d'une palmeraie de 15 ha à GARIGOMBO	10 000 000	X					
	Equipement du poste agricole de GARIGOMBO	1 000 000				X		
	Equipement du poste agricole de KELEMBA	1 000 000	1			X		
Eau et énergie	construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à MANG	8 00 000				X		
	construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à GRIBI	8 00 000				X		
	construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité	5 000 000	X	X				

Secteur	Micro projet /activités	Budget total	Sources de financement				FEICOM	CD ²
			COMMUNE	PNDP	PDRE	BIP2012		
	humaine à SANGHA							
	construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à MOPOUO	5 000 000	X	X				
	construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à TOMBI	5 000 000	X	X				
	construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à MAMPELE	5 000 000	X	X				
	construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à NGOKO	5 000 000	X	X				
	construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à GARI-GOMBO	5 000 000	X	X				
	construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à NDENG-VILLAGE	5 000 000	X	X				
	construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à DISSO	5 000 000	X	X				
	Achat d'un transformateur à GARIGOMBO	10 000 000	X					
	Aménagement de 02 sources à GARIGOMBO	4 500 000	X					
Développement urbain et habitat	Aménagement d'un parc pour gros porteur à GARIGOMBO	4 000 000	X					
	Construction d'une auberge municipale	22 671 019	X	X				
Administration territoriale	Construction du logement du veilleur à la sous-préfecture de GARIGOMBO	2 000 000	X					
	Construction d'une tribune pour cérémonie officielle à GARIGOMBO	8 000 000	X					
	Construction d'une recette municipale première tranche de GARIGOMBO	10 000 000	X					
	Construction d'une case de passage à GARIGOMBO	9 579 000	X			X		

Secteur	Micro projet /activités	Budget total	Sources de financement					CD ²
			COMMUNE	PNDP	PDRE	BIP2012	FEICOM	
Affaires sociales	Réhabilitation de la maison du planteur de GARIGOMBO	4 000 000				X		
	Equipement de la maison communautaire de KPOKILITA	2 500 000				X		
communication	Achat d'un émetteur ELENOS 500 W	4 995 000	4 995 000					
	Achat des pièces et accessoires	4 900 000	4 900 000					
	Achat d'ordinateur complet, enregistreur et antenne parabolique	4 105 000	4 105 000					
TOTAL							199.600.019	

6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (première année)

Secteur	Micro projet	Activités	Responsables	Partenaires	Délais			Localisation
					T1	T2	T3	
Education Base de	Réfection de la toiture de l'école maternelle de GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	commune	MINDUB/service technique	X			Ecole maternelle Gari-gombo
	Construction de 01 bloc de 2 salles de CLASSE de classe à l'EPP de GARIGOMBO groupe II	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	commune	MINDUB/service technique	X			Ecole publique groupe II gari-gombo
	Construction de 01 bloc de 2 salles de CLASSE de classe à l'EPP de MANG	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	commune	MINDUB/service technique	X			MANG
	Equiperment de l'école des parents de GBANDIA en table bancs	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	commune	MINDUB/service technique	X			Ecole des parents de gbandia
	Equiperment de l'école de METOGO en table bancs	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	commune	MINDUB/service technique	X			Ecole publique de metogo
Enseignements secondaires	Construction du hangar du CETIC de GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	commune	MINESEC/service technique		X		CETIC garii-gombo
	Achat machine à bois fait tout CETIC de GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	commune	MINESEC/service technique		X		CETIC gari-gombo
	Acquisition d'un groupe électrogène au lycée de GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	commune	MINESEC/service technique	X			Lycée de gari-gombo
Agriculture	Création d'une palmeraie de 15 ha à GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux		MINADER/service technique			X	Gari-gombo
	Equiperment du poste agricole de GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	commune	MINADER/service technique		X		Gari-gombo
	Equiperment du poste agricole de KELEMBA	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	commune	MINADER/service technique		X		kelemba
Eau et énergie	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune	MINEE/service technique			X	MANG

Secteur	Micro projet	Activités	Responsables	Partenaires	Délais			Localisation
					T1	T2	T3	
	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/PNDP	MINEE/service technique			X	SANGHA
	Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/PNDP	MINEE/service technique			X	GBANDIA
	Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/PNDP	MINEE/service technique			X	MOPOUO
	Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/PNDP	MINEE/service technique			X	TOMBI
	Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/PNDP	MINEE/service technique			X	MAMPELE
	Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/PNDP	MINEE/service technique			X	NGOKO
	Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/PNDP	MINEE/service technique			X	GARIA-GOMBO
	Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/PNDP	MINEE/service technique			X	NDENG-VILLAGE
	Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/PNDP	MINEE/service technique			X	DISSO-PATERE
	Achat d'un transformateur	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune	MINEE/service technique	X			GARI-GOMBO
	Construction d'un forage	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/BIP	MINEE/service technique		X		GRIBI
	Réhabilitation d'un réseau électrique	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/BIP	MINEE/service technique		X		GARI-GOMBO
	Achat d'un groupe électrogène	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	commune	MINEE/service technique		X		Lycée gari-gombo

Secteur	Micro projet	Activités	Responsables	Partenaires	Délais			Localisation
					T1	T2	T3	
	Aménagement de 02 sources à GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune/BIP	MINEE/service technique	X			GARI-GOMBO
Administration territoriale	Construction d'une auberge municipale	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune	MINDUH/service technique				GARI-GOMBO
	Construction du logement du veilleur à la sous-préfecture de GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune	MINATD/service technique		X		GARI-GOMBO
	Construction d'une tribune pour cérémonie officielle à GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi des travaux	Commune	MINATD/service technique		X		GARI-GOMBO
	Construction de la recette municipale première tranche de GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi et évaluation	Commune	MINATD/service technique	X			GARI-GOMBO
	Construction d'une case de passage à GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi et évaluation	Commune	MINATD/service technique		X		GARI-GOMBO
Affaires sociales	Réhabilitation de la maison du planteur de GARIGOMBO	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi et évaluation	Commune	MINAS/service technique				GARI-GOMBO
	Equipped de la maison communautaire de KPOKILITA	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi et évaluation	Commune	MINAS/service technique		X		KPOLITA
communication	Achat d'un émetteur ELENOS 500 W	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi et évaluation	Commune	MINCOM/service technique	X			GARI-GOMBO
	Achat des pièces et accessoires	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi et évaluation	Commune	MINCOM/service technique	X			GARI-GOMBO
	Achat d'ordinateur coupleur, enregistreur et d'une antenne parabolique	Passation du marché Réalisation des travaux Suivi et évaluation	Commune	MINCOM/service technique		X		GARI-GOMBO

6.3.2. Plan opérationnel des populations vulnérables

6.3.2.1. Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) de la Commune de Gari-Gombo

A/ Fonctionnement

N°	Activités envisagées	Responsables	Coût total	Indicateurs	Intrant	Période/Année		
1	Plate forme (frais de mission pour les sectoriels : MINSANTE, MINATD, MINADER, affaires sociales, PP, etc.)	MINATD (Sous-préfet), Et ministères impliqués	1 800 000	- Arrêté préfectoral mettant en place ; - Rapport d'activités	1800000 F/plate-forme par an, la plate forme de GARIGOMBO est fonctionnelle	X		
2	Carburant pour motos	Mairies	400 000	- Motos fonctionnelles	25 000F/mois /motos	X		
3	Missions de suivi du PNDP et du comité (CNC, CRP) et d'appui aux ONG et plates-formes	PNDP		- Rapport de mission	Environ 03 jours par mois, et par cadre			
4	Etudes préalables à la couverture de nouvelles zones (diagnostic, audit des structures, identification des boursiers)			- Rapport d'études disponibles				
5	Fonctionnement du comité de suivi et de mise en œuvre du PDPP	MINEPAT, PNDP		- Rapport de mission ; - Compte rendus de sessions de travail				
	Sous -total		2 200 000					

B/ Investissement

N°	Activités envisagées	Responsables	Coût Total	Indicateurs	Intrant			
6	Citoyenneté (provision pour frais d'établissement des cartes d'identité, actes de naissance, ateliers de formation aux droits, devoirs et à l'éducation citoyenne, etc.)	MINATD PNDP	5 264 000	- 467 CNI et 985 actes de naissances sont établis ; - Les PP appréhendent mieux l'importance des pièces officielles	6000 FCFA/ CNI et 2500 par acte de naissance	X	X	X
7	Dotation des structures impliquées dans la citoyenneté en petit matériel (registres, encreurs, bics, etc.)	-Mairies -Centres d'état civil -PNDP	200 000	- Les capacités des centres d'état civil et maries sont renforcées pour l'établissement des pièces officielles		X		
8	Acquisitions motos	PNDP Mairies concernées	500 000	- Une moto est disponible et fonctionnelle	500 000 FCFA/moto	X		
9	Médicaments essentiels pour les formations hospitalières (CMA de GARIGOMBO, CSI de GRIBI) et transport vers les sites bénéficiaires	MINSANTE PNDP	1 500 000	- Les formations sanitaires abritant les PP sont pourvus en médicaments ; - Nombre de PP tuberculeux, ou atteints de VIH SIDA suivis de manière régulière ; - Nombre de PP, y compris femmes enceintes, suivis et vaccinés			X	X

10	Appui nutritionnel pour les malades hospitalisés et pour LE et transport vers les sites	MINSANTE PNDP	1 536 000	- Des capacités d'au moins 04 structures d'accueil et des formations sanitaires sont renforcées			X	X	
11	Fournitures et manuels scolaires pour les écoles classiques en faveur des PP	MINEDUB PNDP	2 000 000	- 200 pygmées bénéficiant de manière directe ou indirecte des fournitures			X	X	
12	Equipements et fournitures pour les écoles, et lycées, et autres infrastructures collectives	MINEDUB PNDP	500 000	- 4 établissements renforcés			X	X	
13	Appui à la création, et/ou à la mise en œuvre des plans simples de gestion des forêts communautaires (Provision)	MINFOF					X	X	
14	Appui à l'organisation des BAKA et à la commercialisation des PFNL	Consultant	1 100 000				X	X	
15	Agriculture (appui en matériel végétal et agricole et organisation des PP en structures faitières, mise en place 06 champs école à lister les campements pygmées	Consultant	2 000 000	- 80 agriculteurs renforcés (matériel agricole, végétal et formation) ; - Superficie mise en valeur ou augmentée ; - Rendements obtenus pour les principales spéculations		X	X	X	X
16	Dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière (appui à la désignation des chefs)	MINATD	200 000	- 4 campements ayant des droits d'usufruit sur des espaces reconnus légalement par les bantous et l'administration					
17	Amélioration de l'habitat et des offres de service de base	MINDUH PNDP Consultant	1 500 000			X	X		
18	Provision pour le financement des MP (hydraulique, petits microprojets, etc.)	PNDP Consultant	2 500 000	- Nombre de MP identifiés et mis en œuvre	Provision	X	X		
	Sous total investissement		18 800 000						

C/ Renforcement des capacités/Evaluation et soutien du processus

N°	Activités envisagées	Responsables	Coût Total	Indicateurs	Intrant				
19	Formation des accoucheuses traditionnelles	MINSANTE	600 000	- 21 accoucheuses traditionnelles sont formées	100 000/PP	X	X		
20	Formation des PP aux soins infirmiers, ainsi que des délégués	MINSANTE	800 000	- 8 PP sont formés aux soins élémentaires dans les FS		X	X		
21	Octroi des bourses de formation aux PP des collèges et lycées et des Centres de formations professionnelles (Ecoles d'infirmiers, ENIEG, ENIET, etc.) pour l'émergence d'une élite « pygmée »,	MINEDUB MINESEC PNDP Consultant	1 000 000	- Au moins 20 enfants pygmées perçoivent annuellement une bourse; - Au moins 2 pygmées inscrits et suivis dans les ENIET et ENIEG, etc.	50 000 F /an pendant 04 ans	X	X	X	X
22	Formation des PP à la construction et maintenance des habitats améliorés, et des ouvrages divers	MINDUH Consultant	800 000	- 18 PP reçoivent une formation professionnelle en construction et maintenance	6 PP / an	X	X	X	X

23	Formation des enseignants de niveau 1 et 2 aux techniques ORA, et d'apprentissage aux minorités	MINEDUB Consultant	800 000	- 12 enseignants sont formés et sont aptes à encadrer les enfants pygmées	50 000F/PP/ 3 ans		X	X	X
24	Mise en œuvre et accompagnement des activités du plan par l'OAL (recrutement, etc.)	Consultants PNDP		- Rapport d'activités des OAL ; - Nombre d'OAL recrutés et formés					
25	Evaluation à mi- parcours et de fin de phase du plan	Consultant		- Rapport d'évaluation					
	Sous-Total		4 000 000						
	Sous Total fonctionnement		2 200 000						
	Sous Total investissement		18 800 000						
	Sous Total renforcement des capacités et évaluation		4 000 000						
	TOTAL GENERAL :		25 000 000 FCFA						

6.3.2.2. Plan opérationnelle en faveur des autres populations vulnérables

N°	Activités envisagées	Responsable	Coût total	Indicateur	Période/Année			
1	Etudes préalables à la couverture de la zone (diagnostic, audit des structures, identification des couches socialement vulnérables)	MINAS/COMMUNE	1 500 000	- rapport d'études disponibles				
2	Fonctionnement du comité de suivi et de mise en œuvre du plan des personnes socialement vulnérables	MINAS/COMMUNE/PARTENAIRES	1 000 000	- Rapport de mission ; - compte rendus de sessions de travail				
3	Elaboration d'un fichier des personnes socialement vulnérables et couches défavorisées et organisation d'une campagne de sensibilisation sur les procédures d'accès à l'assistance sociale)	MINAS/COMMUNE	1 000 000	- nombre de fichier disponibles	X	X	X	
4	Dotation des structures impliquées dans le processus en petit matériel (registres, encreurs, bics, et moto.)	MINAS/commune	1 700 000	Les capacités du centre social et maries sont renforcées	X			
5	Acquisition Médicaments essentiels pour les formations hospitalières (CMA de GARIGOMBO, CSI de GRIBI) vers les personnes socialement vulnérables	MINSANTE/MNAS/COMMUNE	1 500 000	- Les formations sanitaires abritant sont pourvus en médicaments ; - Nombre de personnes socialement vulnérables VIH SIDA suivis de manière régulière ;		X	X	
6	Appui nutritionnel et vestimentaire pour les personnes socialement vulnérables	MINAS/COMMUNE/PARTENAIRES	1 536 000	au moins 02 structures d'accueil et des formations sanitaires sont renforcées		X	X	
7	Acquisition Fournitures et manuels scolaires pour les enfants des handicapés, les orphelins dans les écoles	MINEDUB/MINAS/COMMUNE	2 000 000	Au moins 100 bénéficiant de manière directe ou indirecte des fournitures		X	X	
8	acquisition et distribution de l'appareillage pour soutien aux handicapés et malvoyants	MINSANTE/MINAS/COMMUNE	5 000 000	Nombre d'appareillage distribué				
Coût Total			15 236 000					

6.4. Plan de Passation des marchés du PIA

projet	Etude de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation dossier de demande de cotation	Lancement de la procédure de cotation	Période de soumission	Ouverture et évaluation des cotations, décision d'attribution et notification	Signature de la lettre commande	Enregistrement	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	Durée estimée en semaines (sem)									
	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	12-16 sem	1 sem
Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à SANGHA	22-10-2012	22-11-2012	06-12-2012	13-12-2012	Du 20-12-2012 au 10-01-2013	10-01-2013	17-01-2013	31-01-2013	07-06-2013	10-06-2013
Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à MOPOUO	22-10-2012	22-11-2012	06-12-2012	13-12-2012	Du 20-12-2012 au 10-01-2013	10-01-2013	17-01-2013	31-01-2013	07-06-2013	10-06-2013
Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à TOMBI	22-10-2012	22-11-2012	06-12-2012	13-12-2012	Du 20-12-2012 au 10-01-2013	10-01-2013	17-01-2013	31-01-2013	07-06-2013	10-06-2013
Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à MAMPELE	22-10-2012	22-11-2012	06-12-2012	13-12-2012	Du 20-12-2012 au 10-01-2013	10-01-2013	17-01-2013	31-01-2013	07-06-2013	10-06-2013
Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité	22-10-2012	22-11-2012	06-12-2012	13-12-2012	Du 20-12-2012 au 10-01-2013	10-01-2013	17-01-2013	31-01-2013	07-06-2013	10-06-2013

humaine NGOKO										
Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à GARI- GOMBO	22-10-2012	22-11-2012	06-12-2012	13-12-2012	Du 20-12-2012 au 10-01-2013	10-01-2013	17-01-2013	31-01-2013	07-06-2013	10-06-2013
Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à NDENG- village	22-10-2012	22-11-2012	06-12-2012	13-12-2012	Du 20-12-2012 au 10-01-2013	10-01-2013	17-01-2013	31-01-2013	07-06-2013	10-06-2013
Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine DISSO	22-10-2012	22-11-2012	06-12-2012	13-12-2012	Du 20-12-2012 au 10-01-2013	10-01-2013	17-01-2013	31-01-2013	07-06-2013	10-06-2013
Construction d'une auberge municipale	22-10-2012	22-11-2012	06-12-2012	13-12-2012	Du 20-12-2012 au 10-01-2013	10-01-2013	17-01-2013	31-01-2013	07-06-2013	10-06-2013

7. MECANISMES DE SUIVI EVALUATION

7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

7.1.1. Attributions du comité de suivi évaluation

Le suivi évaluation du présent PCD incombe à un comité mis par arrêté municipal et composé des membres ci-dessus. Les missions du comité de suivi évaluation sont circonscrites au suivi des activités à mettre en œuvre dans le cadre du présent plan. Celui-ci doit s'assurer de la bonne exécution des prestations/marchés en rapport avec les microprojets retenus dans le PIA et le CDMT.

7.1.2. Composition du Comité de suivi évaluation de la mise en œuvre du CDMT

- **Président d'honneur**

Jouissant d'une intégrité morale, il est une élite dynamique de la localité, et distinguées par ses actions de développement menées au sein de la commune. Il doit jouer les rôles de médiateurs et d'interlocuteur du comité auprès des autres partenaires au développement de la commune

- **Président exécutif**

Il anime, coordonne et préside les réunions du comité de suivi, supervise les opérations de mobilisation des ressources internes, confectionne le calendrier et programme des missions de suivi ;

- **Secrétaire**

Il assure le secrétariat du comité, prépare et soumet au président les convocations des réunions du comité, rédige les procès verbaux et comptes rendus des réunions

- **Autres Membres du comité**

Les autres membres du comité assurent des missions à eux confiées par le président du comité de suivi

7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Secteur	Activités	Indicateurs	Sources de vérification
Education de base	Attribution des marchés Suivi de l'exécution Evaluation des activités	Nombre de contrat signés Nombre de visite de chantier Nombre de lettre commande	Journal des passations des marchés Rapport de chantier Bordereau de réception de la mairie
Enseignement secondaire	Attribution des marchés Suivi de l'exécution	Nombre de contrat signés Nombre de visite de chantier Nombre de lettre commande	Journal des passations des marchés Rapport de chantier Bordereau de réception de la mairie
Eau et énergie	Nombre de contrat signés Nombre de visite de chantier	Contrat de passation des marchés Visites de chantiers	Journal des passations des marchés Rapport de chantier
Travaux publics	Nombre de contrat signés Nombre de visite de chantier	Contrat de passation des marchés Visites de chantiers	Journal des passations des marchés Rapport de chantier Bordereau de réception de la mairie
Communication	Nombre de lettre commande	Bordereau de livraison de la Mairie	Journal des passations des marchés Rapport de chantier Bordereau de réception de

			la mairie
Environnement et protection de la nature	Nombre de lettre commande Nombre de visite du site de reboisement	Visite du site de reboisement	Journal des passations des marchés Rapport de chantier Bordereau de réception de la mairie

7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

En fonction de l'évolution des travaux dans les différents sites de projets, des réunions de chantier seront tenues avec les prestataires et le comité restreint chargé de la mise en œuvre du présent plan, auxquelles participeront également les Comités de Concertations installés dans les villages concernés. Il sera question à chaque fois d'avoir des informations sur le déroulement du chantier, les délais contractuels et les difficultés auxquelles sont confrontés les prestataires. De même, ce sera l'occasion de donner quitus à la continuation ou procéder à des arrêts de travaux pour les entrepreneurs qui ne respecteront pas le cahier de charges. Les réunions se tiendront une fois par mois en présence de l'exécutif communal et des commissions techniques spécialisées de la commune ainsi que les responsables sectoriels concernés par le microprojet.

A chaque fois un rapport de suivi sera élaboré et comportant pour chaque activité les actions à mener, les acteurs impliqués, le niveau de réalisation ainsi que les moyens engagés. Pour ce faire, des outils de suivi évaluation tels que les rapports d'avancement, les cahiers de suivi seront utilisés.

7.4. Mécanisme de préparation du PIA 2 et de révision du PCD

A la fin de chaque exercice budgétaire, les conseillers municipaux avec l'appui de l'exécutif communal procéderont au niveau des villages à une évaluation des microprojets inscrits au PIA 1 qui ont été réalisés ainsi que leur niveau de réalisation. Les données ainsi collectées sont consolidées au niveau du conseil municipal puis réactualisées par la Commune.

Ensuite l'exécutif communal organise avec l'appui des responsables sectoriels et des partenaires au développement de la Commune un atelier de mobilisation des ressources potentielles pour l'exercice suivant. Le PIA 2 sera réalisé en fonction des ressources disponibles et priorité sera donnée aux microprojets qui n'ont pas pu être réalisés dans le cadre du budget précédent.

Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

8. PLAN DE COMMUNICATION

Action	Support de communication	Canal	Cible	Responsable	Période (trimestre)				Fréquence
					T1	T2	T3	T4	
Information sur le PCD	Communiqué de presse ; correspondance Site Web	Radio Télévisions Affiches préfectorales	Responsables Sectorielles, élite, bailleurs de fonds, acteurs de développement, responsable du secteur privé, responsable du secteur publique et parapublique, partenaires potentiels, grand public, média	Exécutif communal, Préfet, PNDP					Après validation du PCD par le préfet et une fois par an après l'adoption du PIA
Atelier de présentation du PCD	Communiqué de presse ; correspondance Site Web	Radio Télévisions Affiches préfectorales	Responsables Sectorielles, élite, bailleurs de fonds, acteurs de développement, responsable du secteur privé, responsable du secteur publique et parapublique, partenaires potentiels, grand public	Exécutif communal, Préfet, PNDP					Une fois après validation du PCD par la préfecture
Atelier de mobilisation et de contribution	Communiqué de presse correspondance Site Web	Radio Télévisions Affiches préfectorales	Tous les partenaires potentiels	Exécutif communal, Préfet, PNDP					Une fois par an après l'adoption du PIA
Communication sur le niveau de réalisation ou de mise en œuvre du PCD	Communiqué de presse correspondance Site Web	Radio Télévisions Affiches préfectorales	Grand public, responsables sectoriels, partenaires	Exécutif communal, Préfet, PNDP					Tous les trimestres en fonction du niveau de réalisation du PIA

CONCLUSION

Elaboré suivant une démarche exclusivement participative, le PCD de Gari-Gombo présente de manière exhaustive la situation de référence de la Commune en tant qu'entité territoriale décentralisée dans tous les secteurs et traduit fidèlement ses aspirations de développement. Les besoins identifiés et exprimés par secteur et par les populations elles même s'insèrent parfaitement dans le BIP de l'Etat du Cameroun.

Malgré le volume des investissements nécessaires pour sa mise en œuvre, le PCD de Gari-Gombo est réalisable. Les efforts à fournir par la Commune et les populations de Gari-Gombo sont grands au regard des problèmes et des besoins identifiés, pour pouvoir arrimer à terme la commune au DSCE et d'aspirer à l'émergence 2035. Plaçant résolument l'amélioration des conditions de vie des populations au centre de ses préoccupations, l'exécutif communal de Gari-Gombo, fait désormais du présent PCD un cadre de référence de sa politique sociale et économique.

Cela nécessite tout de même, la volonté de l'exécutif communal et l'implication forte de toutes les forces vives de la localité, au-delà des clivages ethniques et politiques. Fédérer autour des projets structurants afin de renforcer l'offre et l'accessibilité aux services sociaux de base.

Il y'a toute fois une nécessité d'inciter l'exécutif communal à capitaliser la démarche qui a conduit à l'élaboration du présent document, à rechercher des ressources additionnelles pérennes en vu de financer le développement de la Commune. En mettant en place un comité de suivi du PCD, l'exécutif communal a exprimé clairement sa volonté de mener à bien tous les microprojets retenus.

Ce plan de développement sera révisé en temps que de besoin, pour refléter l'évolution de la situation socio-économique de la Commune de Gari-Gombo et la conjoncture nationale et internationale, à travers un processus itératif.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- La Constitution du Cameroun (Loi n° 96 / 06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 2 juin 1972, modifiée et complétée par la Loi n°2008 / 001 du 14 avril 2008).
- Loi n° 2004 / 017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation.
- Loi n° 2004 / 018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes.
- Loi n° 2004 / 019 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux régions.
- Rapport du Diagnostic de l'Institution Communale (DIC) de Gari-Gombo (réalisé par LHA Aout 2011).
- Rapport du Diagnostic de l'Espace Urbain (DEU) de la commune de Gari-Gombo (réalisé par LHA en juin 2012).
- Rapport de pointage des infrastructures sur GPS dans la commune de Gari-Gombo (réalisé par LHA juin 2012).
- Rapport de consolidation du DPNV de Gari-Gombo (réalisé par LHA en Mai 2012)

ANNEXES

ANNEXE 1 : FICHES DE PROJET DU PIA

FICHES DE PROJET N°1

		Date: 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : construction d'un puits à motricité humaine à Sangha	
Région: l'Est	Domaine d'intervention: MINEE	
Commune: de Gari-Gombo		
Communauté: commune		
Maître d'ouvrage: MINEE		
Maître d'ouvrage délégué: Commune		
Chef de service du marché		
Maître d'œuvre:		
Ingénieur:		
Agence d'exécution: titulaire du marché (PME,...)		
Organismes co-intervenant:		
• Prestataire/consultant BP: Tél: e-mail:		
Autres organismes:		
Objectif du micro projet: faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Sangha		
Coût total estimé: 5 000 000	Montant du financement demandé au PNDP: 4 750 000	
	Contribution totale de la commune /communauté:	
	-financière: 5% du montant global	Source de financement: PNDP/COMMUNE
-Nature:		
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO:		
Description sommaire du microprojet: le projet consiste à construire un puits à motricité humaine dans le village de sangha pour faciliter l'accès à l'eau potable des dites populations et réduire la prolifération des maladies hydriques		
Respect des normes environnementales: la réalisation de cet ouvrage nécessite la prise en compte des normes environnementales à savoir : l'acte de donation dans le cas ou un individu cède son site, prévision d'une clôture, d'une fosse de récupération des eaux souillées, du reboisement autour du site et l'installation /formation d'un COGE du point d'eau		
Durée d'exécution du projet 04 à 06 semaines		Date souhaitée de démarrage du chantier :

FICHES DE PROJET N°2

		Date: 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : construction d'un puits à motricité humaine à MOPOUO	
Région: l'Est	Domaine d'intervention: MINEE	
Commune: de Gari-Gombo		
Communauté: commune		
Maître d'ouvrage: MINEE		
Maître d'ouvrage délégué: Commune		
Chef de service du marché		
Maître d'œuvre:		
Ingénieur:		
Agence d'exécution: titulaire du marché (PME,...)		
Organismes co-intervenant: • Prestataire/consultant BP: Tél: e-mail:		
Autres organismes:		
Objectif du micro projet: faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Mopouo		
Coût total estimé: 5 000 000	Montant du financement demandé au PNDP: 4 750 000	
	Contribution totale de la commune /communauté: -financière: 5% du montant global -Nature:	Source de financement: PNDP/COMMUNE
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO:		
Description sommaire du microprojet: le projet consiste à construire un puits à motricité humaine dans le village de mopouo pour faciliter l'accès à l'eau potable des dites populations et réduire la prolifération des maladies hydriques		
Respect des normes environnementales: la réalisation de cet ouvrage nécessite la prise en compte des normes environnementales à savoir : l'acte de donation dans le cas ou un individu cède son site, prévision d'une cloture, d'une fosse de récupération des eaux souillées, du reboisement autour du site et l'installation /formation d'un COGE du point d'eau		
Durée d'exécution du projet 04 à 06 semaines		Date souhaitée de démarrage du chantier :

FICHES DE PROJET N°3

		Date: 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : construction d'un puits à motricité humaine à Tombi	
Région: l'Est	Domaine d'intervention: MINEE	
Commune: de Gari-Gombo		
Communauté: commune		
Maître d'ouvrage: MINEE		
Maître d'ouvrage délégué: Commune		
Chef de service du marché		
Maître d'œuvre:		
Ingénieur:		
Agence d'exécution: titulaire du marché (PME,...)		
Organismes co-intervenant: • Prestataire/consultant BP: Tél: e-mail:		
Autres organismes:		
Objectif du micro projet: faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Tombi		
Coût total estimé: 5 000 000	Montant du financement demandé au PNDP: 4 750 000	
	Contribution totale de la commune /communauté: -financière: 5% du montant global -Nature:	Source de financement: PNDP/COMMUNE
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO:		
Description sommaire du microprojet: le projet consiste à construire un puits à motricité humaine dans le village de tombi pour faciliter l'accès à l'eau potable des dites populations et réduire la prolifération des maladies hydriques		
Respect des normes environnementales: la réalisation de cet ouvrage nécessite la prise en compte des normes environnementales à savoir : l'acte de donation dans le cas ou un individu cède son site, prévision d'une cloture, d'une fosse de récupération des eaux souillées, du reboisement autour du site et l'installation /formation d'un COGE du point d'eau		
Durée d'exécution du projet 04 à 06 semaines		Date souhaitée de démarrage du chantier :

FICHES DE PROJET N°4

		Date: 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : construction d'un puits à motricité humaine à Mampele	
Région: l'Est	Domaine d'intervention: MINEE	
Commune: de Gari-Gombo		
Communauté: commune		
Maître d'ouvrage: MINEE		
Maître d'ouvrage délégué: Commune		
Chef de service du marché		
Maître d'œuvre:		
Ingénieur:		
Agence d'exécution: titulaire du marché (PME,...)		
Organismes co-intervenant: • Prestataire/consultant BP: Tél: e-mail:		
Autres organismes:		
Objectif du micro projet: faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Manpele		
Coût total estimé: 5 000 000	Montant du financement demandé au PNDP: 4 750 000	
	Contribution totale de la commune /communauté: -financière: 5% du montant global -Nature:	Source de financement: PNDP/COMMUNE
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO:		
Description sommaire du microprojet: le projet consiste à construire un puits à motricité humaine dans le village de mampele pour faciliter l'accès à l'eau potable des dites populations et réduire la prolifération des maladies hydriques		
Respect des normes environnementales: la réalisation de cet ouvrage nécessite la prise en compte des normes environnementales à savoir : l'acte de donation dans le cas ou un individu cède son site, prévision d'une clôture, d'une fosse de récupération des eaux souillées, du reboisement autour du site et l'installation /formation d'un COGE du point d'eau		
Durée d'exécution du projet 04 à 06 semaines		Date souhaitée de démarrage du chantier :

FICHES DE PROJET N°5

		Date: 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : construction d'un puits à motricité humaine à Ngoko	
Région: l'Est	Domaine d'intervention: MINEE	
Commune: de Gari-Gombo		
Communauté: commune		
Maître d'ouvrage: MINEE		
Maître d'ouvrage délégué: Commune		
Chef de service du marché		
Maître d'œuvre:		
Ingénieur:		
Agence d'exécution: titulaire du marché (PME,...)		
Organismes co-intervenant: • Prestataire/consultant BP: Tél: e-mail:		
Autres organismes:		
Objectif du micro projet: faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Ngoko		
Coût total estimé: 5 000 000	Montant du financement demandé au PNDP: 4 750 000	
	Contribution totale de la commune /communauté: -financière: 5% du montant global -Nature:	Source de financement: PNDP/COMMUNE
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO:		
Description sommaire du microprojet: le projet consiste à construire un puits à motricité humaine dans le village de ngoko pour faciliter l'accès à l'eau potable des dites populations et réduire la prolifération des maladies hydriques		
Respect des normes environnementales: la réalisation de cet ouvrage nécessite la prise en compte des normes environnementales à savoir : l'acte de donation dans le cas ou un individu cède son site, prévision d'une clôture, d'une fosse de récupération des eaux souillées, du reboisement autour du site et l'installation /formation d'un COGE du point d'eau		
Durée d'exécution du projet 04 à 06 semaines		Date souhaitée de démarrage du chantier :

FICHES DE PROJET N°6

		Date: 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : construction d'un puits à motricité humaine à Gari-gombo	
Région: l'Est	Domaine d'intervention: MINEE	
Commune: de Gari-Gombo		
Communauté: commune		
Maître d'ouvrage: MINEE		
Maître d'ouvrage délégué: Commune		
Chef de service du marché		
Maître d'œuvre:		
Ingénieur:		
Agence d'exécution: titulaire du marché (PME,...)		
Organismes co-intervenant: • Prestataire/consultant BP: Tél: e-mail:		
Autres organismes:		
Objectif du micro projet: faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Gari-gombo		
Coût total estimé: 5 000 000	Montant du financement demandé au PNDP: 4 750 000	
	Contribution totale de la commune /communauté: -financière: 5% du montant global -Nature:	Source de financement: PNDP/COMMUNE
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO:		
Description sommaire du microprojet: le projet consiste à construire un puits à motricité humaine dans le centre urbain de Gari-Gombo pour faciliter l'accès à l'eau potable des dites populations et réduire la prolifération des maladies hydriques		
Respect des normes environnementales: la réalisation de cet ouvrage nécessite la prise en compte des normes environnementales à savoir : l'acte de donation dans le cas ou un individu cède son site, prévision d'une clôture, d'une fosse de récupération des eaux souillées, du reboisement autour du site et l'installation /formation d'un COGE du point d'eau		
Durée d'exécution du projet 04 à 06 semaines		Date souhaitée de démarrage du chantier :

FICHES DE PROJET N°7

		Date: 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : construction d'un puits à motricité humaine à Disso-patere	
Région: l'Est	Domaine d'intervention: MINEE	
Commune: de Gari-Gombo		
Communauté: commune		
Maître d'ouvrage: MINEE		
Maître d'ouvrage délégué: Commune		
Chef de service du marché		
Maître d'œuvre:		
Ingénieur:		
Agence d'exécution: titulaire du marché (PME,...)		
Organismes co-intervenant: • Prestataire/consultant BP: Tél: e-mail:		
Autres organismes:		
Objectif du micro projet: faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Disso-patere		
Coût total estimé: 5 000 000	Montant du financement demandé au PNDP: 4 750 000	
	Contribution totale de la commune /communauté: -financière: 5% du montant global -Nature:	Source de financement: PNDP/COMMUNE
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO:		
Description sommaire du microprojet: le projet consiste à construire un puits à motricité humaine dans le village disso-patere pour faciliter l'accès à l'eau potable des dites populations et réduire la prolifération des maladies hydriques		
Respect des normes environnementales: la réalisation de cet ouvrage nécessite la prise en compte des normes environnementales à savoir : l'acte de donation dans le cas ou un individu cède son site, prévision d'une clôture, d'une fosse de récupération des eaux souillées, du reboisement autour du site et l'installation /formation d'un COGE du point d'eau		
Durée d'exécution du projet 04 à 06 semaines		Date souhaitée de démarrage du chantier :

FICHES DE PROJET N°8

		Date: 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : construction d'un puits à motricité humaine à Ndeng-village	
Région: l'Est	Domaine d'intervention: MINEE	
Commune: de Gari-Gombo		
Communauté: commune		
Maître d'ouvrage: MINEE		
Maître d'ouvrage délégué: Commune		
Chef de service du marché		
Maître d'œuvre:		
Ingénieur:		
Agence d'exécution: titulaire du marché (PME,...)		
Organismes co-intervenant: • Prestataire/consultant BP: Tél: e-mail:		
Autres organismes:		
Objectif du micro projet: faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village ndeng village		
Coût total estimé: 5 000 000	Montant du financement demandé au PNDP: 4 750 000	
	Contribution totale de la commune /communauté: -financière: 5% du montant global -Nature:	Source de financement: PNDP/COMMUNE
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO:		
Description sommaire du microprojet: le projet consiste à construire un puits à motricité humaine dans le village ndeng village pour faciliter l'accès à l'eau potable des dites populations et réduire la prolifération des maladies hydriques		
Respect des normes environnementales: la réalisation de cet ouvrage nécessite la prise en compte des normes environnementales à savoir : l'acte de donation dans le cas ou un individu cède son site, prévision d'une clôture, d'une fosse de récupération des eaux souillées, du reboisement autour du site et l'installation /formation d'un COGE du point d'eau		
Durée d'exécution du projet 04 à 06 semaines		Date souhaitée de démarrage du chantier :

FICHES DE PROJET N°9

		Date: 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : construction d'une auberge municipale à gari-gombo	
Région: l'Est	Domaine d'intervention: MINDUH	
Commune: de Gari-Gombo		
Communauté: commune		
Maître d'ouvrage: MINdUH		
Maître d'ouvrage délégué: Commune		
Chef de service du marché		
Maître d'œuvre:		
Ingénieur:		
Agence d'exécution: titulaire du marché (PME,...)		
Organismes co-intervenant: • Prestataire/consultant BP: Tél: e-mail:		
Autres organismes:		
Objectif du micro projet: étendre le parc des infrastructures marchands dans l'espace urbain de gari-gombo		
Coût total estimé : 22 671 019	Montant du financement demandé au PNDP: 22 671 019	
	Contribution totale de la commune /communauté: -financière: 15 du montant global	Source de financement: PNDP/COMMUNE
	-Nature:	
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO:		
Description sommaire du microprojet: le projet consiste à construire une auberge municipale dans la ville de gari-gombo pour améliorer les infrastructures d'accueils dans l'optique de maximiser les ressources financières de la commune		
Respect des normes environnementales: la réalisation de cet ouvrage nécessite la prise en compte des normes environnementales à savoir : l'acte de donation dans le cas où un individu cède son site, éviter systématiquement les zones sensibles remettre en état les zones d'emprunt, le reboisement autour le, respect des règles de sécurité au chantier, sensibilisation des populations riveraines et le personnel sur les IST/SIDA et l'installation /formation d'un COGE de l'infrastructure		
Durée d'exécution du projet 12 à 16 semaines		Date souhaitée de démarrage du chantier :

ANNEXE 2 : Répartition de la population de la commune de Gari-Gombo par village

Villages	Hommes	Femmes	Jeunes moins de - 16 ans	Enfants moins de 5 ans -	Totale
KPOKILITA	300	200	206	80	786
MESSE	105	120	40	35	300
GBANDIA	49	64	40	29	133
BELEKOUBOU	30	17	10	8	65
MBOUTOUNDOU	67	58	75	50	340
NGOKO	50	33	114	20	197
NGOPIA	59	42	46	20	167
OUESSO	37	32	15	12	96
SEMBE	83	29	46	17	175
DJOUKOUDOUM	23	15	13	10	41
GARI-GOMBO	1536	1664	1343	1045	4 588
NGOUNDI I	450	150	263	87	950
LAMBO	200	299	180	107	785
NGOUNDI II	278	149	191	62	680
DISSO	67	71	99	43	280
PATERE	158	187	181	101	635
NDENG VLLGE	151	172	121	92	536
NGARISSO	45	55	47	43	190
LOM	207	305	194	90	796
MANG	175	123	150	52	500
NGARITTA	32	28	35	15	110
DIFFOLO	25	27	28	20	100
MAMPELE	102	128	110	80	400
MESSADISSO	101	124	69	40	324
MONZOPIA	208	222	375	170	975
KELEMBA	175	260	172	65	672
GRIBI	308	350	846	342	1 846
TOMBI	50	60	105	59	274
KONGO	208	290	206	196	996

MOPOUO	101	109	90	50	350
NOUMBAKOE	42	58	52	48	200
METOGO	45	55	60	37	197
SANGHA	100	110	90	50	350
MBIALI	227	286	302	209	1 006
PAYA I	200	250	175	75	700
PAYA II	160	153	205	45	563
NGARISSINGO	20	28	18	16	76
Campement pygmée Gari- gombo	8	12		10	30
Campement pygmée Mentsoka	52	68	50	23	192
Campement pygmée Ndeng	75	95	90	30	300
Campement pygmée Lom	5	7		6	18
Campement pygmée Kpokilita	4	6		8	16
TOTAL	6393	6 537	6 317	3 413	21 935

Equipe de rédaction du présent PCD

Noms et Prénoms	Qualifications	Téléphone
BITJOKA Luc	Ingénieur Bac +05	99 87 87 24
MEKE Christian	Cadre en développement bac + 3	96 90 43 91